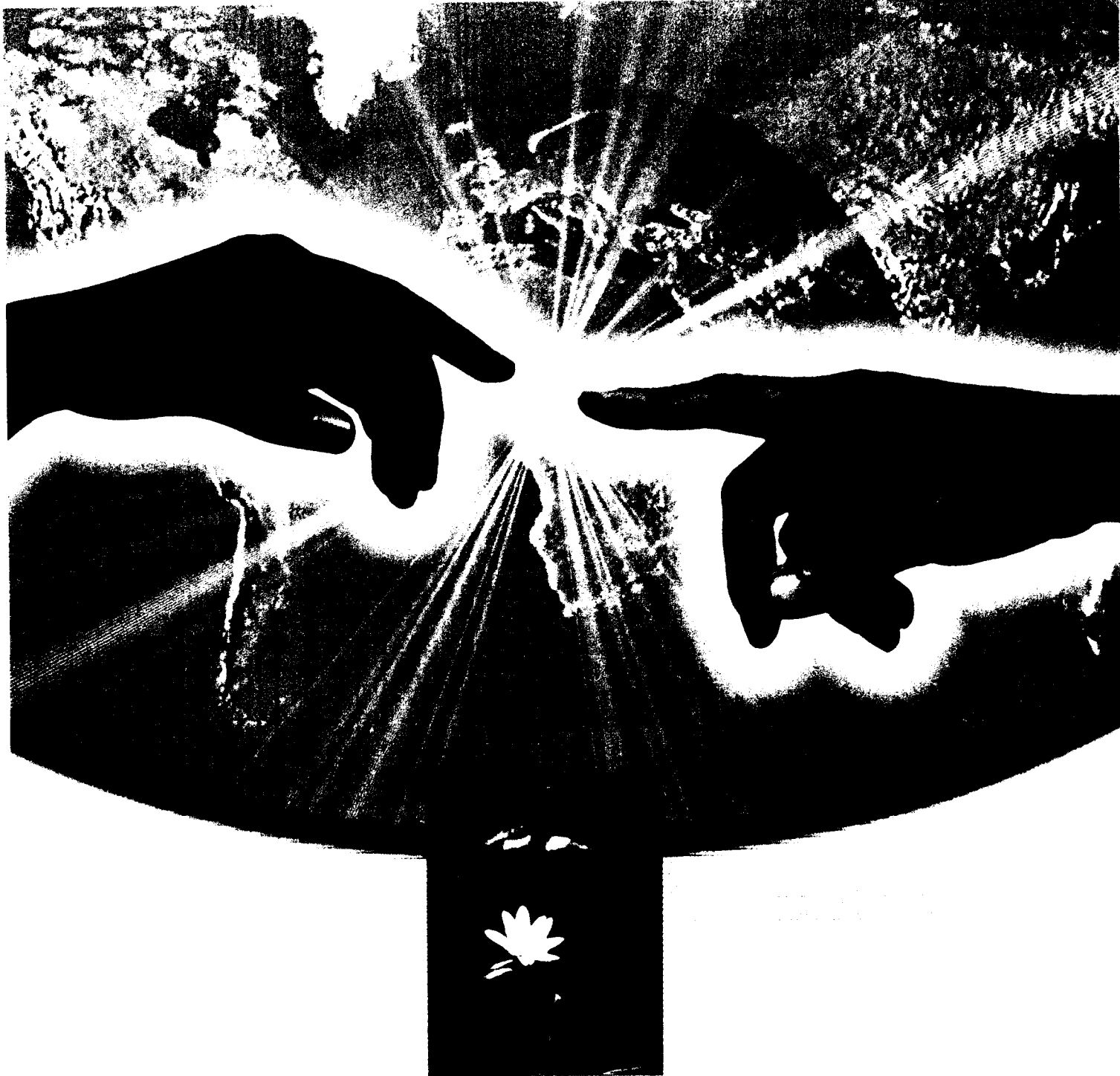




RAPPORT ANNUEL

2003



RAPPORT ANNUEL

2003



SOMMAIRE

6 ■ LETTRE DU PRESIDENT

8 ■ MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

11 ■ LES ACTEURS

Conseil d'Administration

Organigramme

Les Actionnaires et la Bourse

Les Ressources Humaines

14 ■ CHIFFRES CLES DU GROUPE

15 ■ LES ACTIVITES

Le Mobile en forte croissance

Le Téléphone Fixe : Priorité à la Qualité de Service

Les Réseaux

La Téléphonie Rurale en accélération

Haut Débit : Introduction de l'ADSL au Sénégal

Sonatel : Plate forme de transit sous régional

16 ■ IKATEL MOTEUR DE LA CROISSANCE DU GROUPE

17 ■ FONDATION SONATEL EN ACTIONS

18 ■ RAPPORT FINANCIER

19 ■ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

20 ■ PROJETS DE RESOLUTION



Votre société a connu, au cours de l'année 2003, une croissance soutenue. Son niveau, aux alentours de 20% pour le chiffre d'affaires et le résultat net est un des plus élevés de tous les opérateurs de télécommunications dans le monde.

Cette croissance, stimulée par les synergies obtenues au sein du groupe France Télécom, provient, pour l'essentiel, de la filiale malienne Ikatel, bénéficiaire dès son premier exercice annuel, et des activités mobiles au Sénégal.

Ces très bons résultats ont permis au Conseil d'Administration de proposer à l'Assemblée Générale une augmentation importante du dividende versé au titre de l'exercice.

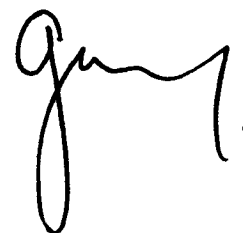
L'année 2004 verra l'arrivée de la concurrence sur tous les services.

Votre société s'y est préparée, en investissant près de 50 milliards de F CFA en 2003, et en continuant à adapter ses tarifs pour les rapprocher des coûts.

France Télécom continuera à apporter son soutien et son expérience pour assurer le succès de la Sonatel dans ce nouvel environnement. De nouvelles baisses de tarifs ont été annoncées pour cette année. Elles permettront de faire profiter les clients des progrès accomplis.

Pour finir, je voudrais remercier la Direction et tout le personnel de la Sonatel, qui, par leur compétence et leur travail, ont permis ces résultats exceptionnels.

Le Président
Pierre GODINIAUX





Les efforts soutenus depuis trois ans pour améliorer la qualité globale de service, le premier socle de notre stratégie de croissance ces dernières années, commencent à porter leurs fruits. Au bout de l'effort, le succès en 2003 !

La croissance de l'activité et des résultats, déjà à deux chiffres l'année dernière, s'est encore améliorée en 2003.

L'accroissement du Chiffre d'affaires du Groupe (+ 32,7 Milliards F CFA) s'explique notamment par le fort développement de notre activité mobiles et justifie nos investissements dans l'amélioration de la qualité de service, l'extension de la couverture rurale et le développement de nos réseaux mobiles.

L'acquisition d'une licence globale (mobile, fixe et Internet) au Mali s'est traduite par un succès commercial qui conforte la Sonatel dans sa stratégie de croissance externe avec le soutien du Groupe France Télécom.

L'année 2003 a été pour nos activités un tournant décisif dans la consolidation de nos acquis pour rester leader sur l'ensemble de nos marchés dans un contexte de libéralisation totale du secteur des télécommunications au Sénégal, prévue en juillet 2004.

Ainsi, le groupe dispose d'une base de clients de près d'un Million répartis entre le Sénégal et le Mali.

Avec une base de clients qui s'élève déjà à un million, nous comptons maintenir une croissance rentable des activités du groupe en devenant un opérateur global de référence, au Sénégal et dans la sous-région.

Face à la libéralisation totale du secteur des télécommunications au Sénégal, la Sonatel est prête. Les

menaces sur notre activité sont réelles mais nous avons déjà réussi à maintenir notre leadership sur les segments de marchés déjà rudement soumis à la concurrence, notamment les services de données aux entreprises, l'Internet et la Téléphonie mobile. Nous sommes prêts à en faire de même sur les services fixes.

Pour relever les défis, il nous faudra passer d'un monopole régalién à un leadership de compétence, de services et d'écoute des besoins des clients en maintenant la qualité globale de nos services au niveau des standards internationaux.

Il nous faudra satisfaire les demandes de nos clients en services globaux et innovants à forte valeur ajoutée.

Aussi, devons-nous atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en matière de desserte rurale et d'extension de la couverture du réseau mobile.

Au delà de notre ambition permanente d'être la société de service qui change l'image des sociétés Africaines, notre souhait pour 2004 et 2005 est de passer d'une entreprise reconnue de tous à une entreprise aimée par tous.

Dans un tel contexte, l'engagement de l'ensemble des collaborateurs du Groupe est la valeur dont nous aurons le plus besoin face à des concurrents déterminés et ambitieux.

Le Directeur Général
Groupe Sonafel





Les Acteurs

Client



Questionnaire



Personnel

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président

M. Pierre **GODINIAUX**
France Télécom



Président

■ M. Pierre GODINIAUX
France Télécom

■ M. Abdou Aziz SOW
Présidence de la République

■ M. Bernard GRYNKO
France Télécom

■ M. Mame Ndaraw CISSE
Administrateur indépendant

■ M. Ibrahima KONTE
Représentant le personnel actionnaire

■ M. Roland DUBOIS
France Télécom

■ M. Silvano MONTI
France Télécom

■ M. Mamadou BOYE
Administrateur indépendant

■ M. Ibrahima SAR
Ministère de l'Economie et des Finances

■ Colonel Papa Momar NIAN
Ministère des Forces Armées

Observateur

■ M. Mamadou Doudou DIOUF
Contrôleur financier
Présidence de la République

ORGANIGRAMME



M. Aimé BRIAL
*Directeur Général Adjoint
Sonatel*



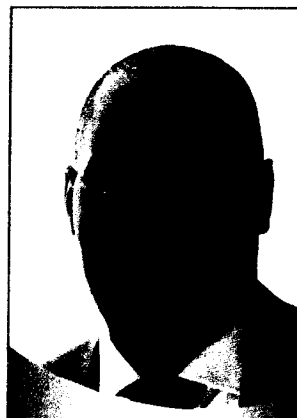
M. Cheikh Tidiane MBAYE
*Directeur Général
Sonatel*



M. Léon Charles CISS
*Directeur Général
Sonatel Mobiles*



M. Samba SENE
*Directeur Général
Sonatel Multimedia*



M. Alioune NDIAYE
*Directeur Général
Ikatel*

M. Alassane DIENE
*Directeur
 des Ressources Humaines*



**M. Ababacar Sadikh
 DIOP**
*Directeur
 Financier et Comptable*



**Mme Aïssatou DIENG
 DIOP**
*Directrice
 des Opérations Internationales*



**Mme Thérèse TOUNKARA
 DIOUF**
Directrice Commerciale



**M. Abdoulaye Khassoum
 KEBE**
*Directeur
 des Achats et de Logistique*



M. Macodou NDIAYE
*Directeur
 des Systèmes d'Information*



**M. Seydi Ahmed Sy
 SARR**
*Directeur
 de la Réglementation
 et des Affaires Juridiques*



M. Bruno VALTER
Directeur des Réseaux





LES ACTIONNAIRES ET LA BOURSE

EVENEMENTS MAJEURS DU BILAN BOURSIER 2003

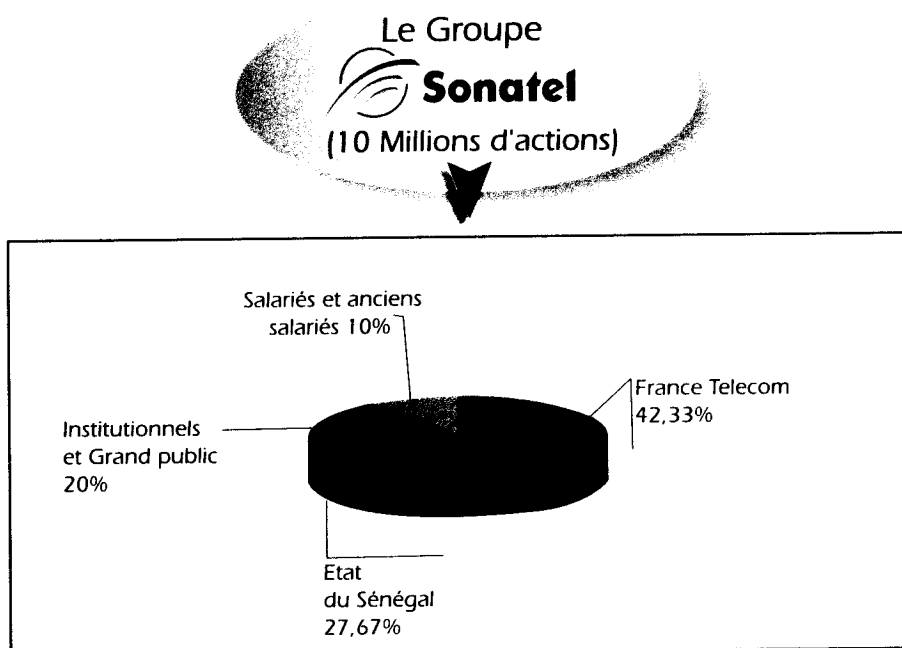
- Hausse de 12,5% du cours de l'action à 22 500 F CFA au 31/12/03 (action à 30 000 F CFA au 30/04/2004).
- Hausse de 107% du volume annuel de titres transigés avec 182 698 titres. Ce volume transigé représente 94% de celui du secteur des services publics et 14% de celui enregistré par le marché des actions à la BRVM.
- Première capitalisation boursière de la BRVM avec un poids de 42% dans l'indice BRVM 10 et 27,78% dans l'indice BRVM composite.
- Amélioration de la rentabilité des capitaux engagés : 21,02% en 2003 contre 16,56% en 2002.
- Amélioration de la rentabilité des capitaux propres : 24,90% en 2003 contre 22,08% en 2002.
- Bonne stabilité du price earning ratio (cours/bénéfice) à 4.
- Contribution à l'émergence d'une culture boursière au Sénégal par l'organisation de la rencontre annuelle du 09 OCTOBRE 2003 avec les actionnaires de la SONATEL de plus en plus fidèles, confiants, satisfaits et motivés. La valeur SONATEL continue à leur offrir un rendement en dividende supérieur à 13%.

LA SONATEL EN BOURSE depuis 1998

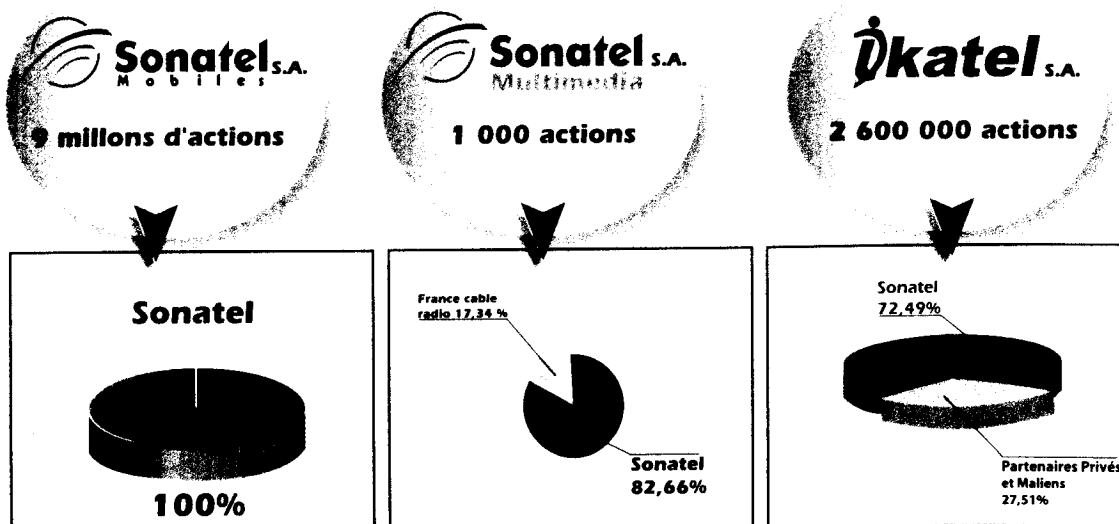
Une rentabilité et une création de valeur en constante amélioration

La SONATEL au premier rang de la BRVM :

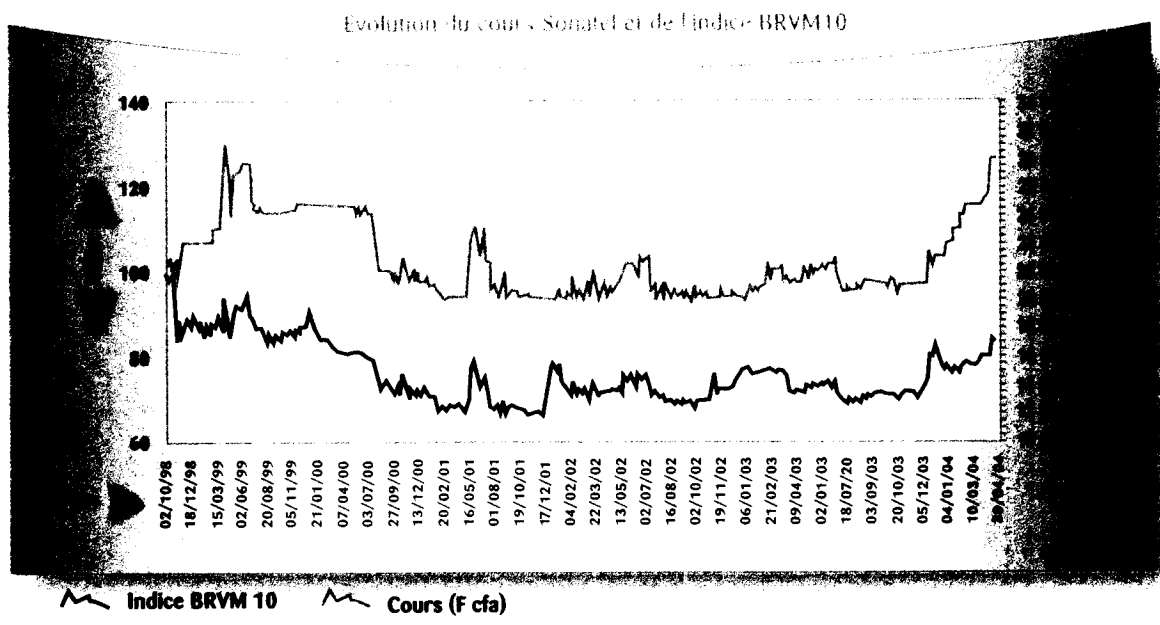
- * Première et unique entreprise sénégalaise cotée en BOURSE avec émergence d'un actionnariat populaire
- * Premier et unique opérateur Télécom Ouest Africain coté en BOURSE : avec sa dimension sous régionale, elle offre une réalité à l'intégration économique dans l'UEMOA.
- * Première capitalisation boursière depuis son introduction à la bourse (1998)



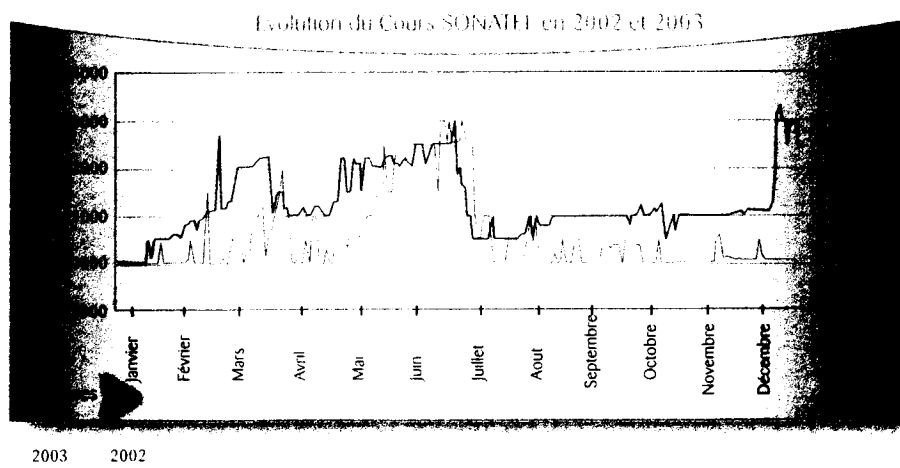
Avec ses trois filiales



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SONATEL ET L'INDICE BRVM 10 (1998 - 2003)

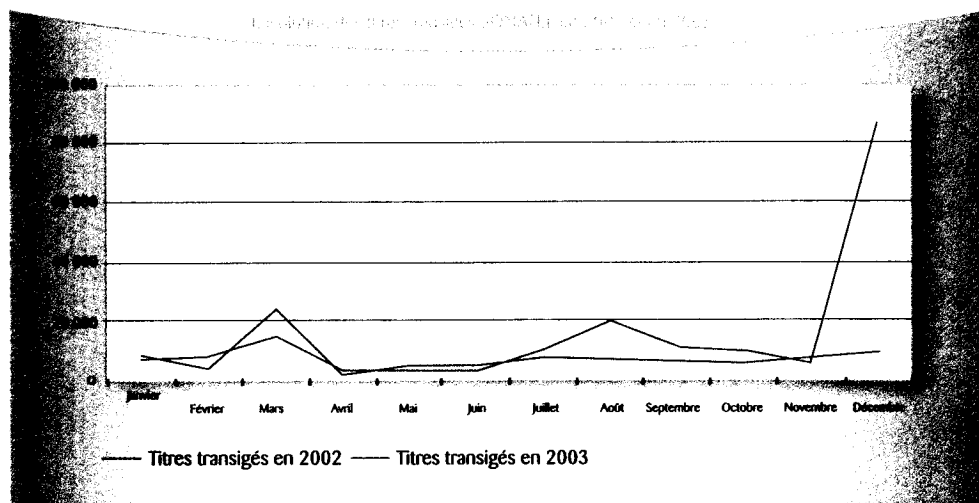


EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SONATEL en 2002 et 2003



L'action Sonatel reste une valeur vedette, l'un des titres les plus actifs malgré la crise en Côte d'Ivoire. Le rendement du titre rend la valeur Sonatel encore plus attractive pour les investisseurs.

ANALYSE DES TITRES TRANSIGES SONATEL en 2002 et en 2003

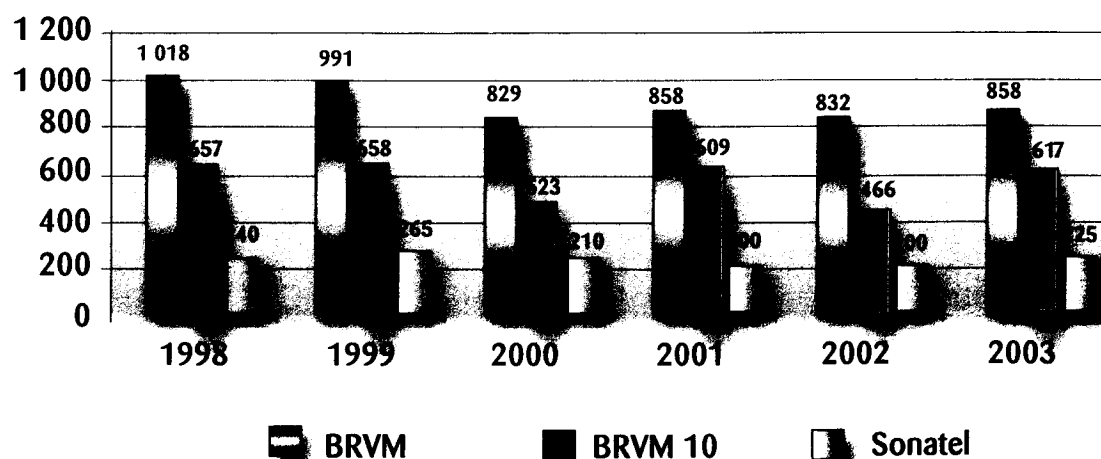


Alors que le titre Sonatel augmente de 12,5% de 2002 à 2003, l'indice BRVM composite enregistre une hausse de 2,9% en 2003 et l'indice BRVM 10 une légère baisse de 0,18%.

SONATEL : UN POIDS LOURD DE LA COTE A LA BRVM

- Plus de 26% de la capitalisation globale au 31 /12/2003.
- Plus de 36% de la capitalisation de l'indice BRVM 10 au 31 /12/2003.

CAPITALISATION BOURSIERE DE LA SONATEL PAR RAPPORT AU INDICES BRVM COMPOSITE ET BRVM 10



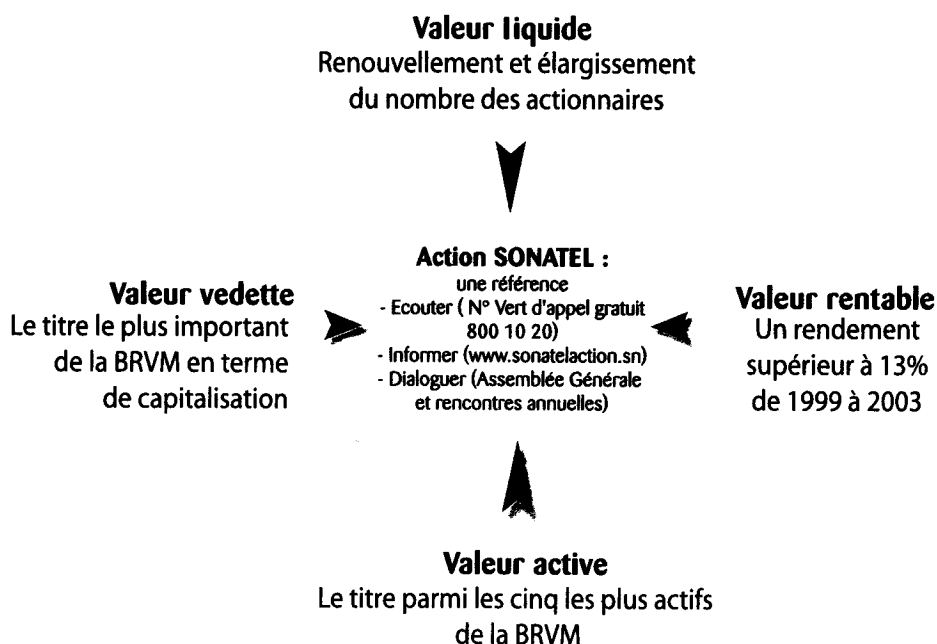


TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE (EN FRANCS Cfa)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cours de l'action SONATEL						
• Plus haut	24 000	31 000	26 600	25 010	23 000	23 500
• Plus bas	20 350	24 000	21 000	19 800	20 000	20 500
Bénéfice net par action	3 624	4 078	4 252	4 745	4 649	5 614
Dividende net par action	2 340	2 560,5	2 610	2 610	2 668,5	3 960
Volume mensuel de titres Sonatel transigés (en moyenne en nombre d'actions)	43 615	20 703	24 746	5 388	7 360	15 224
Volume mensuel de titres transigés à la BRVM (en moyenne en nombre d'actions)			78 342	31 109	57 448	56 130
Pourcentage titres transigés SNT vs BRVM			32%	17%	13%	28%
Cours						
• Cours sonatel au 31/12	24 000	26 500	21 000	20 000	20 000	22 500
• Cours Moyen Annuel	22 976	26 456	24 453	20 848	20 606	21 302
Indice						
• BRVM 10 au 31/12	94,61	97,08	77,27	84,11	82,36	82,21
• BRVM composite au 31/12	98,05	91,34	74,76	77,46	74,34	76,53

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENTABILITE ET CREATION DE VALEUR

	1998 Retraité (1)	1999	2000	2001	2002	2003
Retour sur Capitaux Engagés (%)	20,88	19,37	16,79	16,82	16,56	21,02
ROCE = $\frac{\text{Résult. d'exploit. après Impôt théorique}}{\text{Actif Immobilisé} + \text{BFR}}$						
Rentabilité des Capitaux Propres (%)	24,07	23,56	22,80	23,3	22,08	24,90
(Résultat Net / Capitaux Propres avt distrib.dividende)						
Price Earning Ratio	6,3	6,5	4,94	4,21	4,30	4,01
Valeur Economique Ajoutée (E V A) (2)	10,8	10,5	11,1	6,03	9,72	21,786
(en Milliards F cfa)						
(en % des Capitaux Engagés)	(7,3)	(6,2)	(5,25)	(2,50)	(3,56)	(8,02)

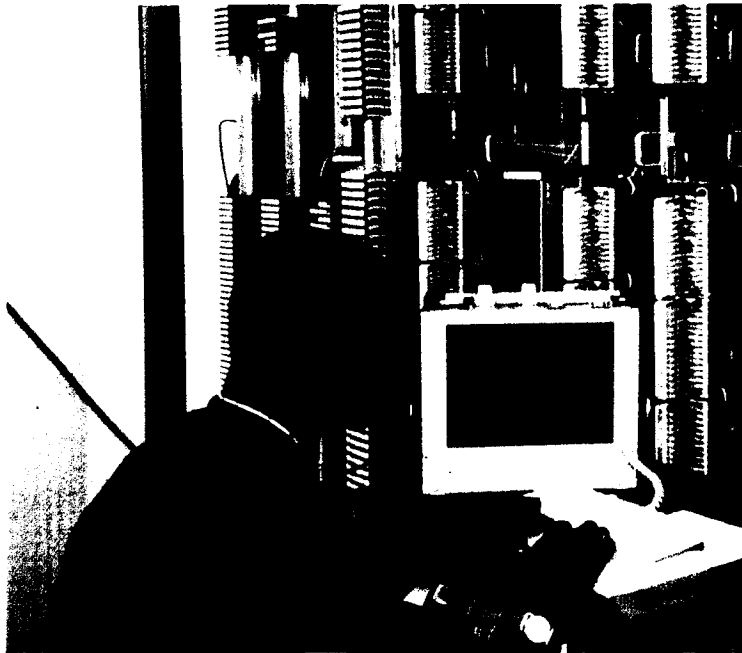
- En 2003, le Price Earning Ratio (cours de l'action par rapport au bénéfice par action) est de 4,01 soit une baisse de 0,29 points par rapport à 2002 malgré une bonne marge bénéficiaire.
- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Une création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de plus de 24,90 % sur la période grâce à un meilleur rendement sur les investissements.
- Pour un coût des capitaux propres de 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 21,786 Milliards F CFA en 2003, soit 8,02 % des capitaux engagés.

NB : (1) Retraitements de consolidation
 (2) $EVA (\%) = \frac{EVA}{CE} = \frac{RE(1-t) - K \cdot CE}{CE}$
 CE = Capitaux engagés = Actif Immobilisé +
 Besoin en fonds de roulement (BFR)
 K = Coût moyen pondéré du Capital
 t = taux d'imposition sur le bénéfice
 RE = Résultat d'exploitation



LES RESSOURCES HUMAINES

L'ANNÉE 2007 A PERMIS DE POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT ET L'OPTIMISATION DES RESSOURCES HUMAINES, LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES MANAGÉRIALES DES COLLABORATEURS DU GROUPE, L'ÉPANOUISSEMENT SOCIAL DE SES SALARIÉS AFIN D'INSTAURER UN CLIMAT SOCIAL SAIN PROPICE AU DÉVELOPPEMENT DU GROUPE.



LES RESSOURCES HUMAINES

Acquisition de Ressources Humaines

En cohérence avec sa stratégie, la Sonatel s'est évertuée à recruter les meilleurs profils sur le marché au travers de sources de recrutements diversifiés (forum, relations avec les écoles, etc. ...).

Ainsi toutes les nouvelles recrues ont été accueillies dans le cadre des séminaires d'intégration organisés pour la circonstance.

Optimisation des Ressources Humaines

Une meilleure maîtrise de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), une politique volontariste de mutualisation des emplois ainsi que la définition de normes pour les recrutements des temporaires ont contribué à une meilleure optimisation des emplois.

Les Emplois

Le référentiel des emplois et des compétences a connu un enrichissement avec l'émergence de nouveaux emplois dans le domaine technique : Supervision et Intervention, Ingénieur Support, Optimisation des réseaux mobiles.

Par ailleurs les principes de mobilité au sein du groupe ont été définis de même que les comités carrière ont été poursuivis.

Développement des Compétences

La Direction des Ressources Humaines accompagne les collaborateurs du groupe dans le cadre de la réalisation de leur projets professionnels. Avec un ratio « coût de formation/ masse salariale » de près de 7%, la possibilité a été donnée à plusieurs salariés de suivre une ou plusieurs formations dans des domaines variés et divers relatifs aux activités de l'entreprise.

Au titre du développement des compétences du personnel décliné au travers des plans de formation sectoriels en adéquation avec les priorités définies par l'entreprise, plusieurs actions de formation ont été entreprises soit environ huit mille cinq cent (8500) .

Qualité et management

La montée en compétence de l'encadrement hiérarchique par l'impulsion d'une démarche centrée sur l'apprentissage collectif s'est également poursuivi. Dans cette perspective, la dynamique des Cercles du changement, initiés en décembre 2002, a trouvé une meilleure assise durant l'exercice 2003 avec la tenue de trois sessions pour les chefs de département et les chefs de service. Parallèlement à cela, le développement personnel de l'encadrement dirigeant a été fortement appuyé.



POLITIQUE D'EMPLOI ET D'EXPANSION

Politique Sociale

Le Fonds Commun de Placement Retraite, abondé de 75 à 100 % a démarré durant le second semestre 2003.

Les relations avec les Organisations Syndicales ont été renforcées en 2003 avec une concertation permanente, la gestion participative du fonds commun et de l'IPM, l'organisation de la rencontre annuelle Equipe dirigeante et Syndicats – une opportunité d'informer et d'impliquer les partenaires sociaux aux projets structurants ayant un impact social tels que le Réseau de Gestion des Télécommunications.

Les élections des délégués du personnel ont également été organisées.

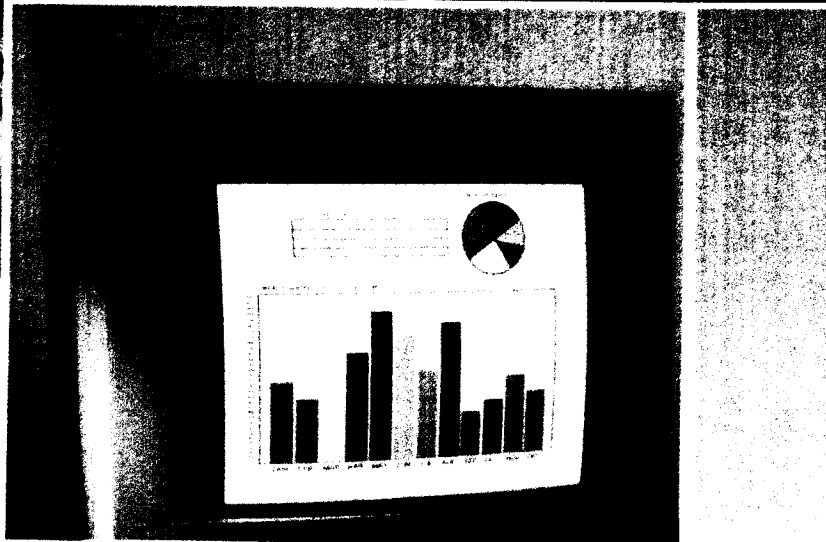
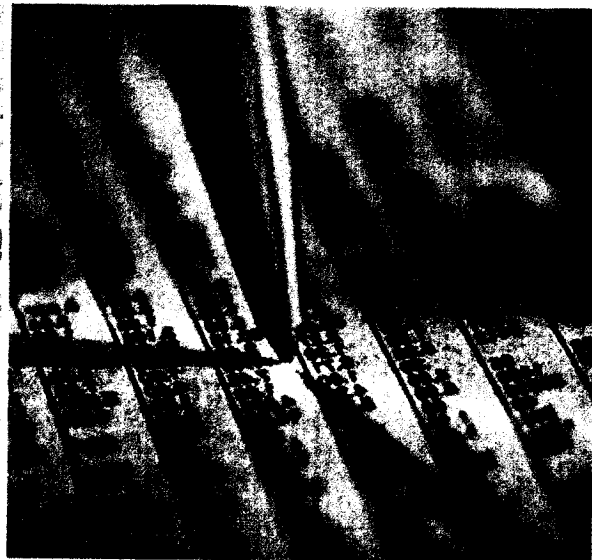
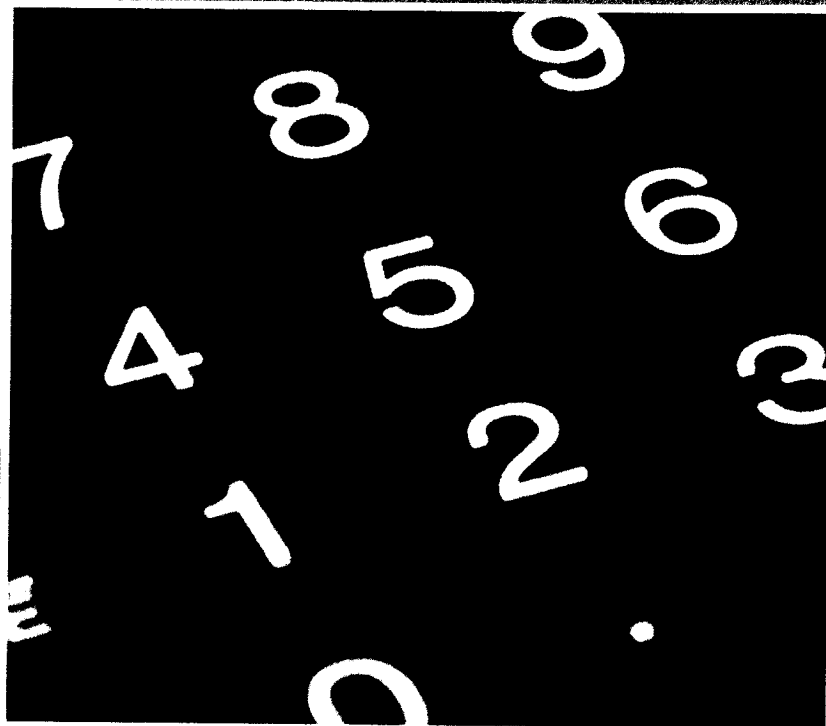
Responsabilité sociétale de la Sonatel

Durant l'exercice 2003, la Sonatel s'est attachée à développer son image d'entreprise citoyenne en arrivant en tête des entreprises Sénégalaises dans la création d'emplois : 25 % des effectifs du fixe et 80 % de ceux du mobile ont moins de 5 ans d'ancienneté, en plus de plus de 10 000 emplois indirects supplémentaires créés et plus de 450 contrats à durée déterminée et de stages offerts à des étudiants.

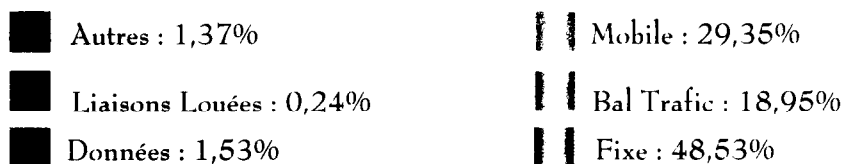
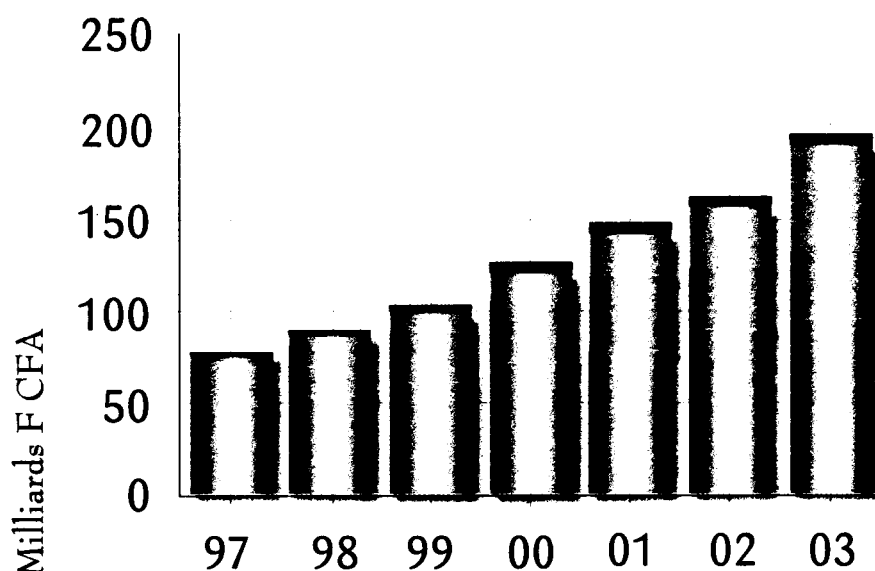




Chiffres clés du Groupe



Chiffre d'Affaires



- Le chiffre d'affaires en 2003 est en hausse de 20%. IKATEL au Mali (9% du chiffre d'affaires global) contribue pour 47,6% à cette croissance.
- Les balances de trafic international (19% du chiffre d'affaires global) sont en hausse de 11,64%.

RÉSULTAT NET

56,142

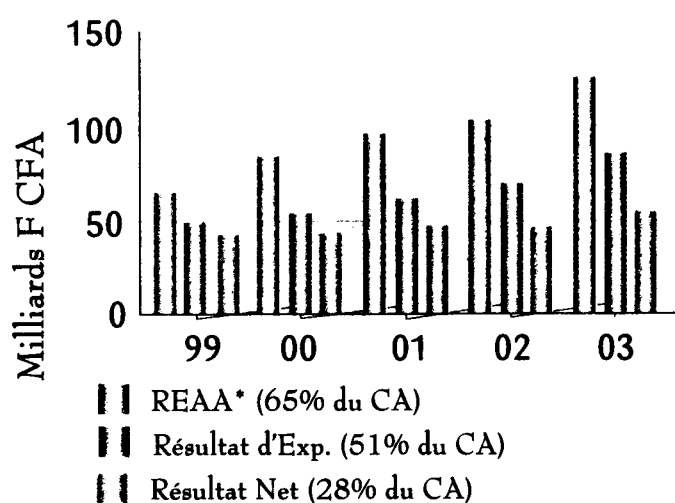
Milliards F CFA

Le résultat d'exploitation (85,210 Milliards F CFA) est en hausse de plus de 22% et représente 43,55% du Chiffre d'Affaires.

Cette croissance est essentiellement tirée par l'activité des mobiles au Sénégal et au Mali.

Le bénéfice net (56,142 Milliards F CFA) augmente de plus de 20%, ce qui maintient la marge nette à 28%.

Le Price Earning Ratio (Per = Cours de l'action / Bénéfice net par action) est de 4 en 2003.



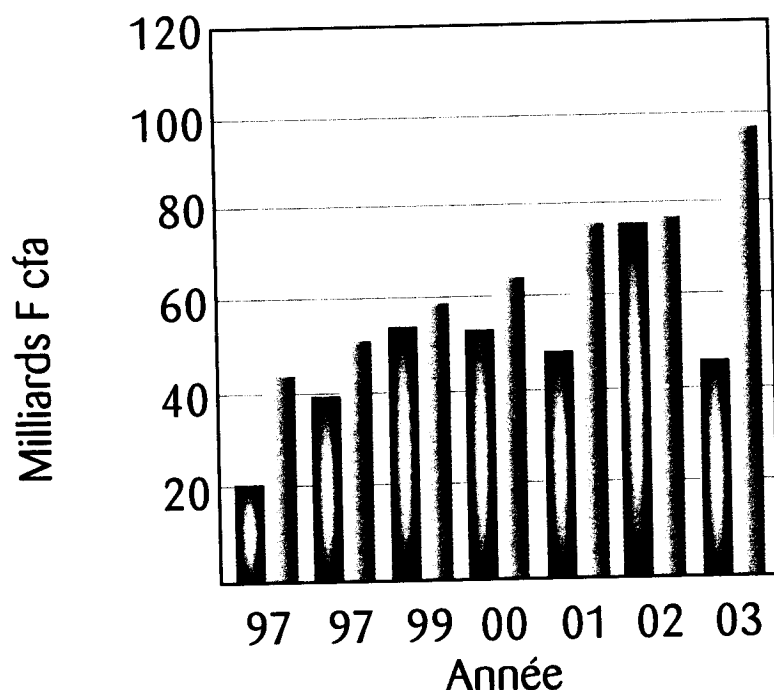
*REAA : Résultat d'exploitation avant amortissement

Le taux de Retour sur Capitaux engagés (ROCE) est de 21,02% cette année, en hausse de 26,93% par rapport à 2002.

Pour un coût des capitaux propres de 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 8,02% des capitaux engagés soit 21,786 milliards F CFA.

INVESTISSEMENTS ET CAFG

INVESTISSEMENT : 49,90 Milliards F CFA

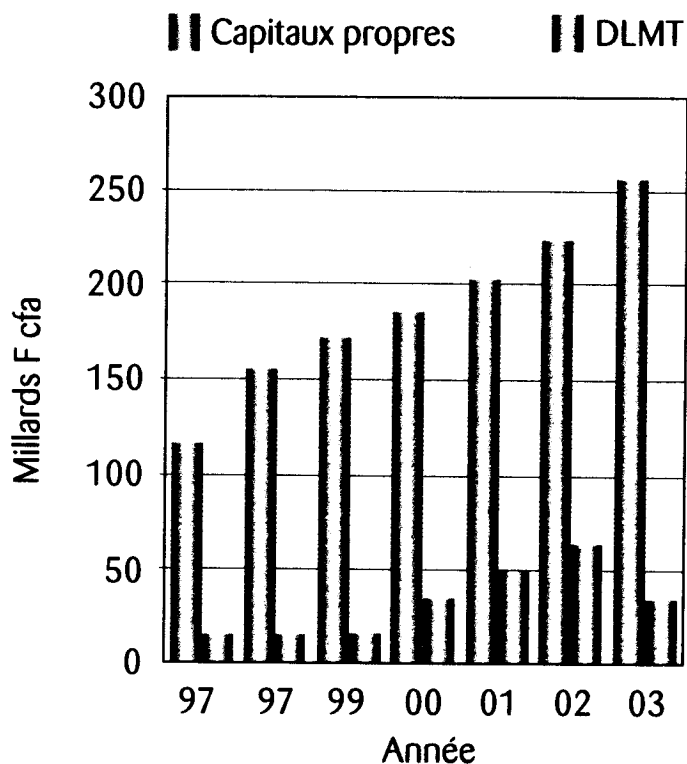


■ Investissements

■ CAFG

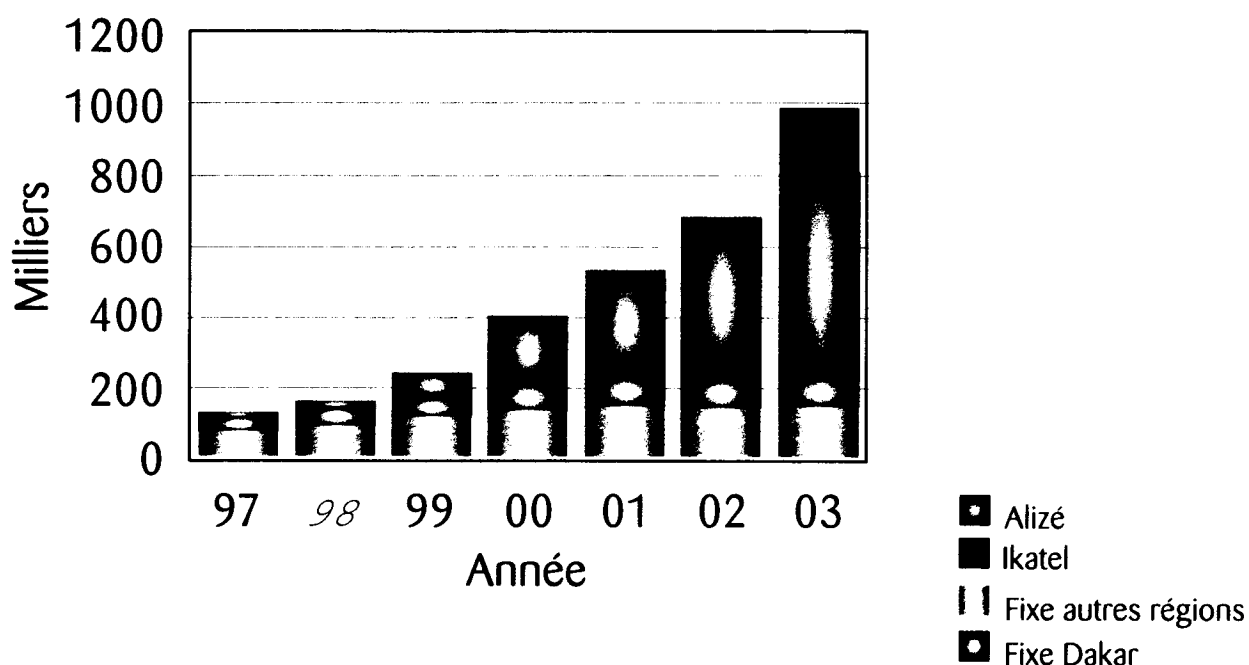
- Les dépenses d'investissements se chiffrent à 49,90 Milliards F CFA, soit un repli de 34% qui s'explique par l'acquisition exceptionnelle de la licence IKATEL d'une valeur de 29,9 Milliards F CFA en 2002. Hors investissements financiers, les dépenses d'investissement ont cru de 8,7%.
- 52,15% de la Capacité d'AutoFinancement Globale (CAFG) de 95,67 Milliards F CFA couvre la totalité des dépenses d'investissements en 2003.
- Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la Dette se chiffrent à 25,068 Milliards de F CFA.

STRUCTURE FINANCIÈRE



- Les capitaux propres augmentent de manière régulière et se chiffrent en 2003 à 256,254 Milliards F CFA (avant affectation du résultat).
- **Le remboursement anticipé d'emprunt en 2003 pour un montant de 23,750 Milliards F CFA** a permis d'avoir une meilleure structure financière, malgré une politique de distribution de dividende très attractive et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, de croissance interne et externe.
- Les Dettes à LMT (hors dette envers l'Etat de 1 094 Millions F CFA destinée à financer les actions des salariés) s'élèvent à 33,302 Milliards F CFA représentant environ 13% des Capitaux propres (avant affectation du résultat de 2003).

PARC de LIGNES PRINCIPALES



- Le parc de LP téléphoniques fixes a augmenté de 1,88% en 2003 passant à 228 844 malgré la forte croissance du parc mobile.
- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "ALIZE" a cru de 26,39% passant à 575 917 au 31/12/03 soit environ 76% de part de marché du mobile.
- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "IKATEL" pour la première année d'exploitation est de 184 381, devenant ainsi le premier opérateur du Mali en terme de parc, correspondant à une part de marche de 75%.
- Les abonnés "prépaid" de Alizé représentent 95% du parc mobile au 31/12/03.
- Le parc fixe + mobile du Groupe a cru de 45,4% en 2003 passant à 989 142 abonnés.

LES RÉSULTATS MACRO-ÉCONOMIQUES DU SÉNÉGAL

Le Groupe SONATEL est un acteur important dans le processus de création de la richesse Nationale. En 2003, il a fortement contribué à l'amélioration des principaux indicateurs économiques du Sénégal

- **Contribution aux recettes fiscales de l'Etat du Sénégal**

Les activités du groupe au Sénégal ont permis de générer 51,8 milliards de F CFA de recettes fiscales hors effets induits (sur d'autres activités ou secteurs). Le poids de la contribution directe de Sonatel aux recettes fiscales de l'Etat est de 7,5% en 2003

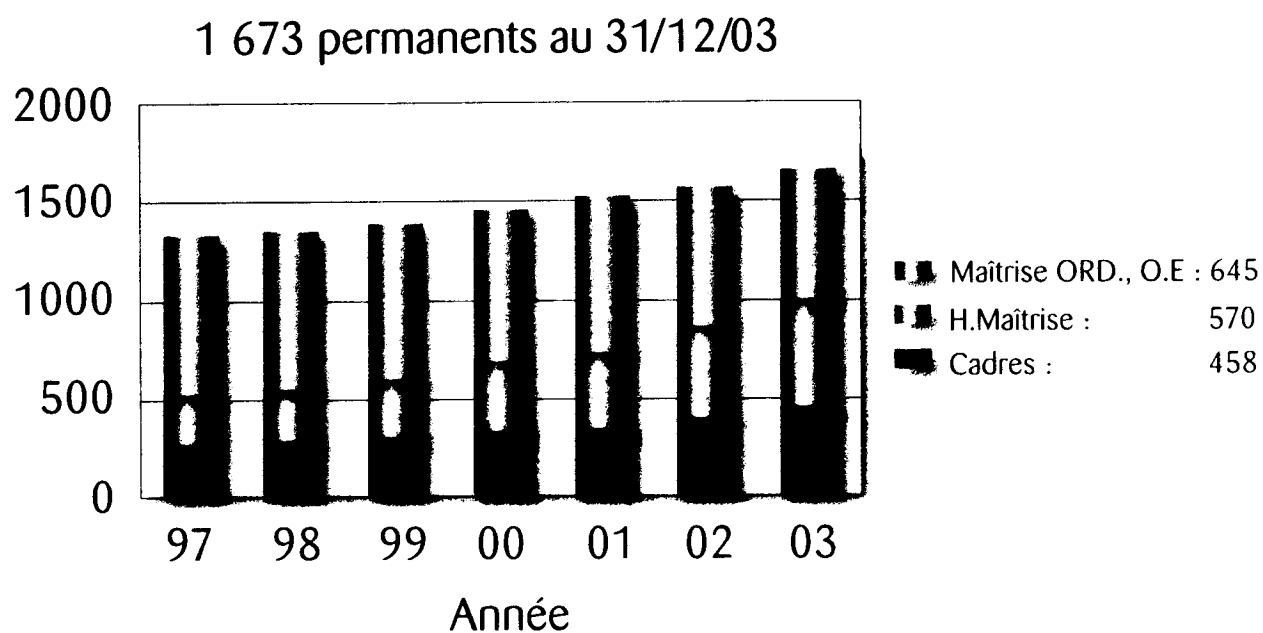
- **Contribution de nos activités aux exportations du Sénégal**

En 2003, la Sonatel a exporté des services pour 35,42 milliards de F CFA au titre des balances de trafic internationales, contribuant ainsi pour 4,5% aux exportations du pays.

- **Contribution de nos activités à la croissance du PIB**

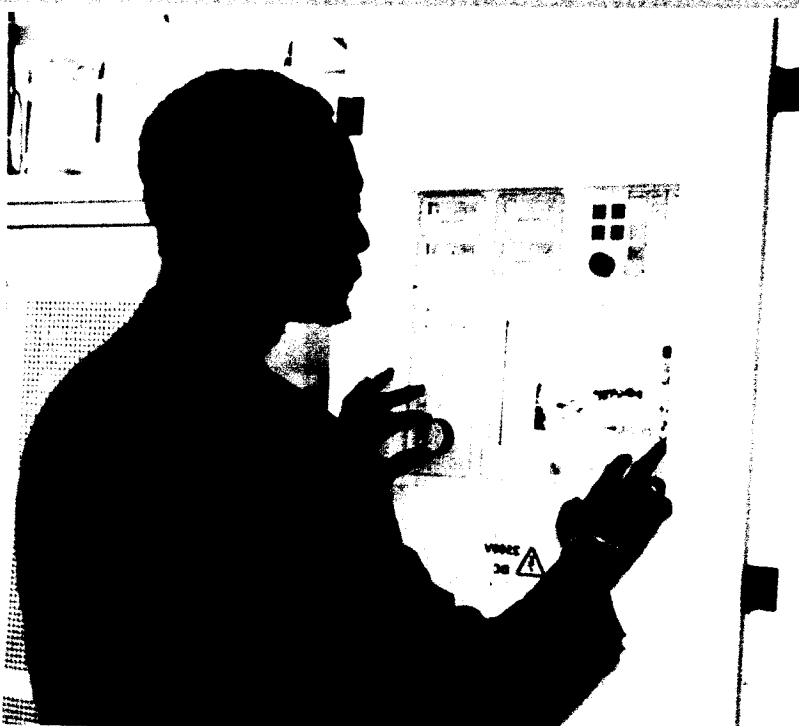
La contribution directe des activités de la société à la croissance du PIB en 2003, hors effets induits, représentent environ 0,57 point sur une croissance estimée à 6 points. Dans son ensemble le secteur des télécoms, grâce aux télécentres notamment, contribuera pour 1 point sur 6 à la croissance économique.

EFFECTIFS



- Compte tenu de la croissance de l'activité, l'effectif a augmenté de 5,48⁰⁰ soit bien moins vite que le chiffre d'affaire (20⁰⁰) et le parc (45⁰⁰).

Les Activités





LE MOBILE EN FORTE CROISSANCE

Espace



EVOLUTION DU RESEAU

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE ET ENRICHISSEMENT DE L'OFFRE COMMERCIALE GRÂCE À L'INVESTISSEMENT SUR UNE NOUVELLE PLATE-FORME DE GESTION DES ABONNÉS PREPAID.

Les principaux motifs d'insatisfaction des clients prepaid avaient comme source l'absence de flexibilité de la plate-forme de Réseau Intelligent (incohérence des délais de validité des numéros, non-possibilité de facturation des SMS,...)



La SONATEL MOBILES a alors investi sur une nouvelle plate-forme de gestion des clients prepaid. Cette dernière a été mise en service au mois de Mai 2003. Le basculement entre l'ancienne et la nouvelle plate-forme s'est globalement passé sans perturbation majeure.

L'équipement actuel a permis d'améliorer sensiblement le service aux clients prepaid et d'enrichir l'offre de services.

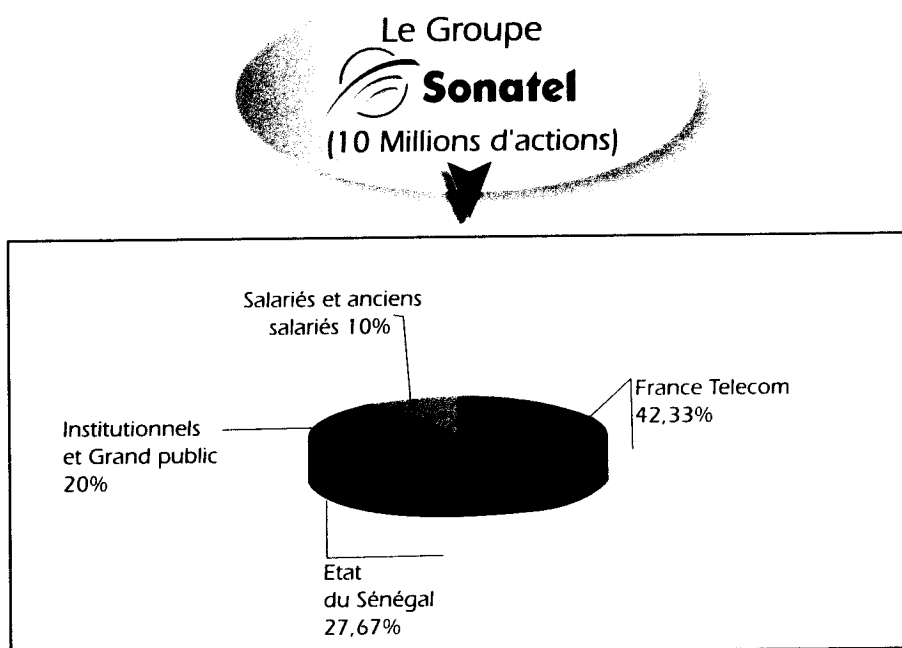
En conclusion, la Sonatel Mobiles a investi sur une nouvelle plate-forme de gestion des clients prepaid, ce qui a permis d'améliorer sensiblement le service aux clients prepaid et d'enrichir l'offre de services.

LA SONATEL EN BOURSE depuis 1998

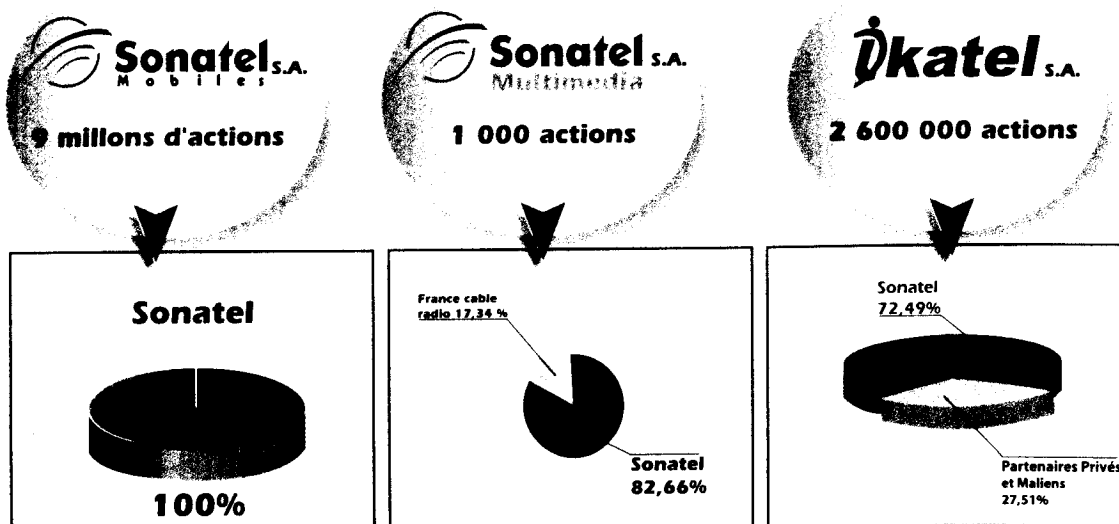
Une rentabilité et une création de valeur en constante amélioration

La SONATEL au premier rang de la BRVM :

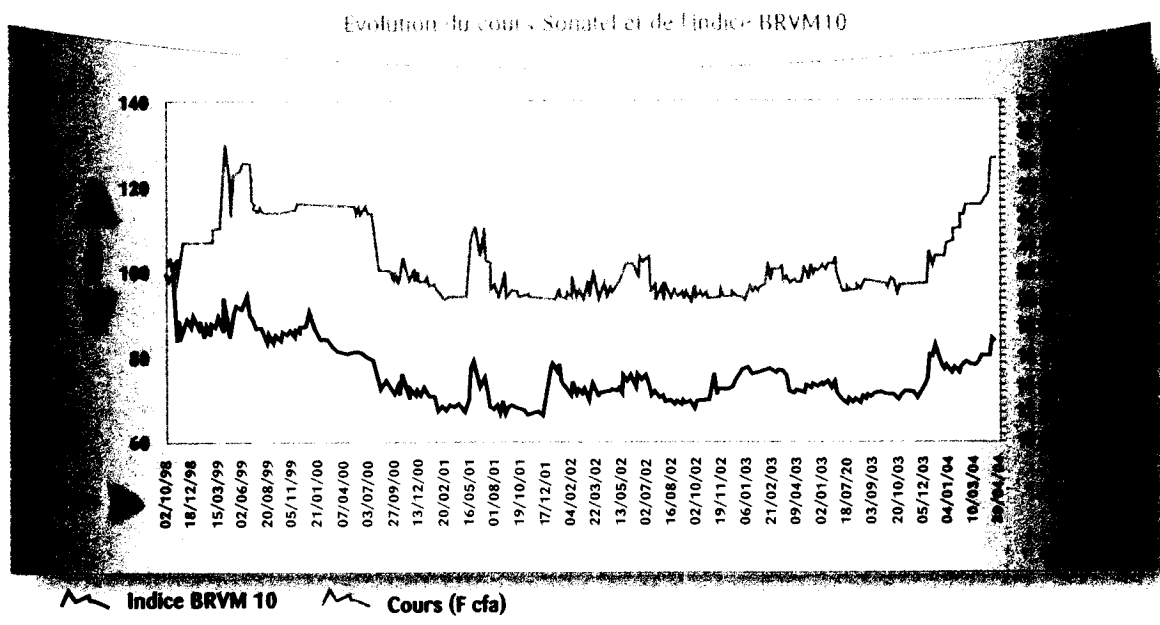
- * Première et unique entreprise sénégalaise cotée en BOURSE avec émergence d'un actionnariat populaire
- * Premier et unique opérateur Télécom Ouest Africain coté en BOURSE : avec sa dimension sous régionale, elle offre une réalité à l'intégration économique dans l'UEMOA.
- * Première capitalisation boursière depuis son introduction à la bourse (1998)



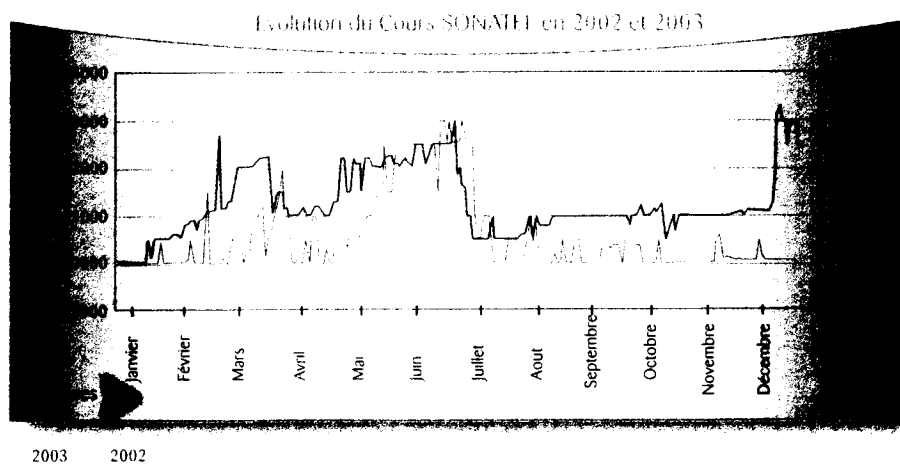
Avec ses trois filiales



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SONATEL ET L'INDICE BRVM 10 (1998 - 2003)

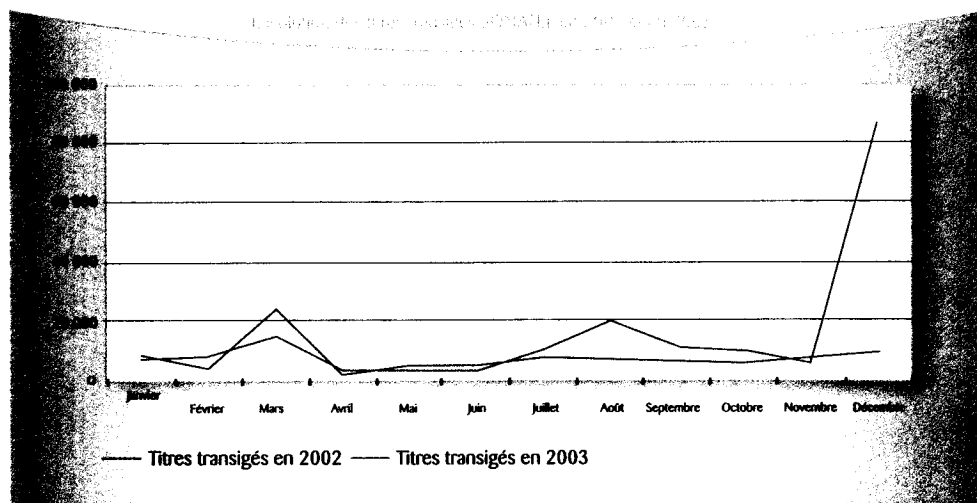


EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SONATEL en 2002 et 2003



l'action Sonatel reste une valeur vedette, l'un des titres les plus actifs malgré la crise en Côte d'Ivoire. Le rendement du titre rend la valeur sonatel encore plus attractive pour les investisseurs.

ANALYSE DES TITRES TRANSIGES SONATEL en 2002 et en 2003

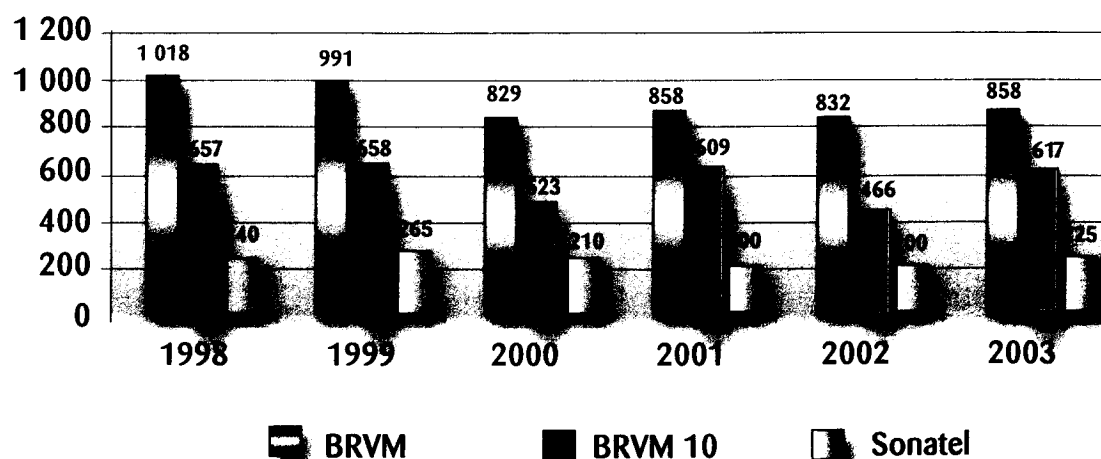


Alors que le titre Sonatel augmente de 12,5% de 2002 à 2003, l'indice BRVM composite enregistre une hausse de 2,9% en 2003 et l'indice BRVM 10 une légère baisse de 0,18%.

SONATEL : UN POIDS LOURD DE LA COTE A LA BRVM

- Plus de 26% de la capitalisation globale au 31 /12/2003.
- Plus de 36% de la capitalisation de l'indice BRVM 10 au 31 /12/2003.

CAPITALISATION BOURSIERE DE LA SONATEL PAR RAPPORT AU INDICES BRVM COMPOSITE ET BRVM 10



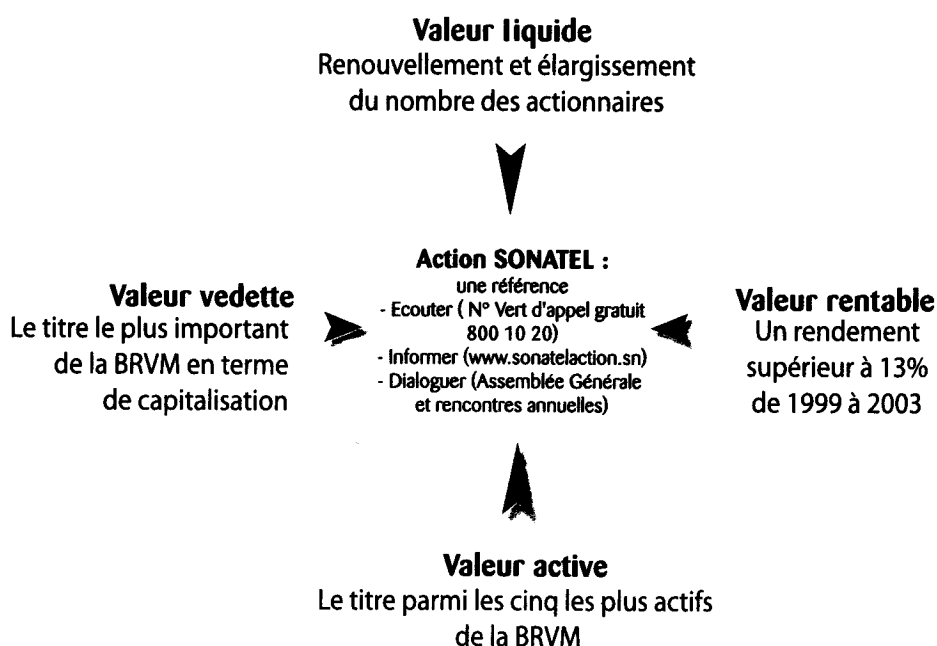


TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE (EN FRANCS Cfa)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cours de l'action SONATEL						
• Plus haut	24 000	31 000	26 600	25 010	23 000	23 500
• Plus bas	20 350	24 000	21 000	19 800	20 000	20 500
Bénéfice net par action	3 624	4 078	4 252	4 745	4 649	5 614
Dividende net par action	2 340	2 560,5	2 610	2 610	2 668,5	3 960
Volume mensuel de titres Sonatel transigés (en moyenne en nombre d'actions)	43 615	20 703	24 746	5 388	7 360	15 224
Volume mensuel de titres transigés à la BRVM (en moyenne en nombre d'actions)			78 342	31 109	57 448	56 130
Pourcentage titres transigés SNT vs BRVM			32%	17%	13%	28%
Cours						
• Cours sonatel au 31/12	24 000	26 500	21 000	20 000	20 000	22 500
• Cours Moyen Annuel	22 976	26456	24 453	20 848	20 606	21 302
Indice						
• BRVM 10 au 31/12	94,61	97,08	77,27	84,11	82,36	82,21
• BRVM composite au 31/12	98,05	91,34	74,76	77,46	74,34	76,53

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENTABILITE ET CREATION DE VALEUR

	1998 Retraité (1)	1999	2000	2001	2002	2003
Retour sur Capitaux Engagés (%)	20,88	19,37	16,79	16,82	16,56	21,02
ROCE = $\frac{\text{Résult. d'exploit. après Impôt théorique}}{\text{Actif Immobilisé} + \text{BFR}}$						
Rentabilité des Capitaux Propres (%)	24,07	23,56	22,80	23,3	22,08	24,90
(Résultat Net / Capitaux Propres avt distrib.dividende)						
Price Earning Ratio	6,3	6,5	4,94	4,21	4,30	4,01
Valeur Economique Ajoutée (E V A) (2)	10,8	10,5	11,1	6,03	9,72	21,786
(en Milliards F cfa)						
(en % des Capitaux Engagés)	(7,3)	(6,2)	(5,25)	(2,50)	(3,56)	(8,02)

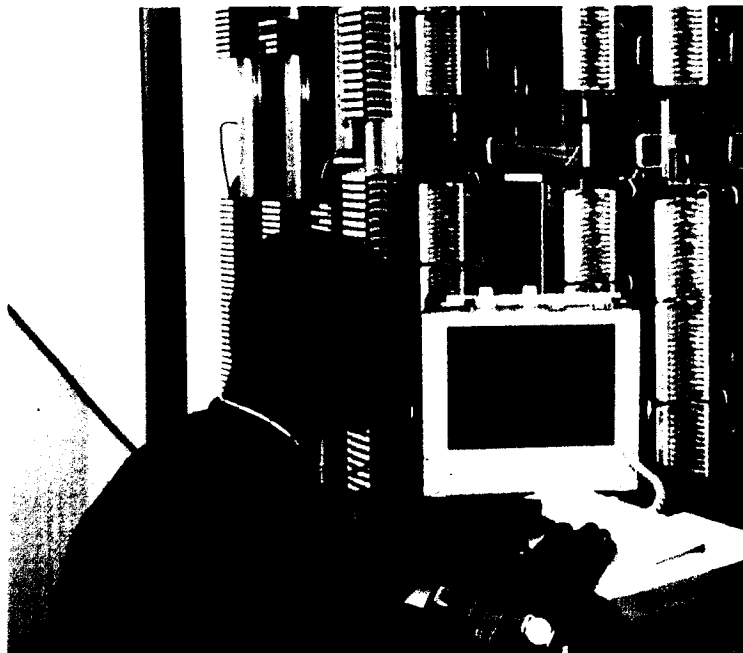
- En 2003, le Price Earning Ratio (cours de l'action par rapport au bénéfice par action) est de 4,01 soit une baisse de 0,29 points par rapport à 2002 malgré une bonne marge bénéficiaire.
- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Une création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de plus de 24,90 % sur la période grâce à un meilleur rendement sur les investissements.
- Pour un coût des capitaux propres de 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 21,786 Milliards F CFA en 2003, soit 8,02 % des capitaux engagés.

NB : (1) Retraitements de consolidation
 (2) $EVA (\%) = \frac{EVA}{CE} = \frac{RE(1-t) - K \cdot CE}{CE}$
 $CE = \text{Capitaux engagés} = \text{Actif immobilisé} + \text{BFR}$
 $K = \text{Coût moyen pondéré du Capital}$
 $t = \text{taux d'imposition sur le bénéfice}$
 $RE = \text{Résultat d'exploitation}$



LES RESSOURCES HUMAINES

L'ANNÉE 2007 A PERMIS DE POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT ET L'OPTIMISATION DES RESSOURCES HUMAINES, LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES MANAGÉRIALES DES COLLABORATEURS DU GROUPE, L'ÉPANOUISSEMENT SOCIAL DE SES SALARIÉS AFIN D'INSTAURER UN CLIMAT SOCIAL SAIN PROPICE AU DÉVELOPPEMENT DU GROUPE.



LES RESSOURCES HUMAINES

Acquisition de Ressources Humaines

En cohérence avec sa stratégie, la Sonatel s'est évertuée à recruter les meilleurs profils sur le marché au travers de sources de recrutements diversifiés (forum, relations avec les écoles, etc. ...).

Ainsi toutes les nouvelles recrues ont été accueillies dans le cadre des séminaires d'intégration organisés pour la circonstance.

Optimisation des Ressources Humaines

Une meilleure maîtrise de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), une politique volontariste de mutualisation des emplois ainsi que la définition de normes pour les recrutements des temporaires ont contribué à une meilleure optimisation des emplois.

Les Emplois

Le référentiel des emplois et des compétences a connu un enrichissement avec l'émergence de nouveaux emplois dans le domaine technique : Supervision et Intervention, Ingénieur Support, Optimisation des réseaux mobiles.

Par ailleurs les principes de mobilité au sein du groupe ont été définis de même que les comités carrière ont été poursuivis.

Développement des Compétences

La Direction des Ressources Humaines accompagne les collaborateurs du groupe dans le cadre de la réalisation de leur projets professionnels. Avec un ratio « coût de formation/ masse salariale » de près de 7%, la possibilité a été donnée à plusieurs salariés de suivre une ou plusieurs formations dans des domaines variés et divers relatifs aux activités de l'entreprise.

Au titre du développement des compétences du personnel décliné au travers des plans de formation sectoriels en adéquation avec les priorités définies par l'entreprise, plusieurs actions de formation ont été entreprises soit environ huit mille cinq cent (8500) .

Qualité et management

La montée en compétence de l'encadrement hiérarchique par l'impulsion d'une démarche centrée sur l'apprentissage collectif s'est également poursuivie. Dans cette perspective, la dynamique des Cercles du changement, initiés en décembre 2002, a trouvé une meilleure assise durant l'exercice 2003 avec la tenue de trois sessions pour les chefs de département et les chefs de service. Parallèlement à cela, le développement personnel de l'encadrement dirigeant a été fortement appuyé.



POLITIQUE D'EMPLOI ET D'EXPANSION

Politique Sociale

Le Fonds Commun de Placement Retraite, abondé de 75 à 100 % a démarré durant le second semestre 2003.

Les relations avec les Organisations Syndicales ont été renforcées en 2003 avec une concertation permanente, la gestion participative du fonds commun et de l'IPM, l'organisation de la rencontre annuelle Equipe dirigeante et Syndicats – une opportunité d'informer et d'impliquer les partenaires sociaux aux projets structurants ayant un impact social tels que le Réseau de Gestion des Télécommunications.

Les élections des délégués du personnel ont également été organisées.

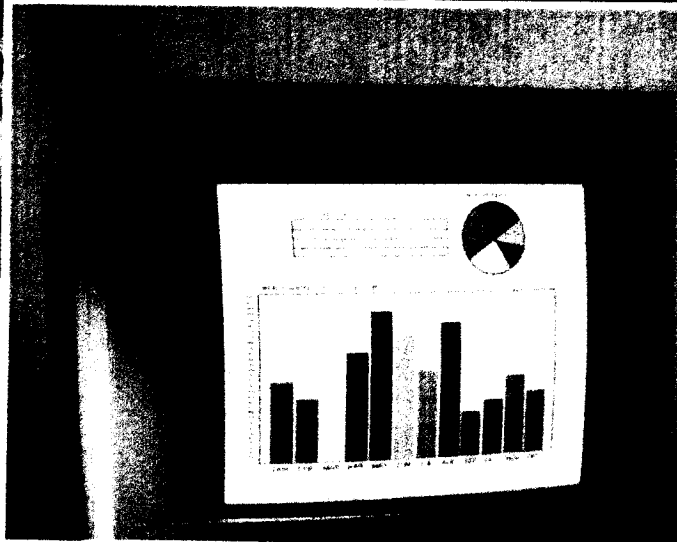
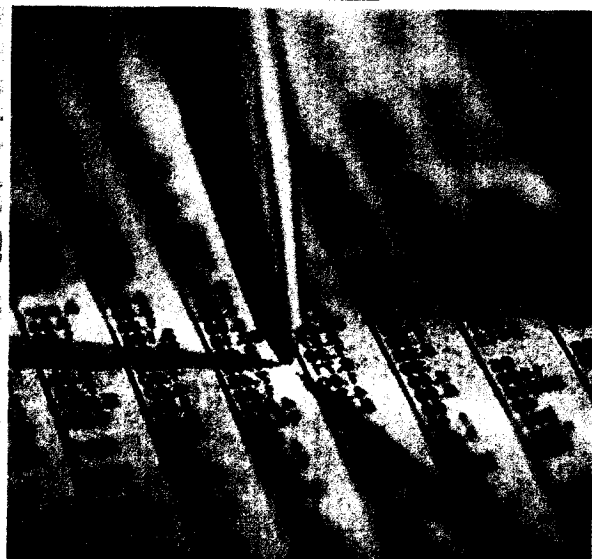
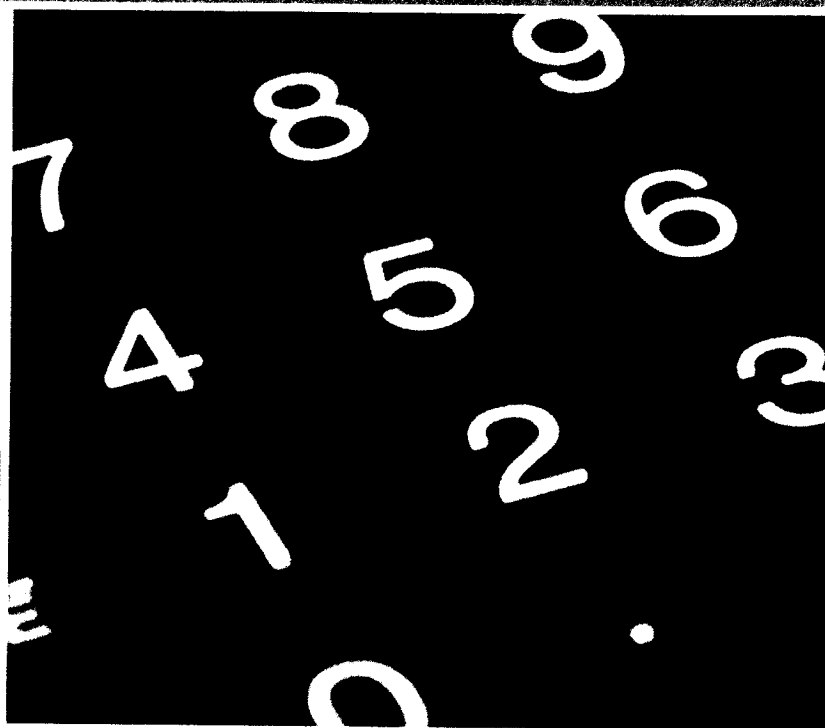
Responsabilité sociétale de la Sonatel

Durant l'exercice 2003, la Sonatel s'est attachée à développer son image d'entreprise citoyenne en arrivant en tête des entreprises Sénégalaises dans la création d'emplois : 25 % des effectifs du fixe et 80 % de ceux du mobile ont moins de 5 ans d'ancienneté, en plus de plus de 10 000 emplois indirects supplémentaires créés et plus de 450 contrats à durée déterminée et de stages offerts à des étudiants.

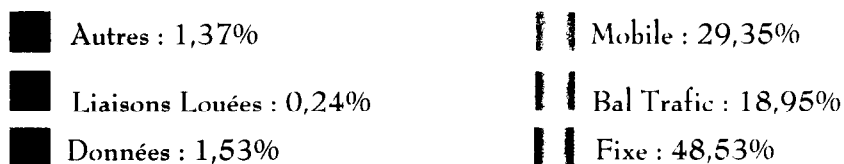
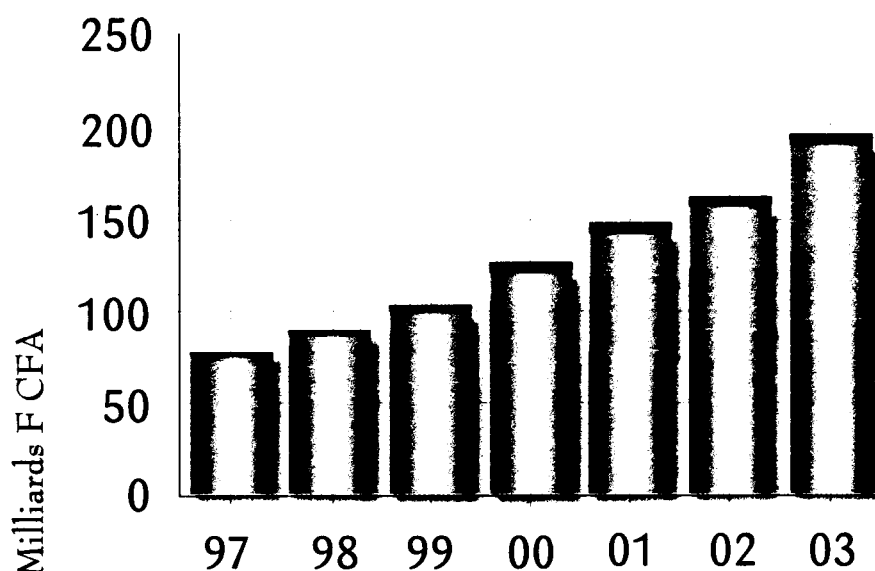




Chiffres clés du Groupe



Chiffre d'Affaires



- Le chiffre d'affaires en 2003 est en hausse de 20%. IKATEL au Mali (9% du chiffre d'affaires global) contribue pour 47,6% à cette croissance.
- Les balances de trafic international (19% du chiffre d'affaires global) sont en hausse de 11,64%.

RÉSULTAT NET

56,142

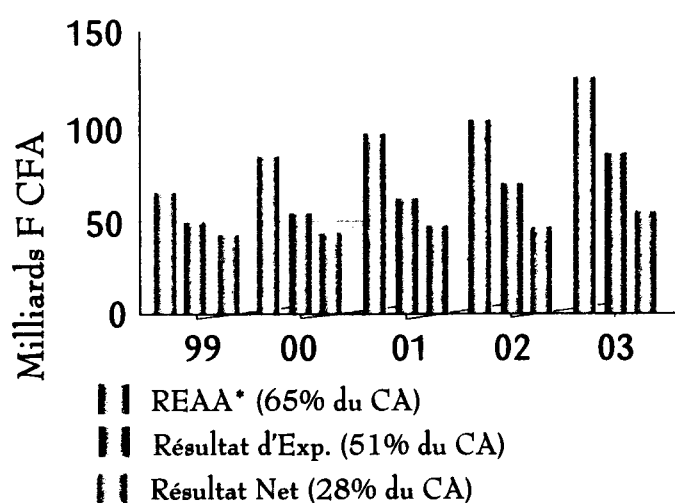
Milliards F CFA

Le résultat d'exploitation (85,210 Milliards F CFA) est en hausse de plus de 22% et représente 43,55% du Chiffre d'Affaires.

Cette croissance est essentiellement tirée par l'activité des mobiles au Sénégal et au Mali.

Le bénéfice net (56,142 Milliards F CFA) augmente de plus de 20%, ce qui maintient la marge nette à 28%.

Le Price Earning Ratio (Per = Cours de l'action / Bénéfice net par action) est de 4 en 2003.



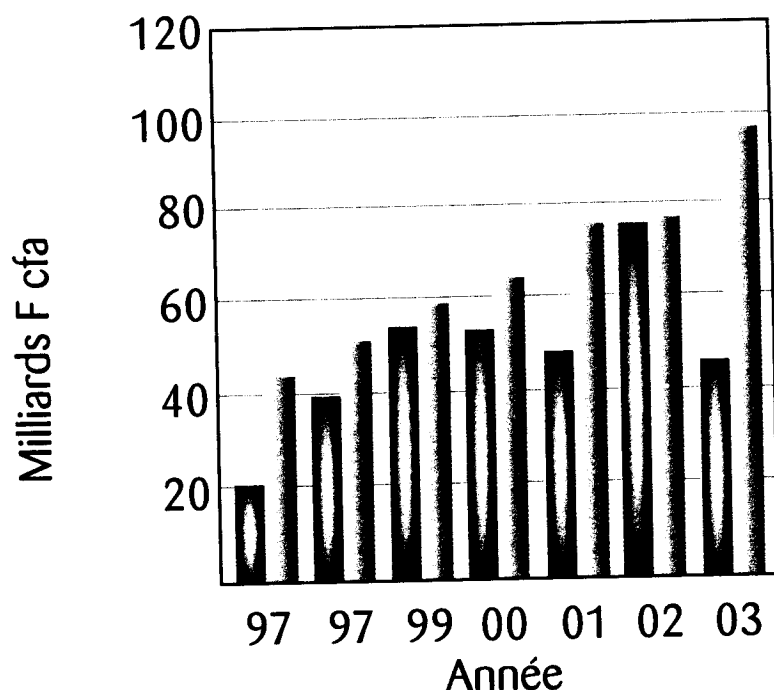
*REAA : Résultat d'exploitation avant amortissement

Le taux de Retour sur Capitaux engagés (ROCE) est de 21,02% cette année, en hausse de 26,93% par rapport à 2002.

Pour un coût des capitaux propres de 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 8,02% des capitaux engagés soit 21,786 milliards F CFA.

INVESTISSEMENTS ET CAFG

INVESTISSEMENT : 49,90 Milliards F CFA

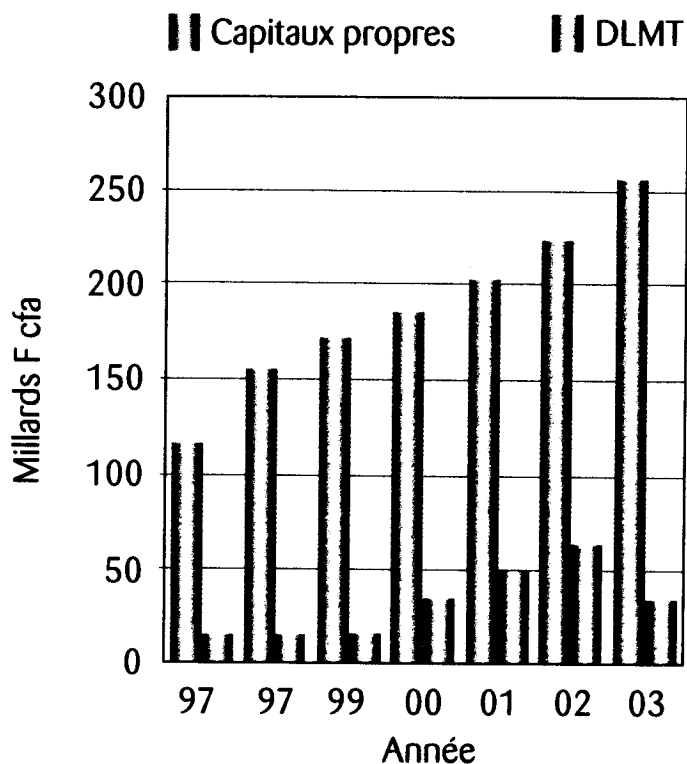


■ Investissements

■ CAFG

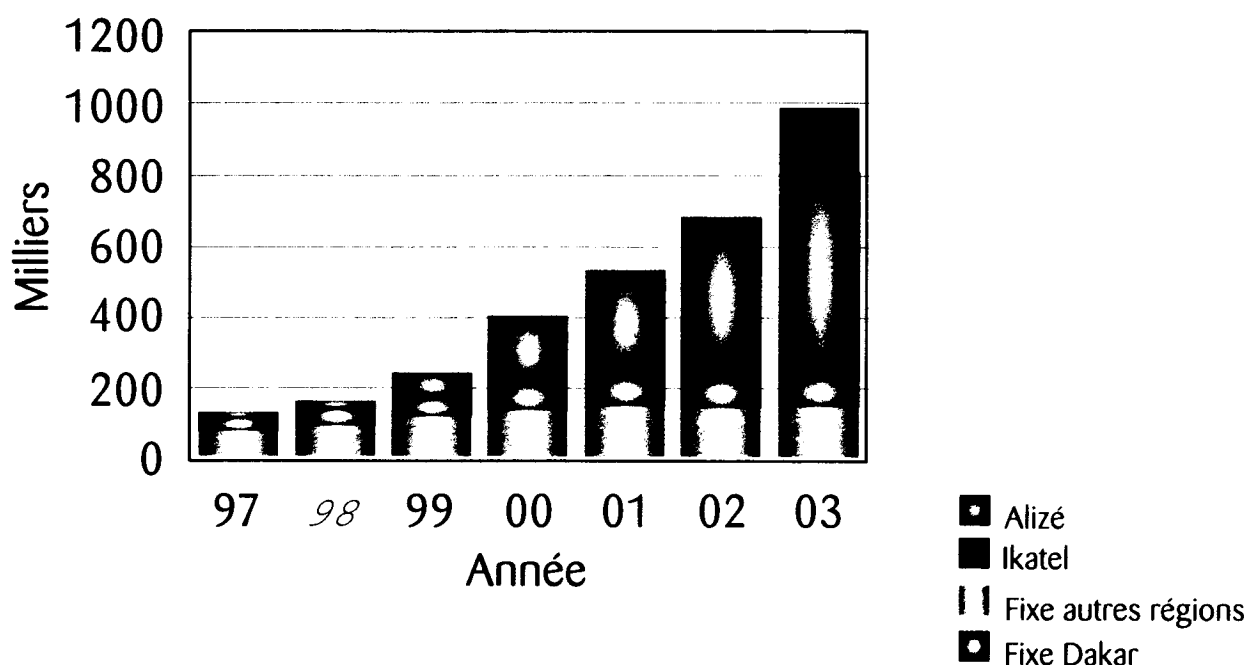
- Les dépenses d'investissements se chiffrent à 49,90 Milliards F CFA, soit un repli de 34% qui s'explique par l'acquisition exceptionnelle de la licence IKATEL d'une valeur de 29,9 Milliards F CFA en 2002. Hors investissements financiers, les dépenses d'investissement ont cru de 8,7%.
- 52,15% de la Capacité d'AutoFinancement Globale (CAFG) de 95,67 Milliards F CFA couvre la totalité des dépenses d'investissements en 2003.
- Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la Dette se chiffrent à 25,068 Milliards de F CFA.

STRUCTURE FINANCIÈRE



- Les capitaux propres augmentent de manière régulière et se chiffrent en 2003 à 256,254 Milliards F CFA (avant affectation du résultat).
- **Le remboursement anticipé d'emprunt en 2003 pour un montant de 23,750** Milliards F CFA a permis d'avoir une meilleure structure financière, malgré une politique de distribution de dividende très attractive et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, de croissance interne et externe.
- Les Dettes à LMT (hors dette envers l'Etat de 1 094 Millions F CFA destinée à financer les actions des salariés) s'élèvent à 33,302 Milliards F CFA représentant environ 13% des Capitaux propres (avant affectation du résultat de 2003).

PARC de LIGNES PRINCIPALES



- Le parc de LP téléphoniques fixes a augmenté de 1,88% en 2003 passant à 228 844 malgré la forte croissance du parc mobile.
- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "ALIZE" a cru de 26,39% passant à 575 917 au 31/12/03 soit environ 76% de part de marché du mobile.
- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "IKATEL" pour la première année d'exploitation est de 184 381, devenant ainsi le premier opérateur du Mali en terme de parc, correspondant à une part de marche de 75%.
- Les abonnés "prépaid" de Alizé représentent 95% du parc mobile au 31/12/03.
- Le parc fixe + mobile du Groupe a cru de 45,4% en 2003 passant à 989 142 abonnés.

LES RÉSULTATS MACRO-ÉCONOMIQUES DU SÉNÉGAL

Le Groupe SONATEL est un acteur important dans le processus de création de la richesse Nationale. En 2003, il a fortement contribué à l'amélioration des principaux indicateurs économiques du Sénégal

- **Contribution aux recettes fiscales de l'Etat du Sénégal**

Les activités du groupe au Sénégal ont permis de générer 51,8 milliards de F CFA de recettes fiscales hors effets induits (sur d'autres activités ou secteurs). Le poids de la contribution directe de Sonatel aux recettes fiscales de l'Etat est de 7,5% en 2003

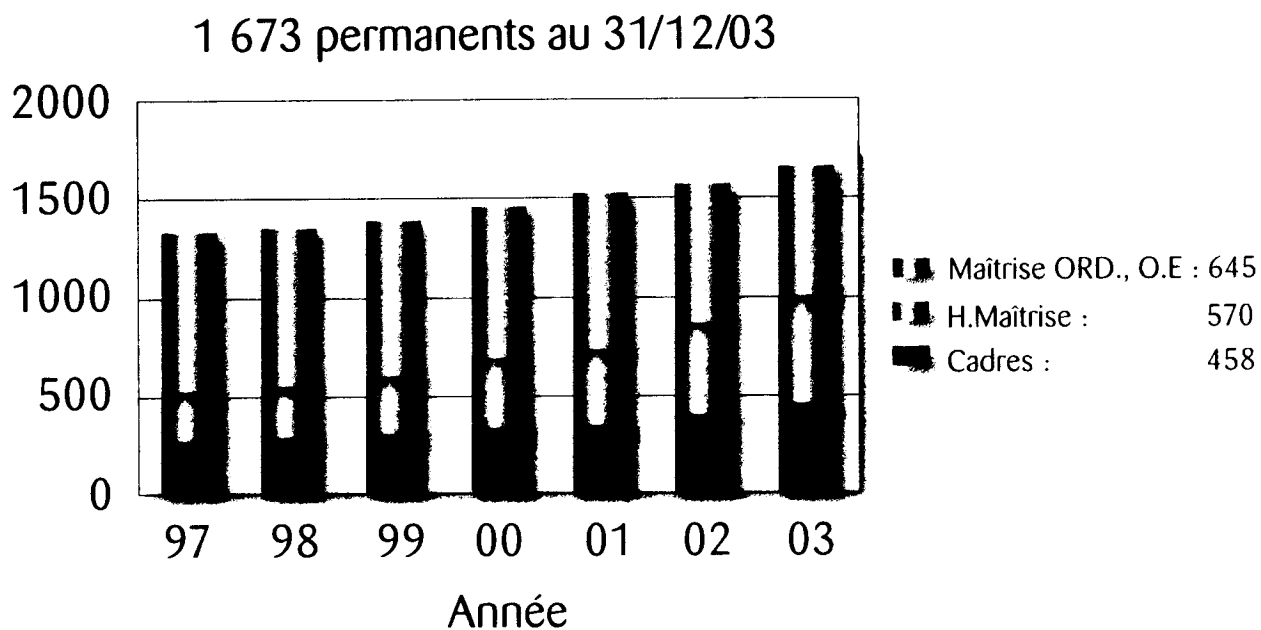
- **Contribution de nos activités aux exportations du Sénégal**

En 2003, la Sonatel a exporté des services pour 35,42 milliards de F CFA au titre des balances de trafic internationales, contribuant ainsi pour 4,5% aux exportations du pays.

- **Contribution de nos activités à la croissance du PIB**

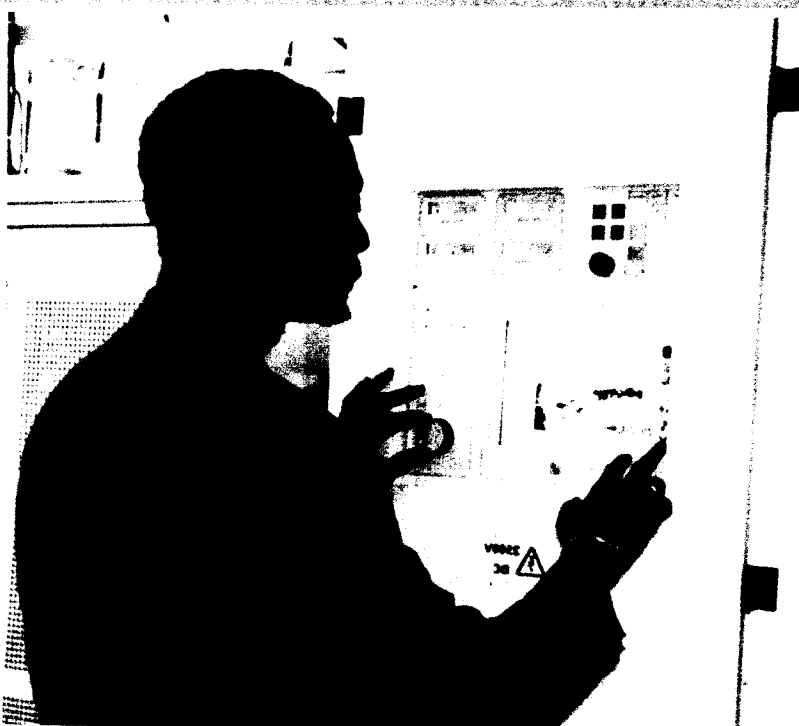
La contribution directe des activités de la société à la croissance du PIB en 2003, hors effets induits, représentent environ 0,57 point sur une croissance estimée à 6 points. Dans son ensemble le secteur des télécoms, grâce aux télécentres notamment, contribuera pour 1 point sur 6 à la croissance économique.

EFFECTIFS



- Compte tenu de la croissance de l'activité, l'effectif a augmenté de 5,48⁰⁰ soit bien moins vite que le chiffre d'affaire (20⁰⁰) et le parc (45⁰⁰).

Les Activités





LE MOBILE EN FORTE CROISSANCE

Espace



EVOLUTION DU RESEAU

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE ET ENRICHISSEMENT DE L'OFFRE COMMERCIALE GRÂCE À L'INVESTISSEMENT SUR UNE NOUVELLE PLATE-FORME DE GESTION DES ABONNÉS PREPAID.

Les principaux motifs d'insatisfaction des clients prepaid avaient comme source l'absence de flexibilité de la plate-forme de Réseau Intelligent (incohérence des délais de validité des numéros, non-possibilité de facturation des SMS,...)



La SONATEL MOBILES a alors investi sur une nouvelle plate-forme de gestion des clients prepaid. Cette dernière a été mise en service au mois de Mai 2003. Le basculement entre l'ancienne et la nouvelle plate-forme s'est globalement passé sans perturbation majeure.

L'équipement actuel a permis d'améliorer sensiblement le service aux clients prepaid et d'enrichir l'offre de services.

En conclusion, les services offerts aux abonnés prepaid ont été améliorés et enrichis grâce à l'investissement sur une nouvelle plate-forme de gestion des abonnés prepaid.



ACTIONS COMMERCIALES & MARKETING

Sur le plan marketing et commercial, de nombreuses innovations sont à signaler

Le service client

Kiosque vocal 500, le kiosque SMS 5050, téléchargement des logo et sonneries...)

Le service commercial

refonte de toute l'offre Prepaid et changement de visuels des cartes de recharge avec lancement d'une nouvelle valeur faciale la carte de 2 500 F CFA.

50 000 connexions prepaid ont été mises en vente pour une période allant du 18 décembre 2003 au 06 janvier 2004

au prix de 7 500 F CFA (au lieu de 20 000 F CFA). Malgré l'offre de connexion de la concurrence (5 000 F CFA) la promotion

connu un énorme succès.



il s'agit d'un enrichissement de l'offre Téranga classique grâce à une nouvelle gamme de produits (Forfait Téranga, Réseau Priorité d'Entreprise, Compte Mobile) destinés principalement aux clients affaires et professionnels

Repositionnement de la marque Alizé pour faire prendre conscience aux différentes cibles (Vendeurs officiels, grand public)



les réalisations commerciales et techniques de la Sonatel Mobiles depuis l'années 2000.

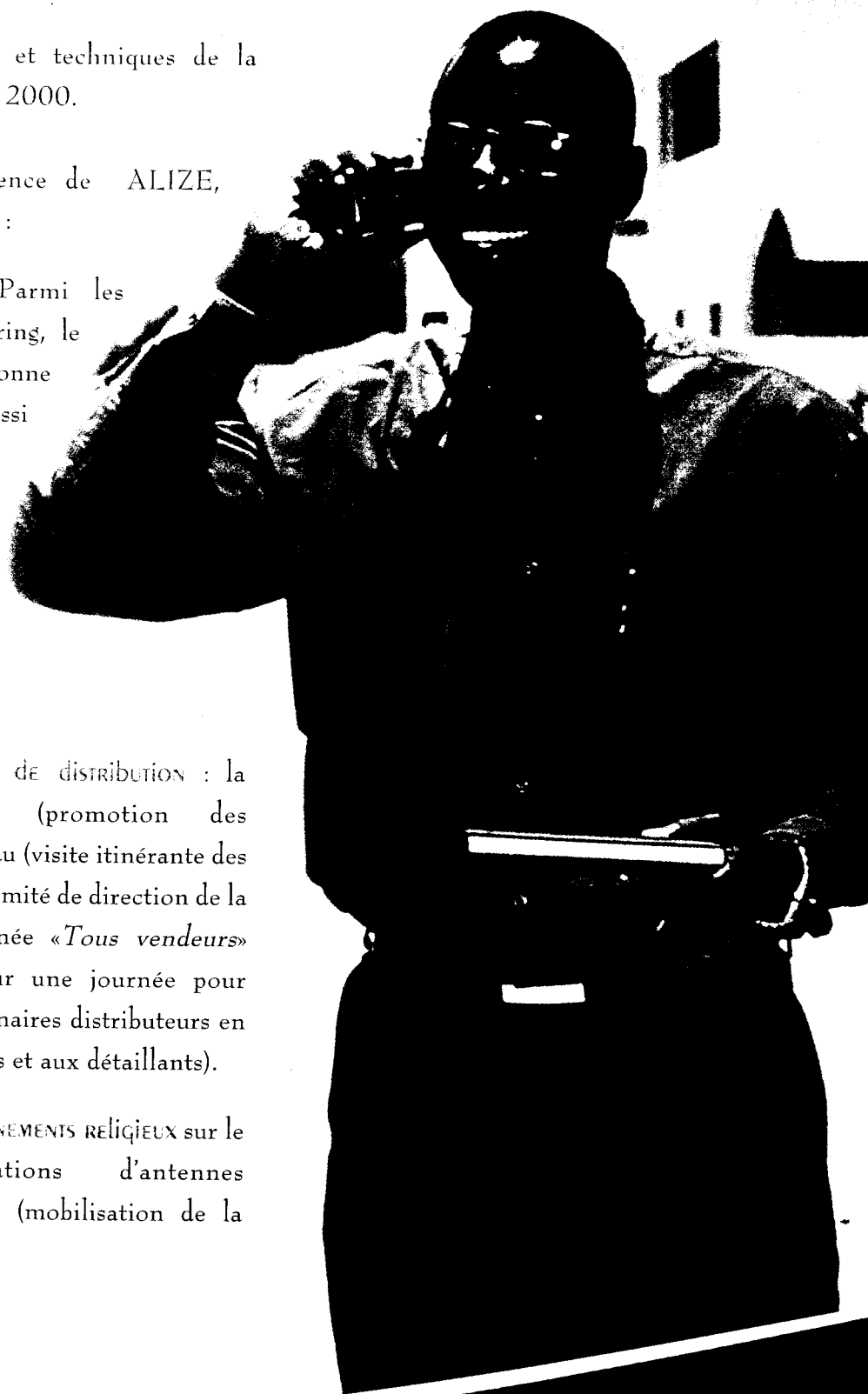
Ainsi pour marquer la présence de ALIZE, plusieurs actions ont été menés :

Le Sponsoring. Parmi les nombreuses actions de sponsoring, le Tour du Sénégal a été une très bonne opportunité de visibilité mais aussi de vulgariser les services à valeur ajoutée à travers tout le Sénégal.

Par ailleurs, Alizé demeure le premier sponsor de l'Equipe Nationale de Football.

ACTIONS D'ANIMATION DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION : la quinzaine des partenaires (promotion des distributeurs), ballade sur le réseau (visite itinérante des partenaires distributeurs par le comité de direction de la SONATEL MOBILES), journée «Tous vendeurs» (mobilisation du personnel sur une journée pour diminuer les stocks de nos partenaires distributeurs en les revendant aux demi-grossistes et aux détaillants).

COUVERTURE DE L'ENSEMBLE DES ÉVÈNEMENTS RELIGIEUX sur le plan technique (installations d'antennes supplémentaires) et commercial (mobilisation de la direction de la distribution). ■



CERTIFICATION AFAQ DU SYSTEME DE FACTURATION

Lancé depuis 2000, le projet de certification de notre système de facturation a connu son épilogue en avec l'audit des 16, 17 et 18 septembre conduit par l'AFAQ. Cet audit s'est déroulé dans de bonnes conditions avec à l'issue l'absence de non-conformité ou de remarque et la délivrance du certificat pour « LA GESTION DES CLIENTS POST PAYES ALIZE.



La SONATEL MOBILES devient ainsi la première société Africaine de téléphonie mobile à être certifiée ISO 9001 version 2000 par l'AFAQ.

Cette distinction, qui constitue un avantage concurrentiel certain, est aussi l'aboutissement d'un projet ambitieux lancé par la Direction Générale sous le vocable «CRI»



(Changement, Redressement, Innovation) et qui a mobilisé l'ensemble du personnel.

Amélioration du niveau de satisfaction auprès des clients

Les baromètres de l'année 2002 révélaient la fragilité des acquis sur lesquels reposaient nos performances. Des plans d'actions ont été mis en place pour lever les principaux motifs d'insatisfaction. Ainsi, on a enregistré pour le 1^{er} baromètre de mai 2003, une hausse très significative du taux de satisfaction client.

Amélioration de l'accueil des clients : L'ouverture des accueils de République et Parcelles a permis de mieux réguler les flux de clients visiteurs qui se présentaient à l'accueil des Arcades.

Amélioration des conditions d'accueil : L'ouverture des accueils de République et Parcelles a permis de mieux réguler les flux de clients visiteurs qui se présentaient à l'accueil des Arcades.

La mise en place de structure support pour appuyer nos collègues du réseau de distribution Sonatel afin d'assurer une meilleure prise en charge de nos clients.

Meilleure prise en charge des plaintes et réclamations

Mise en place de dispositifs d'écoute complémentaires (sondage clients, sondage personnel) Projet de modernisation du centre d'appel en cours.

CERTIFICATION



N° QUAL/2003/20976

SONATEL MOBILES

"GESTION DES CLIENTS POST PAYES ALIZE"
COMMERCIALISATION DES PRODUITS ET SERVICES,
FACTURATION, RECOUVREMENT,
TRAITEMENT DES RECLAMATIONS, INFORMATION CLIENT.

"MANAGEMENT OF ALIZE POSTPAID CUSTOMERS"
PRODUCT AND SERVICE MARKETING, ORDERING, DELIVERING,
BILLING, COVERING,
CUSTOMER INFORMATION, ADVICE AND COMPLAINT TREATMENT.

46, boulevard de la République BP 2352 DAKAR SENEGAL

AFAQ-ASCERT INTERNATIONAL certifies that all the arrangements covering the above-mentioned activities and locations established to meet the requirements of the international standard:
AFAQ-ASCERT INTERNATIONAL certifie que pour les activités et les sites référencés ci-dessus toutes les dispositions mises en œuvre pour répondre aux exigences requises par la norme internationale

ISO 9001 : 2000

have been examined and found conform.
ont été examinées et jugées conformes.

(année/mois/jour) Il est valable jusqu'au
It is valid until

2003-10-05

2006-10-04

(year/month/day)

On behalf of AAI
Le Représentant de AAI

F. de LAUZON

Chief Executive Officer of AAI SA
Le président du Directoire de AAI SA

O. PEYRAT

On Behalf of the firm
Le Représentant de l'Entreprise

K. C. Cissé

AFAQ-ASCERT International - 110, AVENUE ARISTIDE BRIAND - BP 40 - 92224 SAINTE-GENEVIÈVE FRANCE

MODERNISATION DU SYSTEME D'INFORMATION

Le déploiement de la phase II d' EPPIX (Système de gestion commerciale et de facturation)

Sonatel Mobiles a déployé la phase II du projet EPPIX. Ce projet qui consistait au début à l'intégration des prepaid dans le système s'est enrichi de nouvelles fonctionnalités et est opérationnel depuis septembre 2003. Sur les nouveautés de cette nouvelle version nous pouvons citer principalement : Une nouvelle

plate forme matérielle assurant une sécurité et une bonne disponibilité du système, la gestion des abonnés prepaid dans la même plate forme que les abonnés postpaid. Par ailleurs, de nouvelles offres marketing peuvent être prises en charge du fait d'une plus grande flexibilité. ■



LE TELEPHONE FIXE PRIORITE A LA QUALITE DE SERVICE



DANS CETTE OPTIQUE, L'ENSEMBLE DU RESEAU COMMERCIAL S'EST MOBILISE AUTOUR DE CETTE PRIORITE .

Les actions conçues et mises en œuvre se présentent comme suit :

L'amélioration du pilier client

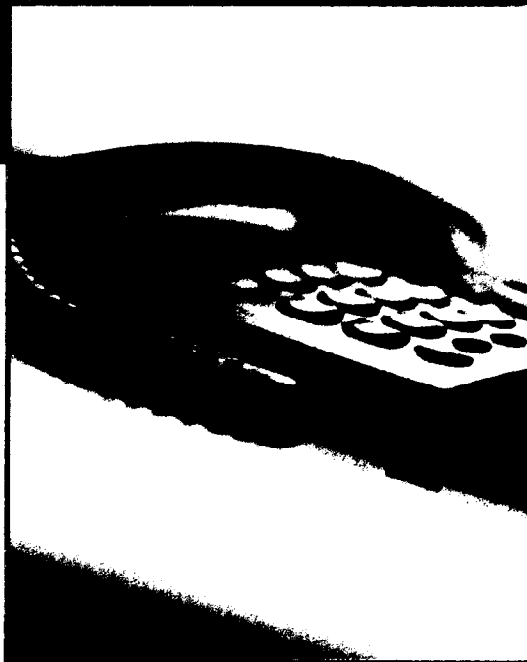
La qualité de service technique et commercial et du service après-vente répondant aux exigences minimales de nos meilleurs clients demeure une des toutes premières préoccupations.

Une Task Force a été mise en place avec pour mission principale l'analyse et le traitement des dysfonctionnements qui ont des incidences négatives sur nos processus opérationnels.

La mise en œuvre des actions d'amélioration locales est pilotée par les directeurs d'agence avec le soutien méthodologique des 5 pôles de reporting et de soutien

L' poursuite du déploiement du réseau d'Agences

L'ouverture de l'Agence Commerciale des Parcelles et des Accueils Commerciaux de Ziguinchor et de Fatick pour une meilleure proximité ;



Le secteur de la téléphonie publique et des télécentres privés en croissance

Les télécentres représentent en moyenne près de 39,46 % de part de chiffre d'affaires des Agences Commerciales. Le dialogue instauré avec les associations de gérants de télécentre se poursuit à travers des rencontres et la mise en œuvre de la nouvelle politique (les télécentres privés, les Espaces Tel et les Espace Tel Plus qui sont un pôle de partenariat avancé). De même que le remplacement du parc de publiphones avec l'installation de publiphones dits de nouvelle génération, la commercialisation de nouvelles cartes téléphoniques de 11, 40 et 120 unités et l'installation de nouveaux habitacles pour donner à la publiphonie un nouveau visage.

Le partenariat avec les clients opérateurs s'est renforcé avec la création de l'Agence Commerciale Opérateurs qui est chargé de répondre aux préoccupations de cette catégorie de clients ; on peut noter :

- La réorganisation des services et le renforcement des effectifs
- Les échanges avec les partenaires privés pour un respect strict des engagements de part et d'autre
- La mise à jour du catalogue de l'offre
- La fiabilisation des tarifs, la révision des contrats, les régularisations.

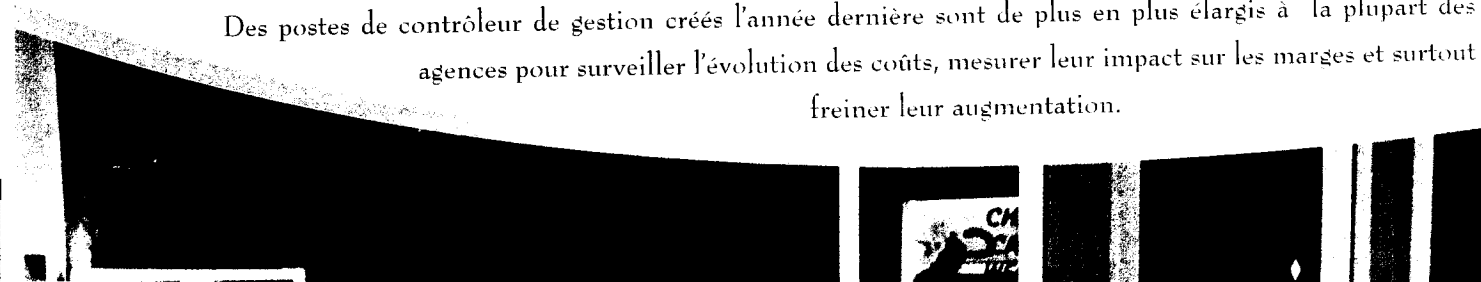
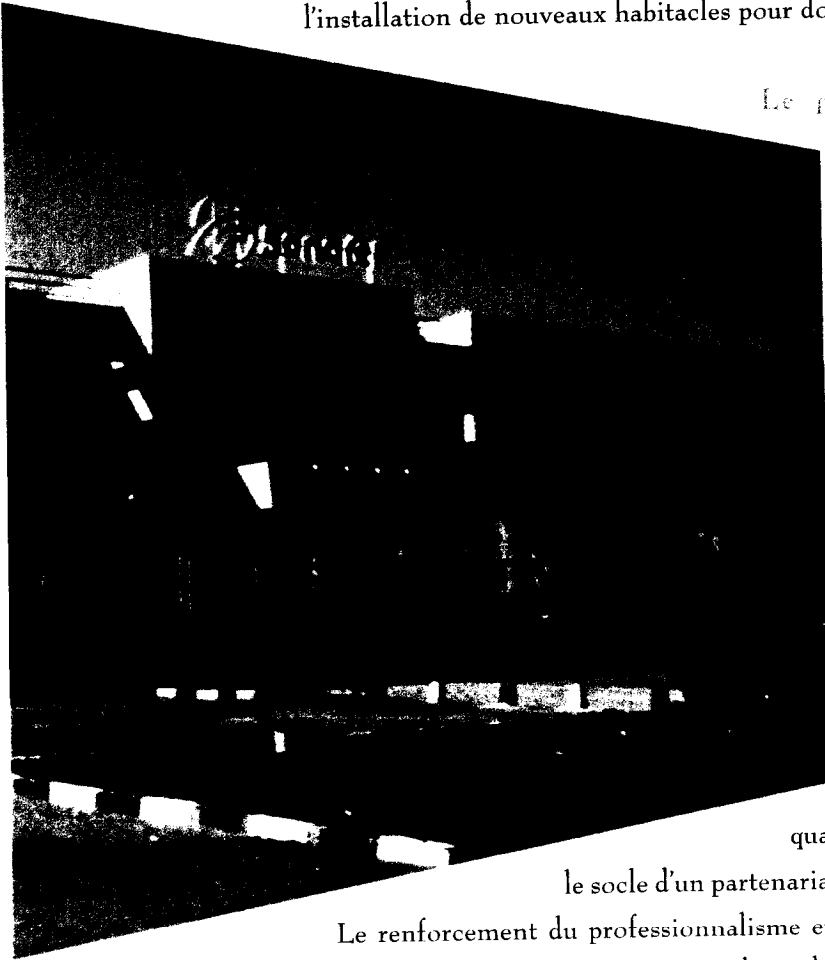
Les visites clients et l'organisation de forums sont régulièrement organisés avec les clients opérateurs sur des thématiques concernant le partenariat, la qualité de service, l'offre et les besoins clients constituent

le socle d'un partenariat plus que nécessaire dans l'optique d'une libéralisation.

Le renforcement du professionnalisme et de la qualité des prestations offertes par nos clients Opérateurs à leurs clients ont un impact certain sur la qualité globale de service de la Sonatel.

Le contrôle des coûts demeure toujours un impératif pour améliorer les marges et la rentabilité avec de plus en plus de mutualisation des ressources.

Des postes de contrôleur de gestion créés l'année dernière sont de plus en plus élargis à la plupart des agences pour surveiller l'évolution des coûts, mesurer leur impact sur les marges et surtout freiner leur augmentation.





Le développement des compétences commerciales et managériales, la formation continue des acteurs du réseau commercial et leur professionnalisation sont gérés à travers les actions de formation, la diffusion des best practices, le management de proximité et le coaching.

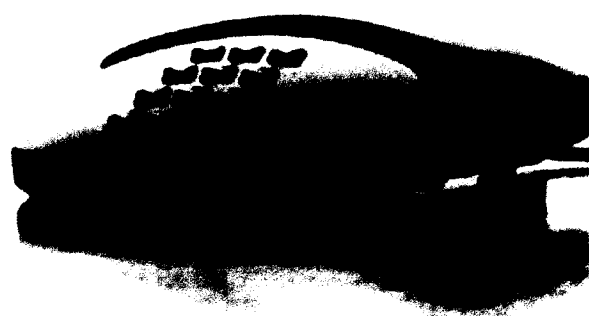
Le lancement de SIR@ (Système d'Information du réseau d'Agences) qui consiste en une mise en lignes des catalogues et référentiels est le point d'orgue de ce vaste chantier de renforcer la compétence et le professionnalisme du réseau commercial.



L'adaptation à l'évolution de l'environnement qui va dicter la réorganisation de la fonction Marketing en Marché pour asseoir une meilleure pénétration des produits et services et l'optimisation de la prise en charge de certaines activités suite au déploiement du nouveau Système d'Information Commercial.

**AMBITIO
WECHSEL**





Poursuite de la Baisse des tarifs

La Sonatel a une nouvelle fois baissé ses tarifs sur le Téléphone fixe international et sur le Téléphone fixe National le **jeudi 1er mai 2003**.

L'objectif poursuivi par la Sonatel, en baissant chaque année ses tarifs, est de **partager avec ses clients ses gains de productivité** pour faciliter davantage l'usage des services de télécommunications par les ménages et améliorer la compétitivité des entreprises sénégalaises en ayant les tarifs les plus bas du continent.

BAISSE DE 25% DU TELEPHONE NATIONAL (INTERURBAIN)

La baisse sur le téléphone fixe national (communications interurbaines) est de **25%** sous forme de formule tarifaire dite **Avantage national**.

Pour en bénéficier, le client doit souscrire un abonnement mensuel de 1 000 FCfa TTC.

BAISSE DE 15% DU TELEPHONE INTERNATIONAL

Le téléphone international baisse cette année de **15% la minute en heure pleine** pour tout appel du Sénégal vers les autres pays en Afrique ou hors du Continent

Les tarifs compétitifs

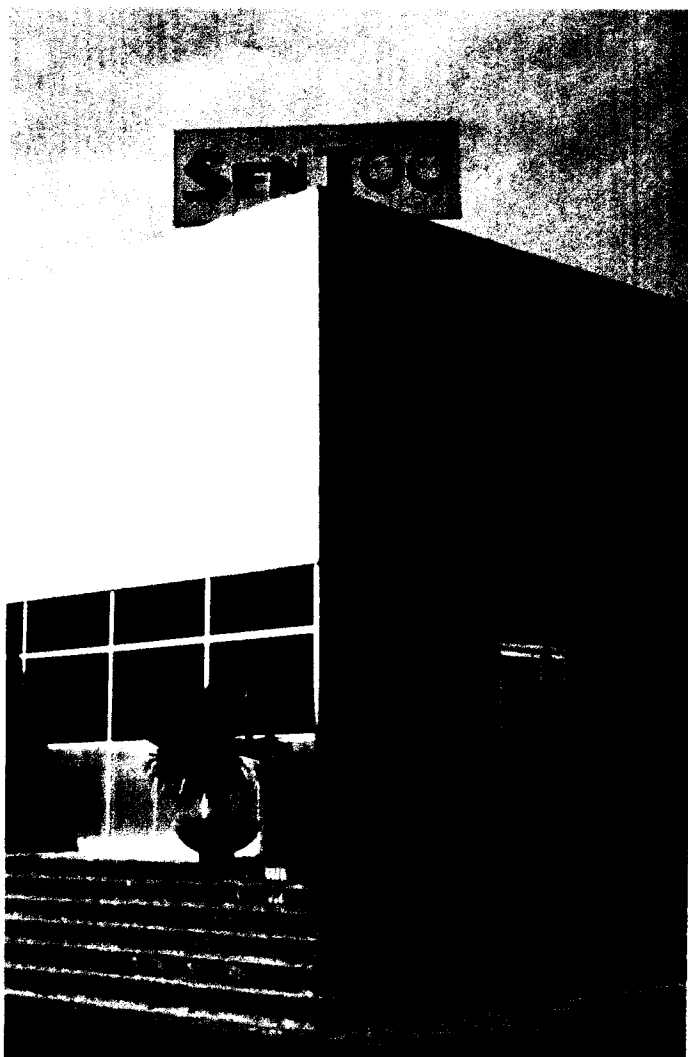
Services aux entreprises

MOINS 30 à 45% SUR LES SOLUTIONS DE DONNÉES POUR LES ENTREPRISES

Les frais d'abonnement mensuel pour chacune de ces solutions de données (Liaisons Louées Numériques, Liaisons IP de base et haute disponibilité) ont baissé de **30 à 45%** selon le débit :

Liaisons Louées Numériques (LLN)

La baisse est de **30%** pour les Liaisons Louées Numériques de 64 et 128 kilobits par second (Kbits/s) d'une même circonscription locale ou entre deux circonscriptions locales. Elle est de **40%** pour les Liaisons Louées Numériques de 192 et 256 kbits/s et atteint les **45%** pour les débits de 512, 1024 et 2048 kbits/s.



***Liaisons IP VPN de base et Haute disponibilité**

Les frais d'abonnement mensuel des Liaisons IP VPN de base comme ceux des Liaisons IP VPN haute disponibilité ont baissé de 30% pour les débits de 64 et 128 kilobits par seconde. La Baisse est de 40% pour les débits de 256 et 512 kbits/s et 45% pour les débits de 1024 et 2048 kbits/s (voir tableau des tarifs en annexe).

BAISSE DE 32% ET 33% DES FORFAITS INTERNET 30 H ET 50 H

Les frais d'abonnement mensuels aux forfaits Internet de "30 H" et "50 H" ont également connu une forte baisse en 2003.

L'abonnement au forfait "30 H" baisse de **32%**. Il passe ainsi de

26 000 FCfa TTC à 17 700 FCfa TTC.

Concernant le forfait "50 H", les frais d'abonnement baissent de **33%**. Ils passent de 35 000 FCfa TTC à **23 600 FCfa TTC.**

Offre **SOHO IP CONNECT** : Offrir une solution d'interconnexion de sites aux PME/PMI, permettre aux clients Grands Comptes ayant un besoin d'interconnexion d'un nombre limité de sites d'avoir une solution adaptée à leur besoin, avoir une solution alternative au Wireless déployé par des concurrents

Offre **SECOURS LL INTERNET PAR ADSL** : Secours des liaisons Internet

Offres **LL INTERNET HAUT DÉBIT** : Offrir des liaisons Internet Haut débit de 6 Mbits/s à 10 Mbits/s.

Inscription de l'offre **EQUANT** dans le catalogue de **SONATEL** : accord de distribution des services Equant par Sonatel.

LES RESEAUX

Réseau National

La Sonatel a poursuivi l'amélioration de la disponibilité de l'offre et de la qualité de service ; ainsi les projets **EXTENSION 2001** et **2003** seront poursuivis.

En effet, le projet **EXTENSION 2001** d'un coût de 10,108 Milliards FCFA HTVA concerne 64 Réseaux répartis dans toutes les régions du Sénégal.



Le projet **EXTENSION 2003** concerne principalement les régions de Dakar, Tambacounda et Ziguinchor ce qui fait 27 Réseaux ; à cela il faut ajouter une vingtaine de clients Grands Comptes. Ce projet qui prend fin au mois de Septembre 2004 s'élève à 2 Milliards FCFA ;

L'amélioration de notre réseau national s'est également poursuivie avec la mise en service du passage en SDH de la Boucle locale Nord et l'extension de la boucle Dakar-Thiès.

L'organisation relative à la **supervision centralisée du réseau** (projet RGT : réseau de gestion des télécommunications) a été mise en place. Le centre national de supervision du réseau est située au Technopole de Dakar. Deux GIR (Groupe d'Intervention Réseaux) sont à Dakar alors que sept sont dans les régions. La supervision du réseau inclut le réseau d'Ikatel au Mali.





Réseau Sous-régional

Les projets d'interconnexion avec les pays voisins se poursuivent également avec la mise en service de la liaison FH (Faisceau Hertzien) avec Guinée Télécom en Guinée Bissau.

Par ailleurs, la mise en service du CGFO (câble de garde à fibres optiques) nous interconnectant au Mali et à la Mauritanie est effective.

Un projet de liaison par fibre optique en secours en complément avec la liaison FH existante avec Gamtel a également été lancé.

LA TELEPHONIE RURALE EN ACCELERATION

Les objectifs du cahier de charges en matière de desserte rurale ont été atteints ; En effet, 76 localités ont été raccordées; cependant la Sonatel est allée au-delà des objectifs fixés par l'Etat.

En effet, 40 % des localités raccordées ne figuraient pas dans la liste de l'Etat ; il s'agit pour la Sonatel de couvrir les zones de concentration des populations pour permettre l'accès au téléphone à un plus grand nombre de Sénégalais.

En 2003, une accélération du programme de desserte rurale a été entamée ; les localités rurales à fort trafic sont passées en CNE (Concentrateur Numérique Eloigné) pour améliorer la fluidité du trafic.

Ainsi 10 nouvelles installations ont été effectuées sur un total de 48 CNE en service.

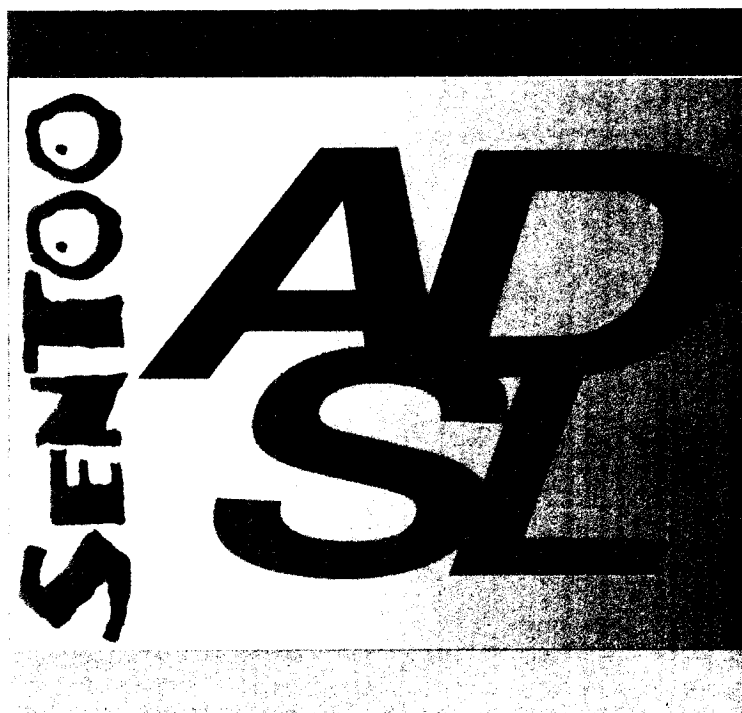
L'accélération du programme de desserte rurale va s'accroître en 2004 et 2005 avec le déploiement de la technique fixe sur GSM.



HAUT DEBIT : INTRODUCTION DE L'ADSL AU SENEGAL



La Sonatel lance a lancé le lundi 03 mars 2003 la technologie ADSL (Asymmetric Digital Subscriber Line ou Ligne d'abonnée numérique asymétrique). Le Sénégal est le quatrième pays du continent africain à déployer l'ADSL après l'Afrique du Sud, le Nigéria et la Tunisie.



L'ADSL est une technologie de pointe qui permet de transformer une ligne téléphonique ordinaire existante, dite analogique, en ligne de transmission de données numérique à haut débit. Un filtre placé à l'arrivée de la ligne téléphonique classique permet de séparer la téléphonie classique des flux de données. L'ADSL permet une rapidité d'accès aux informations car le téléchargement des fichiers, avec une telle technologie, se fait de façon quasi instantanée et une meilleure qualité dans l'usage des applications multimédias. Avec l'ADSL, certains services de l'Internet tels que la vidéo en ligne, les catalogues virtuels en 3D, la télévision, la visioconférence via Internet, le télétravail, etc. jusque-là peu accessibles aux sénégalais, seront désormais à leur portée.

L'ADSL permet aux entreprises de déployer des accès permanents jusqu'aux petits sites, jusqu'à des collaborateurs distants et de développer de nouveaux usages dans les entreprises tels que le télétravail, l'accès aux bases de données, ce qui leur permet d'être plus compétitives et plus communicantes.

Pour accéder à Internet par ADSL, il faut souscrire un abonnement ADSL à la Sonatel et un abonnement auprès d'un fournisseur de services Internet communément appelé ISP. La Sonatel a développé deux types d'offres destinées au grand public et aux professionnels. Il s'agit de Ligne ADSL pour le grand public et de Ligne ADSL Pro



pour les professionnels. Les fournisseurs de Services Internet qui désirent offrir à leurs clients le compte ADSL, devront au préalable s'abonner à l'offre ADSL Net ISP et au Renvoi d'authentification. Le déploiement de la technologie ADSL se fera de façon progressive au Sénégal, partout où la demande le permettra.

INTRODUCTION D'UNE NOUVELLE OFFRE EN MAI

La redevance mensuelle «Ligne ADSL» baisse de près de moitié
La Sonatél offre une nouvelle «ligne ADSL 512 kbits/s» deux fois plus rapide que
la «ligne ADSL 256 kbits/s» au même prix de 55 165 F cfa TTC.

es Services Internet de qualité

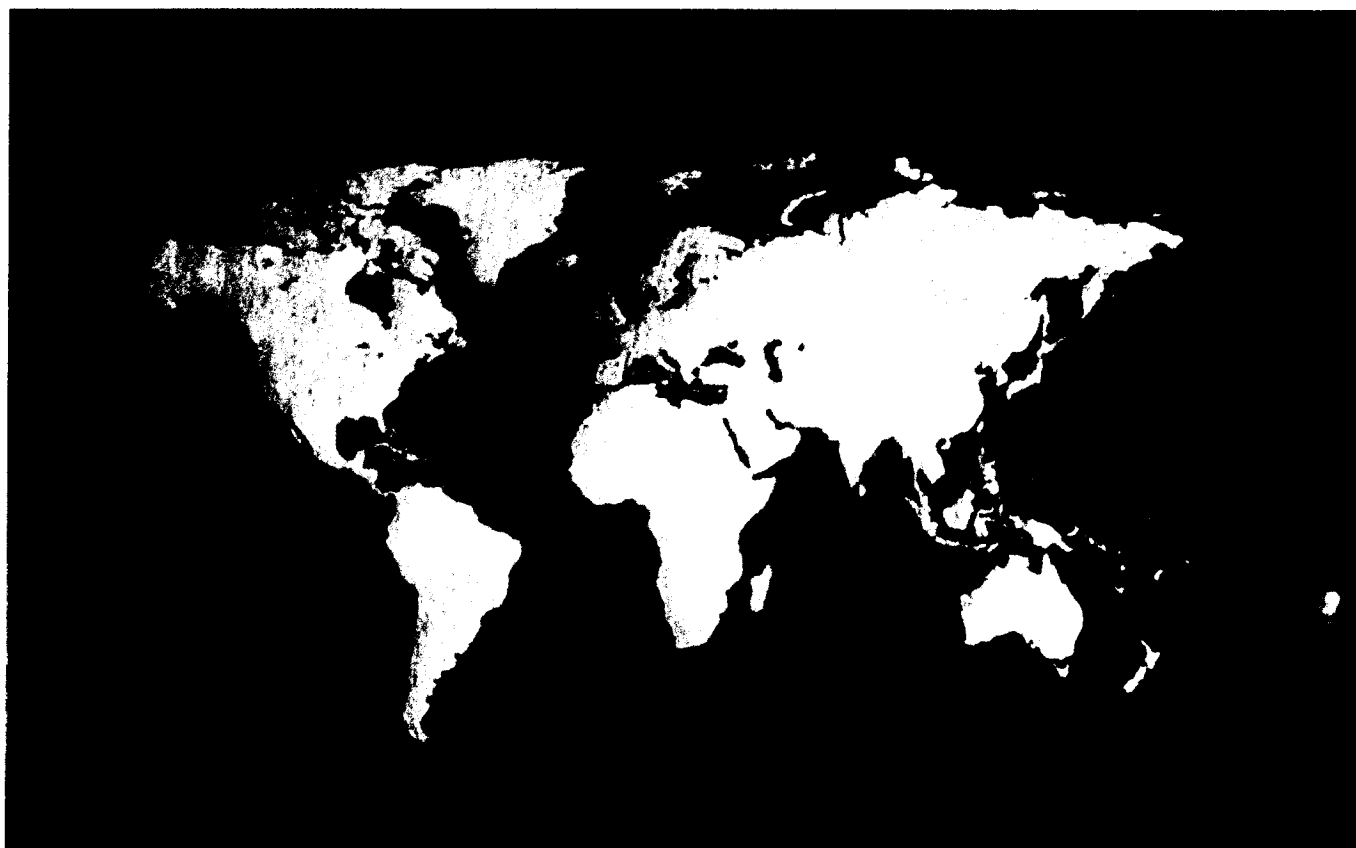
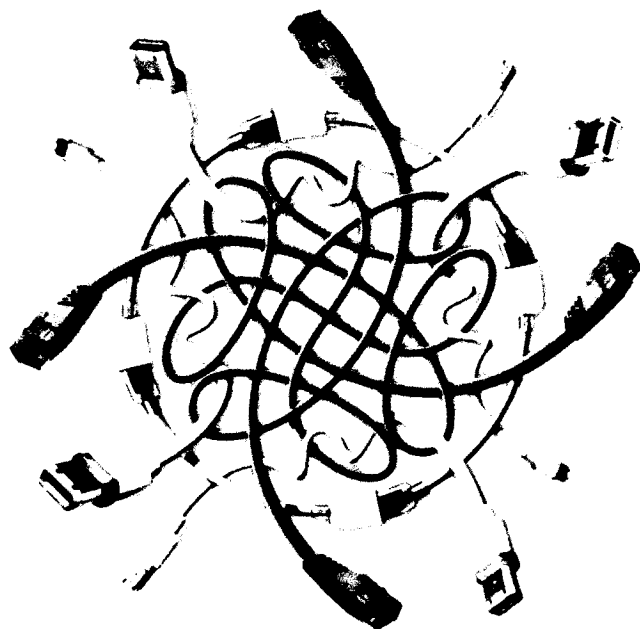
SENTOO, Premier fournisseur de services Internet au Sénégal, possède 70% de parts de marché. Avec le portail SENTOO, Sonatél Multimedia affiche sa volonté de contribuer au développement des nouvelles technologies. Le portail SENTOO - www.sentoo.sn - est pour les internautes du monde entier, une vitrine du Sénégal : des outils de communication tels que la messagerie, ainsi que des informations utiles et pratiques. Au 1 décembre 2003, on note 2050 clients sentoo ADSL.



SONATEL : PLATE FORME DE TRANSIT SOUS REGIONAL

Câbles sous-marins Sat3/wasc/safe :

- Augmentation de la capacité avec l'ajout de 2 longueurs d'ondes à 10 Gbit/s est à 2,5 Gbit/s, qui fait passer la capacité équipé de 20 à 60b Gbit/s
- Certificat de réception provisoire signé à Langkawi (Malaisie) en juin 2003.
- Augmentation de la capacité Internet de à 310 Mbits :
 - 155 Mbit/s mis en service le 14 juillet 2003 vers l'Europe (sur le Câble sous-marin Atlantis 2)
 - 155 Mbit/s mis en service le 30 septembre 2003 vers les USA (sur le câble sous-marin SAT3/WASC/SAFE).



IKATEL MOTEUR DE LA CROISSANCE DU GROUPE



ikatel
Nous rapproche

LA CRÉATION D'IKATEL EST LE FRUIT DU PARTENARIAT AVEC FRANCE TÉLÉCOM QUI AU MOMENT DE LA PRIVATISATION EN 1997 AVAIT PRIS L'ENGAGEMENT DE S'APPUYER SUR LA SONATEL DANS SON DÉPLOIEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST.



Faits Marquants

- Obtention d'une licence globale de télécommunications en Août 2002
- Démarrage des activités le 24 Février 2003
- Signature de l'accord d'Interconnexion avec le réseau concurrent effective le 19 Juin 2003
- Signature des contrats de mise à disposition des liens sur le câble de garde à fibre optique (CGFO) Bamako-Bakel en Septembre
- Mise en place des liens directs avec France Télécom et Belgacom
- Signature du contrat pour la mise en place du réseau fixe sans fil Ikatel (Boucle locale Radio)
- Recrutement du premier client internet (fournisseur d'accès internet)

Des investissements importants

La qualité du réseau d'IKATEL est très bonne avec un taux de coupure inférieur à 2 % et un taux de congestion inférieur à 1 % ;

Ceci a été possible grâce à un investissement initial de 100 Milliards FCFA soit près de la moitié des 130 Milliards FCFA prévus pour les dix premières années.

Leader sur le marché Malien grâce à un déploiement rapide du réseau technique

IKATEL est leader sur le marché Malien avec près de 100 000 Clients soit 75% de part de marché. L'extension de la capacité initiale en Octobre à 215 000; Dans un délai très court, IKATEL a réalisé le déploiement rapide du réseau avec une extension du central pour faire passer la capacité à 250 000 abonnés, l'augmentation du nombre de sites construits a permis d'avoir 65 BTS dont 59 à Bamako.

Un portefeuille d'offres déjà riches

IKATEL a contribué au doublement du nombre de Malien ayant accès au téléphone ce qui prouve qu'il y a de la place pour deux opérateurs sur le marché malien des télécommunications.

L'offre mobile est constituée des formules prépayées et des formules d'abonnement. Les formules

prépayées ont pour nom *IKATEL Contact* alors que les formules d'abonnement destinées aux entreprises et les particuliers qui souhaitent communiquer davantage sont composées de la *flotte IKATEL* et des *formules Pro et Pro+ »*

Pour ce qui est de « **L'offre fixe** est composé de l'accès primaire qui permet aux entreprises de disposer d'un groupement de lignes. »

Les offres de transfert de données et d'accès à Internet sont composées du réseau privé virtuel (VPN IP) et de l'accès internet haut débit

Pour marquer son arrivée sur le marché, IKATEL est allé vers les populations à travers un **road show** dans toutes les communes de Bamako ; cette démarche a été saluée par les populations et les autorités Maliennes comme un signe fort de proximité.

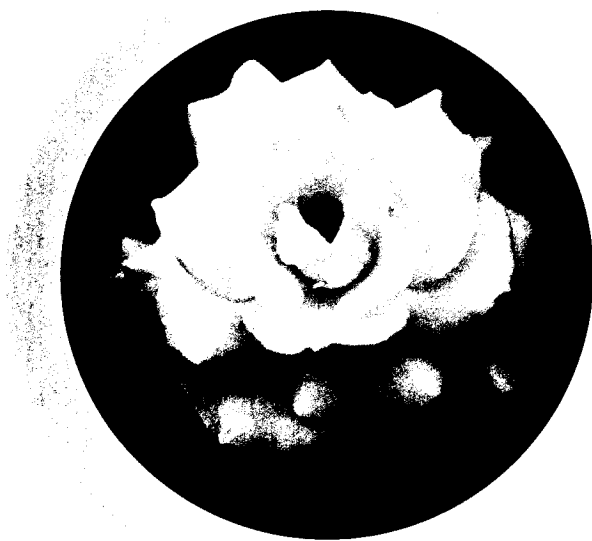
Un réseau de distribution en plein essor

Le secteur de la distribution est en plein essor avec près de 1000 points de ventes

Par ailleurs, il faut noter que parmi ces distributeurs appelés PDG (Partenaires Distributeurs Grossistes), neuf ont été franchisés.

Les ventes indirectes font environ 95% du chiffre d'affaires.





FONDATION SONATEL EN ACTIONS





EDUCATION

La Fondation apporte son soutien à l'excellence, la scolarisation des filles et l'enfance handicapée ; durant l'année de nombreuses actions ont été menées.

SANTÉ

La Fondation Sonatel est un partenaire privilégié de l'Etat dans le domaine de la santé à travers le programme national de lutte contre le paludisme.

En effet, le paludisme étant la première cause de mortalité et de morbidité au Sénégal, la Fondation Sonatel a choisi de concentrer ses efforts dans le domaine de la Santé pour contribuer à faire reculer ce fléau.

Ainsi, un Téléthon a été organisé à l'initiative de la Fondation Sonatel en partenariat avec le Ministère de la Santé, de l'hygiène et de la Prévention et la Radio Télévision Sénégalaise. L'objectif étant de sensibiliser les populations en vue d'une plus grande prévention et d'autre part mobiliser des ressources additionnelles.

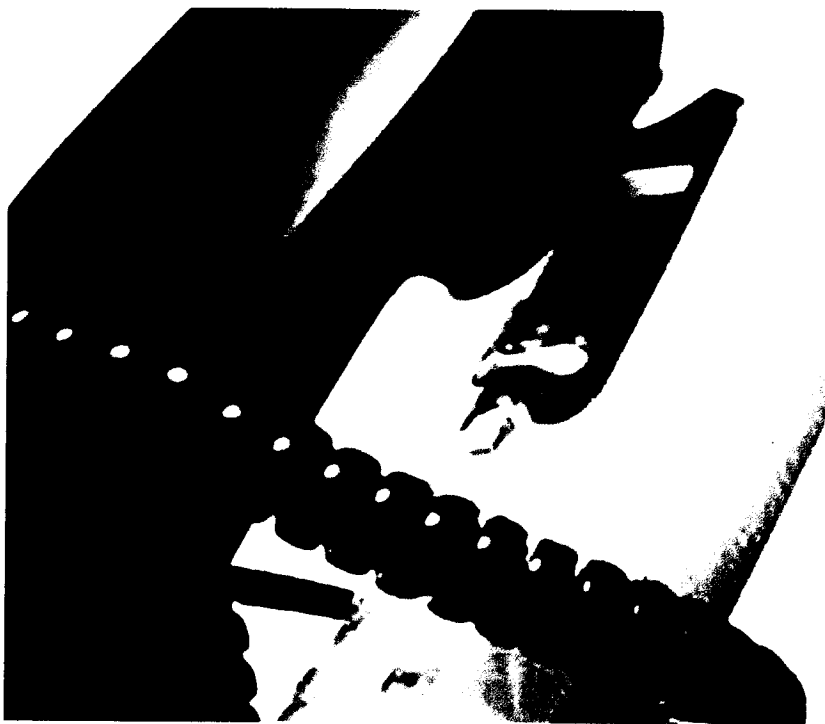
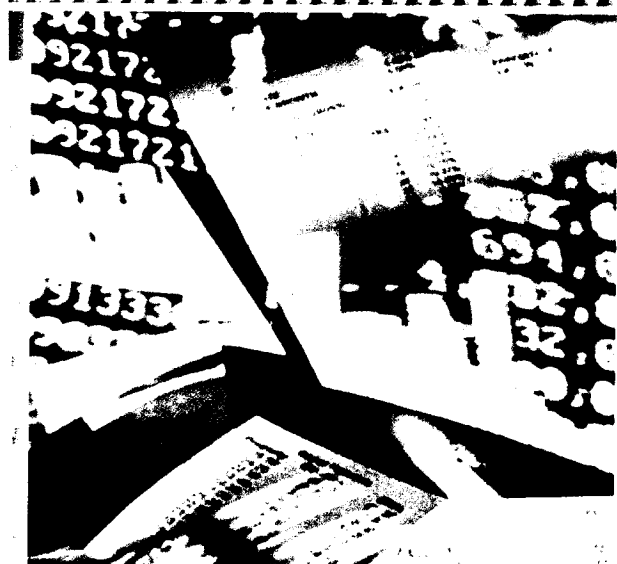
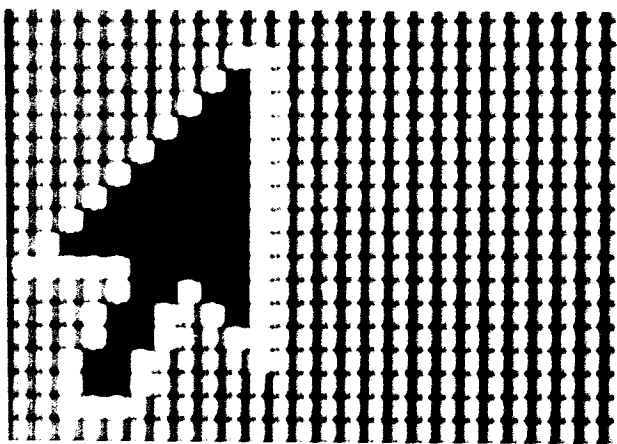
Ce Téléthon, qui est une première au Sénégal a été un grand succès ; il a permis de collecter plus de 500 Millions FCFA. Par ailleurs, la fondation a équipé des postes de santé en matériel médical à travers le territoire national.



CULTURE

La Fondation Sonatel soutien les expositions d'œuvres d'art et certaines organisations culturelles ; elle contribue ainsi à l'émergence de jeunes talents

Rapport Financier



SOMMAIRE

Note au Lecteur	61
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale	62
Introduction	62

Environnement	62
----------------------	-----------

Environnement Economique	62
Contribution de SONATEL aux résultats macro-économiques du Sénégal	62
Marché et Concurrence	63

Résultats 2003	63
-----------------------	-----------

Eléments Opérationnels	63
Chiffres d'Affaires	64
Charges d'Exploitation	66
Résultat d'exploitation	66
Résultat Financier	66
Résultat HAO	66
Impôt Sur les Sociétés	66
Résultat Net — Part Du Groupe	67

Investissements 2003	67
-----------------------------	-----------

Evolution du Bilan	68
Etats Financiers Consolidés	70
Annexe aux Etats Financiers	79
Rapport des Commissaires aux Comptes	99
Projets de Résolution	105

NOTE AU LECTEUR

Le périmètre de consolidation pour le Groupe SONATEL englobe la «SONATEL SA», la «SONATEL Mobiles» filiale à 100 % de SONATEL SA et «IKATEL» filiale à 72.49 % de droit malien de SONATEL SA.

L'entrée de IKATEL dans le périmètre de consolidation s'est faite en 2002. IKATEL exploite au Mali la licence d'établissement et d'exploitation de réseaux Mobile, Fixe, Internet et International acquise le 28 août 2002. La phase de pré exploitation a débuté en 2002, et l'exploitation commerciale a démarré en février 2003.

Ce rapport au Conseil d'Administration commente la gestion du groupe (comptes consolidés).

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

INTRODUCTION

L'année 2003 aura été bonne pour le Groupe SONATEL avec une activité et des résultats en croissance à deux chiffres. Le succès du lancement commercial de la filiale malienne IKATEL a contribué pour moitié à la croissance du chiffre d'affaire du Groupe en 2003, ce qui constitue une performance après dix mois d'exploitation.

ENVIRONNEMENT

Environnement économique¹

L'année 2003 a marqué le retour à une croissance plus vigoureuse de l'économie mondiale, après la monotonie constatée en 2002. La reprise économique aux USA avec la relance de la production et des exportations bénéficiant d'un dollar faible ont en effet accéléré la croissance américaine, plus précisément à partir du 3^{ème} trimestre 2003. La croissance de l'économie mondiale a été de 3,2% en 2003 contre 3% en 2002.

L'année 2003 a également été celle du retour de la confiance chez les opérateurs de télécommunications, après une année 2002 marquée par des faillites pour certains opérateurs et un endettement massif pour beaucoup d'autres. Après une phase de restructuration et de consolidation, l'investissement et la croissance sont de nouveau à l'ordre du jour dans le secteur des télécommunications.

Le taux de croissance de l'espace UEMOA s'établirait à 3% en 2003, soit une amélioration de 1,7 points par rapport à 2002. Cette accélération de la croissance,

en dépit de la persistance de la crise ivoirienne, serait consécutive aux performances attendues de la production du secteur primaire et de l'activité minière. Le taux d'inflation dans l'Union se situerait à 1,5 % contre 2,9 % en 2002.

Au Sénégal, le taux de croissance du PIB s'est nettement amélioré en 2003 et il atteint 6,3% (+5,2 points par rapport à 2002). Cette évolution est due à la bonne tenue de l'ensemble des secteurs, plus particulièrement du secteur agricole après une année 2002 marquée par une faible pluviométrie et plusieurs intempéries. Le taux d'inflation s'établit à 0,2% sur 2003 (contre 2,3% en 2002) ce qui traduit notamment la détente de prix observée sur les produits de consommation, avec un meilleur approvisionnement des marchés en produits alimentaires suite aux bons résultats de la campagne agricole de 2003.

Le Groupe SONATEL a poursuivi sa croissance à deux chiffres en 2003, avec notamment la réussite du lancement commercial de sa filiale malienne IKATEL.

Le secteur des télécommunications suscite cependant beaucoup d'intérêt chez les

populations et les investisseurs, ce qui se traduit par une multiplication du nombre d'acteurs de niches, en attendant l'ouverture totale du marché des télécommunications au Sénégal prévue pour juillet 2004.

Contribution de SONATEL aux résultats macro-économiques du Sénégal

Le groupe Sonatel est un acteur important dans le processus de création de la richesse nationale.

En 2003, il a fortement contribué à l'amélioration des principaux indicateurs économiques du Sénégal.

Contribution aux Recettes Fiscales de l'Etat du Sénégal

Les activités du Groupe au Sénégal ont permis de générer 51,8 Milliards de francs CFA de recettes fiscales hors effets induits (sur d'autres activités ou secteurs). Le poids de la contribution directe de Sonatel aux recettes fiscales de l'Etat est de 7,5%² en 2003.

Contribution des nos activités aux Exportations du Sénégal

En 2003, la Sonatel a exporté des services pour 35,42 milliards FCFA au titre des balances de trafic internationales,

¹ Source : Commission Economique de l'UEMOA

² (51,8 Milliards f cfa / 689 Milliards f cfa)

RAPPORT DE GESTION

ontribuant ainsi pour 4,5%³ aux exportations du pays.

Contribution des nos activités à la croissance du PIB

La contribution directe des activités de la société à la croissance du PIB en 2003, y compris les effets induits, représente 0,57⁴ point, soit une croissance estimée à 6 points, soit une contribution de 9,5% à la croissance du PIB.

Monopole et Concurrence

L'exercice 2003 sera la dernière année de monopole pour les activités Fixes de SONATEL au Sénégal. SONATEL a en effet reçu en février dernier la notification des autorités de la fin de la concession de monopole pour le 19 Juillet 2004.

La concurrence est d'ailleurs déjà très vive sur certains segments de marché comme les Services de données aux entreprises et les Services Internet, et plusieurs acteurs ont commencé à se positionner en vue de la libéralisation prochaine du secteur.

Sur le marché du mobile, SONATEL a conforté son avance sur le concurrent avec 67% de part de marché, même si 2003 a marqué le « réveil » du concurrent. Le dernier a en effet mené une politique de recrutements massifs avec des tarifs très bas (entre 5000 et 7500 FCFA), et a relancé ses programmes d'investissements. SENECEL a par ailleurs commencé à développer des « télécentres mobiles » pour collecter du trafic mobile élémentaire et concurrencer IKATEL sur le marché de la téléphonie.

démarrage de son activité mobile en s'arrogeant 67% de part de marché dès la première année. Il faut signaler que les difficultés d'investissements du concurrent MALITEL et la faiblesse de l'offre fixe de Sotelma ont constitué un cadre favorable au développement rapide de IKATEL, le marché étant limité jusque là par l'offre.

Les perspectives de privatisation de SOTELMA et la relance des investissements de l'opérateur historique pourraient changer la donne en 2004.

RESULTATS 2003 ELEMENTS OPERATIONNELS

PARC

Le parc global Fixe et Mobile au Sénégal a connu une croissance de 18.3% en 2003, et atteint 804 761 abonnés en fin 2003. Cette croissance est tirée principalement par les mobiles, le parc mobile de Alizé ayant connu une hausse de 26.4% entre 2002 et 2003. Le parc d'abonnés fixe a connu une croissance légère de 1,9% du fait justement de la concurrence du mobile et l'application rigoureuse de la procédure de recouvrement avec le nouveau système d'information GAIA.

La part de marché de Alizé se situe autour de 80%, ce qui démontre son leadership sur le marché Sénégalais des mobiles. Il faut cependant noter en 2003 un ralentissement de la croissance du parc de Sonatel Mobiles (Alizé) à 26%, contre 51% en 2002.

Le taux de pénétration du fixe au Sénégal a gagné 0.04 point en 2003 et s'est établi à 2,28%, alors que la forte poussée du mobile se traduit par un taux de pénétration de 7,67% en fin 2003 (+ 2,1 points par rapport à 2002).

IKATEL comptait 184 381 abonnés mobiles au 31/12/03, avec une part de marché de 75%. Cette performance traduit bien le succès commercial obtenu avec le lancement de IKATEL. Ceci conforte la stratégie de croissance externe du Groupe SONATEL débutée au Mali avec le soutien de France Télécom.

Il faut cependant souligner que l'activité postpaid de Ikatel reste encore faible (moins de 1% du parc total), l'accent étant mis pour l'instant sur le recrutement de « prépayés » à forts revenus.

Le Groupe SONATEL dispose ainsi d'une base de clients de près d'un million en fin 2003 répartis entre le Sénégal et le Mali.

TRAFIC

Les trafics fixe et mobile du Sénégal sont en hausse en 2003 avec, à l'image du parc, une croissance différenciée entre le fixe et le mobile.

- Le trafic au départ du fixe a en effet connu une croissance de 3% en 2003 et représente 1 160 millions minutes (mn) au 31/12/03. Cette croissance est tirée par le trafic départ interurbain (+10%) et le trafic départ vers les mobiles (+17%). A l'inverse, le trafic local est en baisse de - 4,2% en 2003 (substitution par le mobile), de même que le trafic internet commuté (- 5,5%) du fait de l'introduction de l'ADSL.

- Le trafic départ mobiles est en croissance de 32,2% en 2003, à 333, 5 millions mn.

Le trafic départ intra mobiles Alizé est en forte hausse de 65,9% en 2003, alors que le trafic mobile vers

³ 2,3 Milliards f cfa / 795,3 Milliards f cfa)

⁴ 2,3 Milliards f cfa / 3764 Milliards f cfa)

fixe baisse (les mobiles s'appellent de plus en plus entre eux, « effet club »).

- Le trafic arrivée sur le fixe est en hausse de 37,8% en 2003 à 388,5 Millions de mn, de même que le trafic arrivée sur le mobile qui augmente de 51,6% en 2003 à 142,5 Millions de mn.
- L'activité « prépayés » de IKATEL est très dynamique et le trafic départ mobile de la filiale malienne s'établit à 44,8 Millions de mn en 2003, soit un quasi doublement du trafic initialement prévu (23,1 Millions de mn).

ARPU (REVENU MOYEN PAR ABONNE)

L'ARPU du fixe au Sénégal s'est amélioré de 6,4% en 2003 et atteint 690 K F CFA par abonné. L'ARPU du postpaid de Alizé a également cru de 12,8% en 2003 à 733 K F CFA. L'ARPU des prépaïd baisse de 5,3% seulement, malgré une hausse du parc prépaïd de 27,5% en 2003.

L'ARPU prépaïd de IKATEL est de 162 K F CFA (80% de plus que celui d'Alizé) soit une avance de 52,8% par rapport au budget.

Il faut souligner que tous les ARPU (fixe, mobile) sont en avance par rapport aux prévisions budgétaires de 2003. Ceci s'explique d'une part par les actions mises en œuvre pour assainir les bases clientèles, et d'autre part par les actions de développement des usages entrepris depuis 2002 avec notamment l'introduction des SVA.

EFFECTIFS

L'effectif du Groupe est en croissance de 7,4% en 2003 et s'établit à 1 673 agents au 31/12/03. Cette hausse des effectifs est principalement due au démarrage des activités de IKATEL qui compte 87 agents en fin 2003. La productivité du Groupe (LP/ agent) progresse de 35% entre 2002 et 2003, passant de 437 LP/agent à 591 LP/agent.

L'effectif de Sonatel fixe s'établit à 1 389 agents en fin 2003, soit une baisse de 1,8% par rapport à 2002. La productivité du fixe s'améliore de 3,8% en 2003.

Les effectifs de Sonatel Mobiles augmentent de 55 unités en 2003 soit une croissance de 39%, ceci pour accompagner la forte croissance de l'activité mobile au Sénégal.

CHIFFRES D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaire consolidé du Groupe SONATEL s'établit à 195, 6 Milliards F CFA en 2003, soit une croissance de 20,1% par rapport à 2002. Le succès commercial du lancement de IKATEL au Mali contribue pour 47,6% à cette croissance (soit près de la moitié) ce qui confirme la pertinence de la stratégie de croissance externe engagée par le Groupe SONATEL avec une première opération au Mali. Le mobile au Sénégal avec Alizé, et la publiphonie assurent l'autre moitié de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe.

Le Chiffre d'affaire contributif de l'activité fixe au Sénégal s'élève à 137 milliards F CFA, en croissance de 9,6% par rapport à 2002. Cette croissance est tirée par la publiphonie (CA en hausse de 13,8%) et par les balances

internationales qui maintiennent leur part dans le chiffre d'affaires après la baisse de 2002. Les balances internationales ont en effet connu une croissance de 11,6% en 2003 et représentent 36, 8 milliards F CFA soit 18% du chiffre d'affaires consolidé de 2003.

Le Chiffre d'affaires contributif de l'activité mobile au Sénégal s'élève à 42,7 milliards F CFA en 2003, en hausse de 37% par rapport à 2002. Cette croissance appréciable de la part du mobile est principalement due à l'augmentation des recettes de trafic prépayé (31%) et postpayé (35%), mais aussi à la poussée des Service à Valeur Ajoutée (SMS, Kiosque 500 etc.). Cette dernière rubrique a connu une croissance vertigineuse en 2003 (1318 %) avec le dynamisme apporté dans la commercialisation des SVA par la marque Alizé. Le chiffre d'affaires de ces SVA s'établit à 1,7 milliards F CFA en 2003, soit 4% du CA contributif de Sonatel Mobiles.

Le chiffre d'affaires contributif de IKATEL s'élève à 17,4 milliards F CFA en 2003, soit près de 9% du CA du Groupe, et ceci après seulement 10 mois d'exploitation. La poursuite de cette tendance devrait permettre à la filiale de constituer un moteur important de la croissance des revenus du Groupe SONATEL dans les années à venir.

Il faut néanmoins signaler que ce chiffre d'affaires a été réalisé uniquement sur le mobile, le démarrage de l'activité fixe de IkateL ayant connu un retard sans impact notoire sur les prévisions de revenus de IkateL pour 2003 (la prévision budgétaire de chiffre d'affaires a été réalisée à 98,5%).

REPORT DE GESTION

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation consolidées s'élèvent à 120,9 milliards F CFA en 2003, soit une hausse de 19,6% par rapport à 2002. Cette hausse est essentiellement liée à l'effet pleine année de l'exploitation de Ikatel au Mali, avec une augmentation sensible des amortissements et des charges de fonctionnement sur 2003.

Charges Réseaux

Les charges réseaux ont baissé de 11,8% en 2003 malgré l'intégration de Ikatel au périmètre de consolidation. Elle représentent 24,9 milliards F CFA en fin 2003, contre 28,2 milliards F CFA en 2002.

Cette baisse des charges réseaux est consécutive à la réduction sensible des charges de reversements internationaux qui passent de 13,6 milliards F CFA à 5 milliards F CFA (-8,6 milliards FCFA), grâce notamment à l'optimisation du outage du trafic (Least cost routing) et à la baisse du refiling.

Cette baisse compense largement les hausses enregistrées en 2003 sur :

- les charges de maintenance du réseau qui atteignent 2,4 milliards F CFA (+78%) avec l'extension du périmètre des contrats de maintenance, et l'intégration d'IKATEL
- les balances d'interconnexion qui s'établissent à 5,2 milliards F CFA (+46%), et qui comprennent notamment les reversements de IKATEL vers MALITEL et Sotelma (15% du poste), et les reversements de ALIZÉ et SONATEL au profit de

SENTEL (poste en hausse avec la croissance du trafic départ vers les mobiles).

- les achats de marchandises avec un réalisé de 6,5 milliards F CFA en 2003, contre 4,6 milliards F CFA en 2002 (+42%).

Charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement consolidées atteignent 19 milliards F CFA en 2003, en hausse de 22,2 % par rapport à 2002. Cette hausse est liée à l'intégration de IKATEL au périmètre de consolidation. En effet, hors impact IKATEL, les charges de fonctionnement baissent de 1,6% en 2003 à 14,8 milliards F CFA contre 15,1 milliards F CFA pour 2002 (en données pro-forma).

Les hausses les plus importantes de ce poste concernent :

- les frais généraux qui augmentent de 52,6% à 3,6 milliards F CFA
- le management fees en hausse de 182% à 1,9 milliards F CFA (indexé sur la croissance du RAO)
- les charges de communication en hausse de 53% à 1,5 milliards F CFA. Les charges de communication de Ikatel représentent 40% du total, ce qui est lié aux campagnes de communication devant accompagner tout lancement commercial.

Charges de personnel

Les charges de personnel consolidées représentent 25,4 milliards F CFA en 2003, soit une hausse de 33% par rapport à 2002.

Cette hausse des charges de personnel est due principalement :
- à l'augmentation de la prime de croissance indexée sur la croissance du résultat d'exploitation (40% de la croissance du poste),
- à l'intégration de IKATEL au périmètre de consolidation (16% de la croissance du poste).
- et à l'augmentation de 39% effectifs de SONATEL Mobiles pour faire face à la croissance du mobile au Sénégal. Les charges de personnel contributives de ALIZÉ sont en hausse de 33% en 2003, à 2,6 milliards F CFA.

Dotations aux amortissements

Les amortissements consolidés s'établissent à 39,5 milliards F CFA en fin 2003, en hausse de 23,5% par rapport à 2002.

Ceci s'explique par

- l'effet pleine année des amortissements de Ikatel (+393%), combiné à la poursuite du déploiement du réseau mobile au Mali
- la hausse de 43% des amortissements de Sonatel Mobiles consécutive à la mise en service des immobilisations de 2002 et 2003 destinées à densifier le réseau 900 Mhz et à étendre la couverture mobile à la bande des 1800 Mhz (Zones Dakar et Banlieues).
- A la hausse de 12% des amortissements du fixe, suite à un rappel d'amortissement sur des immobilisations de 2001, et aux mises en services d'immobilisations du SI (Gaia, Interconnect, Fraude, EPPIX).

Dotations aux provisions

Après retraitement de la perte sur créances clients de 5,4 milliards F CFA comptabilisée en 2003 pour des créances impayées de plus de 5 ans ce qui n'a pas d'impact sur le résultat (provisions déjà passées sur les exercices antérieurs), les provisions clients sont en hausse de 9,6% en 2003 et atteignent 6,6 milliards F CFA (+ 583 millions F CFA par rapport à 2002).

Cette hausse des provisions clients est due essentiellement au fixe, et plus précisément à des provisions passées sur les opérateurs internationaux (586 millions F CFA). Les provisions sur les clients privés sont bien maîtrisées aussi bien pour le fixe que pour le mobile au Sénégal.

Les provisions clients de Ikatel sont négligeables en 2003 (-33 millions) du fait de la limitation des abonnements postpayés.

RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 85,2 milliards F CFA pour l'exercice 2003 soit une hausse de 22,7% par rapport à 2002. La marge d'exploitation consolidée passe ainsi de 42,6% à 43,5% soit une hausse de près d'un point, ceci malgré le démarrage de l'activité de IKATEL.

La contribution de IKATEL au résultat d'exploitation est positive au terme de sa première année d'exploitation à 4,3 milliards F CFA, en avance de 73% par rapport au budget initial.

Il faut signaler que toutes les activités fixe, mobiles et IKATEL contribuent à la croissance du résultat d'exploitation.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe s'est amélioré en 2003, passant de - 4,1

milliards F CFA en 2002 à -3, 5 milliards F CFA en fin 2003 soit une amélioration de 13,1 points.

Les produits financiers du Groupe ont triplé entre 2002 et 2003 et atteignent 3,2 Milliards F CFA. Les produits financiers de Sonatel expliquent cette évolution favorable avec notamment 1,6 milliards F CFA de revenus sur les placements bancaires et intérêts de prêt financiers, et 1,4 milliards F CFA de reprise de provision pour risques financiers.

Ces produits compensent la dégradation du résultat de change avec une provision de perte nette de change de 2 milliards F CFA en 2003. L'évolution à la baisse du dollar qui a été constatée en 2003 a entraîné ces pertes de changes sur les encaissements en devises sur les correspondants étrangers.

Les autres charges financières s'élèvent à 4,7 milliards F CFA, en hausse de 10% par rapport à 2002 du fait des charges financières de Ikatel qui représentent plus de la moitié du solde.

RESULTAT HAO

Le résultat HAO s'améliore de 159 millions F CFA en 2003, passant de - 271 millions F CFA à - 111 millions F CFA entre 2002 et 2003. Ce résultat HAO est composé notamment d'une plus value de cession des titres IKATEL de 293 millions F CFA (16,9 % des titres) et de charges HAO pour 615 millions F CFA.

IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt sur les sociétés s'établit à 26,5 milliards F CFA en 2003, soit une croissance de 49% par rapport à 2002.

Cette forte hausse de l'IS est la résultante de deux facteurs qui sont :

- la suppression de la déduction fiscale pour investissement pour SONATEL fixe intervenue avec le nouveau code des investissements et applicable dès 2003. L'IS de SONATEL SA passe ainsi de 12,6 milliards CFA à 18,2 milliards CFA entre 2002 et 2003.

- La forte croissance du résultat avant impôt de Sonatel Mobiles (+44%) qui se traduit par une augmentation de 3,2 milliards F CFA de l'IS entre 2002 et 2003.

L'impôt différé s'établit à 1 151 millions F CFA et il correspond à l'impôt assis sur les éléments de charges provisionnées (primes de croissance, rendement) et retraitées dans le calcul du Résultat fiscal.

RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net de l'ensemble consolidé est en croissance de 20,8% en 2003 et atteint 56,4 milliards F CFA contre 47,4 milliards F CFA en 2002. La forte hausse du résultat d'exploitation explique cette performance.

Le **résultat net part de l'Entreprise consolidante** s'élève à 55,5 milliards F CFA, en croissance de 18,9% par rapport à 2002. Le résultat net de IKATEL est positif après la première année d'exploitation à 2,3 milliards F CFA, ce qui est également une performance à souligner.

La part des minoritaires s'établit à 638 millions F CFA en 2003.

Ces éléments opérationnels et financiers montrent que le Groupe SONATEL s'est inscrit dans une dynamique de croissance

entable en 2003, qui plus est avec une diversification du portefeuille des activités publiphonie, mobiles, IKATEL).

INVESTISSEMENTS 2003

Les investissements du Groupe SONATEL s'élèvent à 49,9 milliards F CFA pour l'exercice 2003, soit une baisse de 34,2% par rapport à 2002. L'année 2002 a été exceptionnelle du fait de l'acquisition de la licence IKATEL pour 29,9 milliards F CFA, et hors impact licence IKATEL, les investissements de 2003 sont en hausse de 8,7% par rapport à 2002.

Les investissements du Groupe se partissent en 35% pour SONATEL A, 43% pour IKATEL, et 22% pour SONATEL Mobiles.

Les investissements du fixe concernent la modernisation du réseau, l'amélioration de la qualité de service technique et la couverture rurale, alors que les investissements de Sonatel Mobiles et IKATEL portent sur le développement des réseaux mobiles (commutation et radio) et l'amélioration de la qualité d'écoulement du trafic.

Commuation

Les investissements Commuation du fixe s'élèvent à 2522 millions F CFA pour l'exercice 2003, soit une hausse de 33,2% par rapport à 2002. Les programmes suivants ont été réalisés :

- la boucle fibre optique de Médina
- le programme commuation de 2002
- et les extensions de

commutation de 2003

La capacité de commutation installée à fin 2003 est de 286 521 équipements.

Réseaux d'accès

Les investissements du réseau d'accès atteignent 4329 millions F CFA pour l'exercice 2003, en baisse de 32,9% par rapport à 2002.

Les réalisations portent essentiellement sur les programmes **Extension et Nouveaux lotissements de 2001**, et sur les **Extensions 2003**.

Un montant de 205 millions F CFA a été affecté au projet **Extension SAGER** pour la poursuite du déploiement du test automatisé des lignes dans les centraux des régions.

Transmission

Les investissements Transmissions de 2003 portent essentiellement sur le **passage en SDH de la boucle Nord** (Saint Louis, Thiès, Louga, etc..) et sur la quote part d'investissement de SONATEL pour la mise en place du **Cable de garde à Fibre Optique** reliant la Mauritanie, le Sénégal et le Mali. Ce lien permet d'avoir une relation directe et sécurisée avec ces pays, utilisant la même infrastructure que le réseau électrique de Manantali.

Des crédits ont également été consacrés aux liens de transmissions pour les **CNE 2002** devant desservir les localités rurales associées au dit programme.

Mobile

Les investissements en réseaux mobiles atteignent 27 883 millions F CFA pour l'exercice 2003. Ce montant se répartit en 19 174 millions F CFA pour IKATEL (68%) et 8709 millions F CFA pour

SONATEL Mobiles (32%).

Les investissements réalisés en 2003 pour IKATEL concernent essentiellement :

- l'**extension de la capacité de commutation** qui est passée de 100 000 à 250 000 abonnés, ceci pour prendre en charge les 184 381 abonnés à fin 2003 (le budget prévoyait 80 000 abonnés)

- l'**extension de la capacité radio** à 65 BTS en fin 2003, dont 59 BTS à Bamako.

- le déploiement du réseau de IKATEL dans les capitales régionales du Mali (Koulikoro, Tombouctou, etc..)

- l'**accroissement des capacités de transmission**, avec notamment des faisceaux hertziens pour raccorder les BTS.

Les investissements de SONATEL Mobiles en 2003 ont porté principalement sur la **densification du réseau radio** pour améliorer la qualité de service (baisse du taux de congestion et du taux de coupure) et sur la **Commuation**. Il s'est agit de :

- l'installation de 44 BTS 900 Mhz à Dakar et dans les régions pour améliorer l'écoulement du trafic
- du déploiement de 20 BTS 1800 Mhz à Dakar et dans la banlieue dakaroise, toujours pour faire face au développement du trafic mobile dans une zone où l'utilisation de la bande de fréquence des 900Mhz arrivait à saturation.

- L'achat d'une **nouvelle plate forme RI** mutualisée avec Ikatel

- L'**extension du Commutateur Alcatel** pour 100 000 nouveaux abonnés.

Réseau international

Les investissements du réseau international ont été relativement faibles en 2003 (80 millions F CFA), après les grands projets de câbles sous-marins de 2002 et 2003 (Atlantis II, Sat3).

Ceci s'explique par le fait que le projet de Réhabilitation de la Station de Gandoul (Mécanique et Energie) a été différé sur 2004.

Réseaux de données et nouveaux services

Le lancement de l'ADSL en 2003 explique la quasi-totalité des investissements réalisés en 2003 sur les réseaux de données. Il s'agit en effet de la mise en place des équipements d'accès à l'Internet Haut débit dans plusieurs zones de Dakar (Sud Foire, Yoff, Médina, Plateau, Grand Dakar...). Les investissements ADSL s'élèvent à 524 millions F CFA pour l'exercice 2003.

Des **extensions du réseau IP** (Cambérène, Sud Foire, etc...) ont également été effectuées en 2003 pour 236 millions F CFA. L'**Extension du Réseau Intelligent** opérée en 2003 complète le solde de ce poste.

Energie, Environnement

Les investissements en Energie et Environnement pour 2003 concernent essentiellement les projets **Extension Energie 2003**, la **Réhabilitation de l'Energie du Technopôle**, et les projets **Energie et Bâtiments commutation 2002 et 2003**. Ces projets doivent permettre d'améliorer la qualité de service technique du réseau fixe, car près de la moitié des incidents réseaux de 2003 était liée aux problèmes d'énergie.

Téléphonie rurale

Les investissements en téléphonie rurale de 2003 s'élèvent à 1422 millions

F CFA (hors énergie). Ce poste intègre l'achat des équipements du programme **fixe/GSM 2003** (67 cabines) et le projet

Autres Extensions et Remplacement de Stations utilisant la technologie Point Multipoint.

Autres

Il s'agit du reliquat du projet **RGT** (Réseau de gestion des Télécommunications) pour 928 millions F CFA.

Système d'Information

Les réalisés sur les projets de systèmes d'information de 2003 concernent :

- la mise en place de Oracle Financial
- le démarrage du lot commercial du Projet Décisionnel
- la gestion de la Fraude pour Sonatel SA, Sonatel Mobiles et Ikatel.
- la mise en place de EPPIX II pour Sonatel Mobiles et Ikatel
- et les acquisitions de matériels informatiques.

Terrains et Bâtiments

Les réalisations principales de cette rubrique concernant l'équipement de l'Agence des Parcelles et du Siège de République, et l'aménagement des accueils de Touba et Fatick.

Autres (Hors Réseaux)

Ce poste regroupe les acquisitions de véhicules et autres matériels d'exploitation.

Financiers

Aucun investissement financier n'a été réalisé en 2003.

EVOLUTION DU BILAN

Le bilan consolidé du groupe a connu à fin 2003 une augmentation de 6,8% par rapport à 2002. Cette augmentation du patrimoine est liée d'une part à l'intégration de IKATEL au périmètre de consolidation, et d'autre part à la hausse des immobilisations de SONATEL Mobiles avec l'extension du Réseau radio opérée durant l'exercice.

Les immobilisations corporelles et incorporelles se sont appréciées de 3,7% en 2003 du fait notamment des investissements réseaux réalisés par IKATEL (19 174 millions de Fcfa) et par SONATEL Mobiles (8 709 millions de Fcfa). Il s'agit essentiellement des programmes de renforcement de la couverture mobile de IKATEL à Bamako et dans les capitales régionales, et de la densification du réseau radio de SONATEL Mobiles. Ce dernier programme concerne la densification du GSM 900 Mhz à Dakar et dans les régions, et le déploiement du GSM 1800 Mhz à Dakar, et dans la banlieue dakaroise..

Les actifs circulants sont en hausse de 13,5% en 2003 avec la forte amélioration de la trésorerie (43 324 millions F CFA soit + 46%). L'amélioration du besoin en fonds de roulement de 8,6 Milliards F CFA entre 2002 et 2003 explique en partie cette hausse de la trésorerie.

L'encours net de la dette a baissé de 68% durant l'exercice 2003 à 13 695 millions F CFA, ceci malgré l'augmentation de

RAPPORT DE GESTION

encours de dette de IKATEL. Ce résultat est le fruit de la politique de remboursement anticipé de certains prêts obtenue par SONATEL SA en 2003. C'est ainsi que le prêt FCR (10 milliards F CFA) et les prêts BICIS et CLS (8,25 milliards F CFA) ont été remboursés par anticipation en 2003.

TRÉSORERIE

Le Cash flow affecté aux investissements est de 49,9 milliards F CFA.

Le cash flow affecté aux remboursements des emprunts est de 25,068 milliards de F CFA correspondant aux emprunts obtenus près de la Banque Européenne d'investissement (BEI) (contracté en

1992), de l'Agence Française de Développement (AFD) (contracté en 1994), de FCR (contracté en 2001) de l'État du Sénégal (contracté en 1997 et prêté au personnel pour l'acquisition de 10 % du Capital), de BICIS et du Crédit Lyonnais Sénégal.

Le besoin de financement d'exploitation a diminué de 8,6 milliards de F CFA suite essentiellement à la baisse des stocks et des créances sur les clients (amélioration du recouvrement). L'augmentation des autres clients a également été plus faible que celle des autres passifs circulants (essentiellement les opérateurs étrangers). La capacité d'autofinancement globale en 2003 est de 95,67 milliards F CFA en

hausse de 24,72% par rapport à 2002.

Les dépenses d'investissements de l'exercice représentent ainsi 52,15% de la capacité d'autofinancement.

La trésorerie de 2003 a permis de payer les dividendes de 2002 (29,6 Milliards F CFA) sans recours à un emprunt complémentaire. Elle a également permis de rembourser les échéances de prêts de 2003 et de rembourser par anticipation les prêts de FCR et BICIS qui devaient échoir en 2004 et 2005 respectivement.

Les dettes financières à long terme (hors dette État pour les actions du personnel) ne représentent que 21.8% des fonds propres avant affectation du résultat 2003 ; ce ratio est en baisse de 7 points entre 2002 et 2003.

ACTIF	BRUT	AMORT / PROV	NET 31/12/03	NET 31/12/02
ACTIF IMMOBILISE				
CHARGES IMMOBILISEES	102		102	1 015
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	49 057	8 839	40 218	39 169
ECART D'ACQUISITION		0	0	0
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49 057	8 839	40 218	39 169
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	455 251	230 308	224 943	209 647
AVANCES ET ACOMPTES				
VERSES SUR IMMOBILISATIONS	0	0	0	6 083
IMMOBILISATION FINANCIERES	14 255	1 108	13 147	12 524
IMPOTS DIFFERES	2 542	0	2 542	1 446
TITRES MIS EN EQUIVALENCE	0	0	0	0
PARTICIPATIONS				
ET CREANCES RATTACHES	4 655	924	3 731	3 829
PRETS ET AUTRES IMMO FINANCIERES	7 058	184	6 874	7 249
TOTAL	518 665	240 255	278 410	268 438
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS	4 775	1 126	3 649	4 445
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	127 355	30 781	96 574	93 444
CLIENTS	62 861	25 656	37 205	44 797
AUTRES CREANCES	64 494	5 125	59 369	48 647
TOTAL II	132 130	31 907	100 223	97 889
TRESORERIE- ACTIF				
TOTAL III	44 548	1 223	43 325	29 673
TOTAL ACTIF	695 343	273 385	421 958	396 000

Société Anonyme à Capital Variable

PASSIF	NET 31/12/03	NET 31/12/02
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL	50 000	50 000
PRIMES ET RESERVES CONSOLIDES	143 464	126 177
ECART DE CONVERSION	0	0
RESULTAT NET (part de l'entreprise consolidante)	55 504	46 682
AUTRES CAPITAUX PROPRES		
PART DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	248 968	222 859
PART DES MINORITAIRES	7 287	2 558
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	256 255	225 417
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
IMPOTS DIFFERES	0	0
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	49 244	64 877
PROVISIONS FINANCIERES POUR RISQUES ET CHAR	7 774	7 974
TOTAL (B)	57 018	72 851
TOTAL CAPITAUX STABLES (I = A+B)	313 273	298 268
PASSIF CIRCULANT		
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	22 972	28 677
AUTRES DETTES	84 087	64 982
TOTAL (II)	107 059	93 659
TRESORERIE-PASSIF	1 626	4 073
TOTAL PASSIF	421 958	396 000

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions de F cfa)

	31-déc-03	31-déc-02
CHIFFRES D'AFFAIRES	195 621	162 932
PRODUCTION STOCKEE	0	0
PRODUCTION IMMOBILISE	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	7 080	2 504
I - PRODUCTION DE L'EXERCICE	202 701	165 436
ACHATS CONSOMMES	10 586	8 066
SERVICES EXTERIEURS ET AUTRES CONSOMMATIONS	44 551	42 296
II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE	55 137	50 362
VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	147 564	115 074
CHARGES DE PERSONNEL	24 470	18 453
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	123 094	96 621
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	41 795	32 290
REPRISES DE PROVISIONS	3 912	5 137
RESULTAT D'EXPLOITATION	85 211	69 468
PRODUITS FINANCIERS	4 132	2 026
CHARGES FINANCIERES	7 708	6 142
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	81 635	65 352
RESULTAT H.A.O.	-111	-271
RESULTAT AVANT IMPOTS	81 524	65 081
IMPOTS EXIGIBLES SUR RESULTATS	26 532	17 740
IMPOTS DIFFERES	1 151	-853
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	56 143	46 488
PART DANS LES RESULTATS NETS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	56 143	46 488
PART DES MINORITAIRES	639	-194
PART DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	55 504	46 682

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDES

1^{ère} partie : Détermination des soldes financier de l'exercice 2003

Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)

	MONTANT (millions FCFA)		MONTANT (millions FCFA)
		EBE	122 740
(SA) Frais financiers	4 562	(TT) Transfert de charges d'exploitation	3 288
(SC) Perte de change	2 934		
(SL) Charges H.A.O.	492	(UA) Revenus Financiers	3 263
		(UE) Transfert de charges financières	1
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	891
(SR) Impôt sur le résultat	26 532	(UL) Produits H.A.O	11
		(UN) Transfert de charges H.A.O	0
Total (I)	34 520	Total (II)	130 194
CAFG : Total (II) – Total (I)	95 674		

Autofinancement (AF)

Dividendes distribués dans l'exercice	29 650
AF = CAFG – Dist. Div. Dans l'exo.	66 024

Variation du Besoin de financement d'Exploitation (BFE)

Var BFE = Var Stocks + Var Créances + Var Dettes circulantes

Variation des Stocks N- (N-1)	Emplois (augmentation +)	Ressources (diminution -)
(BC) Marchandises		
(BD) Matières premières		849
(BE) En-cours		
(BF) Produits fabriqués		
(A)	0	849
Var. globale nette des stocks	0	849

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDES

Partie Détermination des soldes financier de l'exercice 2003

Variation des Créances (en millions de f cfa)

	Emplois (augmentation +)	Ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	821	0
Clients	0	5 336
Autres créances	4 482	0
Ecart de conversion- ACTIF	0	673
TOTAL	5 303	6 009
(B) Variation Globale Nette des Créances	0	706

Variation des Dettes (en millions de f cfa)

	Emplois(diminution +)	Ressources (augmentation -)
Clients, avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation		2 159
Dettes Fiscales	0	10 842
Dettes Sociales		3 606
Autres Dettes	484	0
Ecart de conversion-Passif	0	1 599
Risques Provisionnés	802	0
TOTAL	1 286	18 206
(C) Variation Globale Nette des Dettes Circulantes	0	16 920

VARIATION DU BFE = A+B-C 0 18 475

Excédent de Trésorerie d'Exploitation (en millions de f cfa)

ETE = EBE – VAR. BFE – Production Immobilisée

	2003	2002
E.B.E.	122 740	96 569
Variation du BFE	18 475	6 883
Production immobilisée		
E.T.E.	141 215	103 452

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS / RÉSULTAT

2^e partie

	Exercice 2003		Exercice 2002
	Emplois	Ressources	E - ; R +
I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	806		-600
Croissance interne			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	3 330		-32 274
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	51 692	63	-37 445
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	615	10 884	-3 488
INVESTISSEMENT TOTAL	56 443	10 947	-73 807
II - SÉRIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	0	18 475	6 884
A- EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER FF+ FG	56 443	29 422	-66 923
III - EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. ; H.A.O.)	7 271	0	2 167
IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS	0		0
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	26 723		-8 522
B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	90 437	29 422	-73 278
V - FINANCEMENT INTERNE			
Dividendes(emplois) / CAFG(ressources)	29 650	95 674	47 694
VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
Augmentation de capital par apports nouveaux		0	2 752
Subvention d'investissement		0	0
Prélèvement sur le Capital			

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

2^e partie [suite]

	Exercice 2003		Exercice 2002
	Emplois	Ressources	E - ; R +
FINANCEMENT PAR			
NOUVEAUX EMPRUNTS			
Emprunts		11 090	20 879
Autres dettes financières			0
RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	29 650	106 764	71 325
MANQUE OU INSUFISANCE DE RESSOURCE	0	16 099	-1 953
FINANCEMENT (C- D)			
VIII- VARIATION DE LA TRESORERIE			
TRESORERIE NETTE			
à la clôture de l'exercice + ou -	41 699		25 600
à l'ouverture de l'exercice + ou -	25 600		27 553
Trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	16 099	0	1 953
CONTROLE			
Contrôle des masses du bilan N et N-1)			
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (F.D.R.)			
FDR (N) - FDR (N-1)		0	4 895
VARIATION DU BFG			
BFG (N) - BFG (N-1)		0	11 204
VARIATION DE LA TRESORERIE (T)			
T (N) - T (N-1)	16 099		0
TOTAL	16 099	16 099	

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

En millions de F cfa	Solde initial avant réparation	Capital Social				Autres postes		Virement compte à compte	Soldes finales après répartition
		Emission d'actions				Augmentations	Diminutions		
		Apport en nature	Apport en numéraire	Incorporations de réserves	Diminutions				
Capital	50 000								50 000
Primes d'émission, fusion, apport	2 752		3 896						6 648
Prime de réévaluation	0								0
Provision légale	10 000								10 000
Provisions statutaires et contractuelles	0								0
Autres réserves	116 177					448		16 838	133 463
Report à nouveau	0								0
Report d'exercice précédent									
Instance d'affectation	46 488						-29 650	-16 838	0
Report de l'exercice	0					56 143			56 143
Provisions d'investissement	0								0
Provisions réglementées	0								0
	225 417	0	3 896	0	0	56 591	-29 650	0	256 254

TABLEAU DE VARIATION ET DETAIL DES DETTES CONSOLIDEES

	Solde début exercice (1)	Dettes contractées (2)	Remboursement (3)	Incorporation au capital (4)	Ecart conversion nets (5)	Solde fin exercice (6)	Sûreté réelle Donnée en garantie sur les dettes
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts et dettes Etablissements de crédit	49 372	9 018	25 374			33 016	
Emprunts et dettes financières diverses	15 505	2 072	1 349			16 228	
TOTAL	64 877	11 090	26 723	0	0	49 244	

ETAT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

	Engagements	
	Donnés (1)	Reçus (1)
Engagement de garantie		
Assortis de sûretés réelles		
Autres engagements de garantie	12 936	18 985
Engagements réciproques		
En matière de crédit-bail		
Commandes fermes		

Tableau de ventilation du chiffre d'affaire (en millions de f cfa)

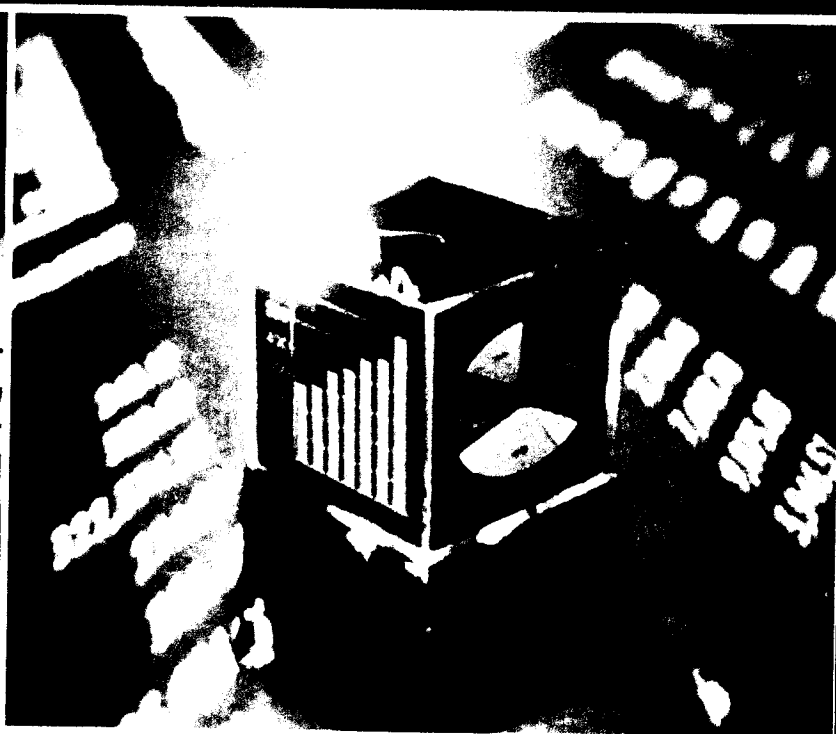
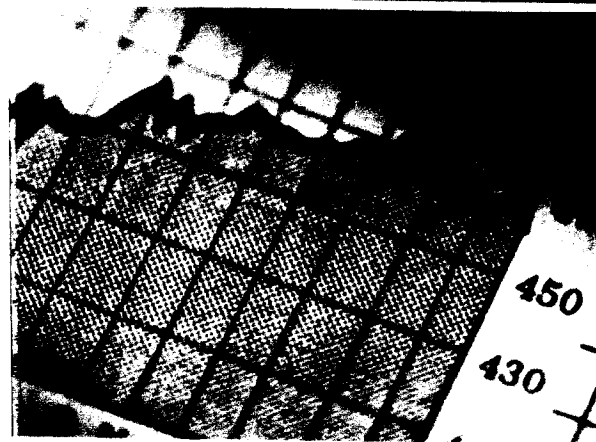
	Exercice 2003		Exercice 2002	
	Total Ventes	% du CA	Total Ventes	% du CA
A) Répartition des ventes par activités				
Téléphonie fixe	129 885	66,40%	120 864	74,18%
Téléphonie Mobile	54 679	27,95%	32 842	20,16%
Télécarte publiphone	175	0,09%	266	0,16
Télex/Télégraphe	247	0,13%	117	0,07%
SENPAC	124	0,06%	375	0,23%
Liaison spécialisées	3 904	2,00%	4331	2,66%
Ventes terminaux	874	0,45%	821	0,50%
Internet	0	0,00%	0	0,00%
Interconnexion	3 716	1,9 à%	874	0,54%
Divers produits	1446	0,74%	953	0,59%
Autres produits accessoires	571	0,29%	1488	0,91%
TOTAL	195 621	100%	162 931	100%
B) Répartition des ventes par zones géographiques				
Afrique (U.E.M.O.A.)	162 071	82,85%	125 275	76,89%
Afrique (hors U.E.M.O.A.)	648	0,33%	646	0,50%
Asie	45	0,02%	3	0,02%
Amérique	15 335	7,84%	15 884	9,75%
Europe	17 522	8,96%	21 123	12,94%
TOTAL	195 621	100%	162 931	100%

ANALYSE DE L'EFFECTIF MOYEN DU GROUPE PAR GRANDES CATEGORIES

(en millions de f cfa)

	EXERCICE 2003		EXERCICE 2002	
	Effectifs	Masse salariale	Effectifs	Masse salariale
Personnel Salarié	1 670	23 676	1 581	17 501
Dirigeants et cadres supérieurs	441	6 253	409	4 247
Cadres moyens	528	7 486	503	5 691
Agents de maîtrise	517	7 329	461	5 278
Employés et ouvriers	184	2 608	208	2 285
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	6	85	5	226
Personnel intérimaire	0	708	0	726
TOTAUX	1 676	24 469	1 586	18 453

Annexes aux Etats Financiers



ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Principes de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le périmètre de consolidation englobe la Sonatel SA et Sonatel-Mobiles filiale à 100% de Sonatel SA et IKATEL filiale à 72,49%.

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA :

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998.

Frais et valeurs incorporelles immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés.

Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecart d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de l'actif Mobile. Il n'est pas amorti.

Immobilisation corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition

comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit :

• Construction	20 ans
• Travaux de mise en valeur des terres	40 ans
• Mobilier, matériel de bureau et de logement	10ans
• Agencements, aménagements, Installations	08ans
• Matériel de transport	3 et 5 ans
• Matériel d'exploitation	
Commutation	10 ans
Transmission	10 ans
Lignes et réseaux	10 ans
Energie	08 ans
Appareils de mesure	08 ans
• Autres immobilisations	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10%), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante :

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

- Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Cfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418 : *Produits à recevoir*.

Les créances douteuses sur les clients privés sont dépréciées ainsi :

Pour le fixe plus d'un an d'ancienneté 100%

Pour le Mobile plus de 90 jours d'ancienneté 100%.

- Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, trimestriellement ou trimestriellement sur la base des comptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créditeur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

À la fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs créditeurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissent lors du règlement d'une créance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont actualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit :

Les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice, les profits de change latents ne sont pas comptabilisés dans les produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit :

• Au bilan :

- Les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan.

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".

- Les pertes de change latentes sur opération à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit compte 499.

- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

1 - Litige

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

2 - Indemnités de départ à la retraite.

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est passé en réserves réglementées.

Les subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation

passif conformément à la norme n° 20 de l'IASC.

La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés : des écritures d'impôts différés ont été passées pour annuler l'effet du décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable a été appliquée.

Etats Financiers résumés Sonatel S.A.



Journal of Management Studies, 40(1), 103-120.
doi:10.1002/job.1004

[illegible]84

Bilan Résumé Passif (en millions de f cfa)

Dénomination sociale de l'entité prise : Sonatel S.A.
Adresse : 46 Avenue de la République - Dakar
SINEA : 0018 061 - 203

Siège Usuel : Sonatel S.A.
exercice clos le 31 décembre 2003
Durée : 12 mois

PASSIF (avant répartition)	Exercice 2003	Exercice 2002
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	50 000	50 000
Actionnaires capital non appelé	0	0
Primes et réserves	117 941	103 523
Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves disponibles	10 000	10 000
Réserves libres	107 941	93 523
Report à nouveau	0	0
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	40 016	38 118
Autres capitaux propres	5 400	11 433
Subventions d'investissement	335	419
Provisions réglementées et fonds assimilés	5 065	11 014
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	213 357	203 075
DETTE FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
Emprunts	16 415	31 363
Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
Dettes financières diverses	14 566	24 098
Provisions financières pour risques et charges	7 654	7 853
TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	38 635	63 314
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	251 992	266 389
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	5 443	10 577
Clients, avances reçues	32	32
Fournisseurs d'exploitation	7 350	11 740
Dettes fiscales	26 193	20 909
Dettes sociales	8 120	4 848
Autres dettes	38 665	28 949
Risques provisionnés	309	1 137
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	86 112	78 192
TRESORERIE PASSIF		
Banques, crédits d'escompte	0	0
Banques, crédit de trésorerie	0	0
Banques, découverts	1 626	4 038
TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	1 626	4 038
Ecart de conversion - Passif (V) (gain probable de change)	2 807	1 208
Total Général (I + II + III + IV + V)	342 537	349 827

COMPTE DE RESULTAT RESUME

Dénomination sociale de l'entreprise : Sonatel S.A.
Adresse : 46 Avenue de la république - Dakar
NINEA : 001 0001 - 2001

Siège social : Sonatel S.A.
exercice clos le 31 décembre 2003
Durée : 12 mois

	Exercice 2003	Exercice 2002
Travaux, services vendus	153 890	143 099
Produits accessoires	2 473	3 670
CHIFFRES D'AFFAIRES	156 363	146 769
Autres produits	6 548	2 405
Autres achats	6 052	7 856
-Variations de stocks	1 163	-248
Transports	300	263
Services extérieurs	39 473	41 191
Impôts & taxes	2 312	3 865
Autres charges	11 717	5 259
VALEUR AJOUTÉE	101 894	90 988
Charges de personnel (1)	20 912	16 542
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	80 982	74 446
Reprises de provisions	1 090	3 151
Transferts de charges	2 422	1 538
Total des produits d'exploitation	166 423	153 863
Dotations aux amortissements et aux provisions	31 491	27 450
Résultat d'exploitation	53 003	51 685
Frais financiers	2 230	4 159
Pertes de change	2 907	1 132
Dotations aux amortissements et aux provisions	740	617
Total des charges financières	5 877	5 908
Revenus financiers	10 087	4 659
Gains de change	642	441
Reprises de provisions	505	130
Transferts de charges	0	30
Total des produits financiers	11 234	5 260
Résultat financier	5 357	-648
Total des produits des activités ordinaires	177 657	159 123
Résultat des activités ordinaires	58 360	51 037
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	4 521	3 057
Charges H.A.O.	493	491
Dotations H.A.O.	122	24
Total des charges H.A.O.	5 136	3 572
Produits des cessions d'immobilisations	4 852	3 113
Produits H.A.O.	12	0
Reprises H.A.O.	163	187
Transferts de charges	0	0
Total des produits H.A.O.	5 027	3 300
Résultat H.A.O.	-109	-272
Participation des travailleurs	0	0
Impôts sur le résultat	18 235	12 646
Total général des produits	182 684	162 423
Résultat net	40 016	38 119

1^{ère} partie : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2003

Capacité d'autofinancement Globale (CAFG) [en millions de f cfa]

- **Charges décaissables restantes** [à l'exclusion des cessions
+ **Produits encaissables restants** d'actif immobilisé]

Montant		Montant	
		E.B.E.	80 981
(SA) Frais financier	2 230	(TT) Transfert de charges d'exploitation	2 421
(SC) Pertes de change	2 908	(UA) Revenus financiers	10 088
(SL) Charges H.A.O.	492	(UE) Transferts de charges financières	0
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	643
(SR) Impôts sur le résultat	18 235	(UL) Produits HAO	12
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	23 865	Total (II)	94 145

CAFG = Total (II) - Total (I) = 70 280

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

Autofinancement (AF) [en millions de f cfa]

Dividendes distribués dans l'exercice	29 650
AF = CAFG - Distribution de dividendes dans l'exercice (1)	40 630

Variation du besoin de Financement d'exploitation (BFE) [en millions de f cfa]

Var. B.F.E. = Var. Stock (2) + Var Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N-(N-1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	0	0
(BD) Matières premières	0	1 561
(BE) En cours	0	0
(BF) Produits fabriqués	0	0
(A) Variation globale nette des stocks	0	1 561

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

1^{ère} partie [suite] : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2003
Variation des Créances [en millions de f cfa]

Variation des stocks : N-(N-1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	1 162	0
(BI) Clients	0	9 084
(BJ) Autres créances	12 782	0
(BU) Ecart de conversion - Actif (1)	0	673
(B) Variation globale nette des créances	4 187	

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution(-)	Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0	0
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	4 390	0
(DK) Dettes fiscales	0	5 284
(DL) Dettes sociales	0	3 272
(DM) Autres dettes	0	9 716
(DN) Risques provisionnés	828	0
(DV) Ecart de conversion - Passif (1)	0	1 599
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	14 653

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	12 027
--	---------------

Excédent de Trésorerie d'Exploitation [ETE] [en millions de f cfa]

	Exercice 2003	Exercice 2002
Excédent brut d'exploitation	80 981	74 445
- Variation du B.F.E.(- si emploi ; + si ressources) (- ou +)	12 027	10 114
- Production immobilisée	0	0
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	93 008	84 559

(1) En cours d'adoption

2^e partie : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2003 - [en millions de f cfa]

	Exercice 2003		Exercice 2002
	Emplois	Ressources	E - ; R +
I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	0		0
Croissance interne			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	1 103	0	-1 266
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	19 348	63	-22 956
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	-2 190	6 960	-23 164
INVESTISSEMENT TOTAL	18 261	7 023	-47 386
II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	0	12 027	10 114
A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	18 261	19 050	-37 272
III - EMPLOIS / RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	5 685	0	-1 865
IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	26 351		-4 607
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	31 247	0	-43 744

2^e partie (Suite) : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2003 - [en millions de f cfa]

V - FINANCEMENT INTERNE

Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	29 650	70 280	33 685
--	--------	--------	--------

VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES

Augmentation de capital par apports nouveaux		0	0
Subvention d'investissement		0	0
Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)	0		0

VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS

Emprunts (2)	0	1 871	10 328
Autres dettes financières (2)	0	0	0
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			

C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	29 650	72 151	44 013
---	---------------	---------------	---------------

D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)

	0	11 255	269
--	----------	---------------	------------

VIII - VARIATION DE LA TRESORERIE

Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	36 234		24 979
à l'ouverture de l'exercice + ou -	24 979		24 710
Variation Trésorerie :			
+ si Emploi ; -si Ressources	11 255	0	-269

Contrôle : D = VIII avec signe opposé

I, IV, V, VI, VII : en termes de flux; II, III, VIII : différences "bilantielles".

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R. : FdR(N)- FdR (N-1))	0	4 913
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG (N) - BFG (N-1)	0	6 342
Variation de la trésorerie (T) : T(N)- T (N-1)	11 255	0
TOTAL	11 255	11 255

TABLERAU N°1 : VARIATION DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2003

LIBELLES	Solde au 31/12/03	Acquisition	Reclassement	Sorties	Solde au 31/12/03
Frais d'entrée en bourse	0	0			0
Frais immobilisés	130	0	3	85	48
Frais sur plusieurs exercices	327	0	0	328	-1
CHARGES IMMOBILISÉES	457	0	3	413	47
Etudes et Recherches	77	0			77
Brevets et licences	142	0			142
Logiciels informatiques	8 284	127	0		8 411
Recherche, Développement en cours	0				0
Logiciels en cours	395	976	0	0	1 371
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 898	1 103	0		10 001
Terrains nus	196	9	-174		31
Terrains	778	0	174		952
Mise en valeur des terrains	396	0	0		396
Aménagement terrains nus en cours	198	49	0	0	247
TERRAINS	1 568	58	0		1 626
Bâtiments industriels	6 942	0	0		6 942
Bâtiments administratifs et commerciaux	9 908	7	248		10 163
Logement et Immo. de rapport	1 647	0			1 647
Pistes et routes	128	0			128
Autres ouvrages d'infrastructures	460	8			468
Installations générales Bureaux	4 150	0			4 150
Aménagements bureaux	24		0		24
Autres aménagements, agencements, installations	2 840	569	0		3 409
Bâtiments en cours	215	538	-248		505
Agencement, installation bureaux en cours	3	0	0		3
Ouvrages d'infrastructures en cours	5	-4	0		1
BÂTIMENTS INSTALLATIONS TECHNIQUES ET AGENCEMENTS	26 322	1 118	0		27 440
Matériel commutation Sonatél	56 425	-33	0	0	56 392
Matériel commutation public	1 845	285	128		2 258
Matériel de transmission	92 978	1 755	2 880	0	97
Matériel lignes & réseaux accès	1	124	590	0	1 714
Matériel lignes & réseaux public	121 197	-1 243	6 759	0	126 713
Matériel lignes & réseaux Sonatél	2 655	975	0		3 630
Matériel d'énergie	18 874	363	82	0	19 319
Appareils	1 400	12	0		1 412
Autres matériels d'exploitation	4 302	0	0		4 302
Equip. Réseaux d'Accès	7	7			7
MATÉRIEL D'EXPLOITATION	300 800	2 711	9 849	0	313 360
Matériel de bureau	2 325	134		2 459	7 694
Matériel informatique technique	6 465	1 229	0	0	3 050
Matériel informatique de bureau	2 862	188	0	0	1 918
Mobilier de bureau	1 712	206	0		13
Matériel de logement	13				35
Mobilier de logement	35	0			35
MATÉRIEL ET MOBILIER	13 412	1 757	0	0	15 169
Véhicules légers	6 077	730		355	6 542
Cyclomoteurs	145	0		0	145
MATÉRIEL DE TRANSPORT	6 222	730	0	355	6 597
Autres immobilisations	1 560	93	0	1 653	
AUTRES IMMOBILISATIONS DIVERSES	1 560	93	0	1 653	
Matériel d'exploitation en cours	6 413	7 137	-7 305		6 245
Matériel de commutation en cours	1 972	-1 308			664
Matériel de transmission en cours	1 194	5 422	-2 120		4 496
Matériel lignes et réseaux en cours	0	330			330
Matériel en cours SNT	0	430	-128		302
Matériel énergie en cours	78	703	-72		709
Autres matériel d'exploitation en cours	34	25			59
Matériel informatique de bureau en cours	0	76			76
Matériel de bureau, logement en cours	0				0
Mobilier de bureau, logement en cours	0				0
Matériel de transport en cours	0				0
Agencement, aménagement en cours	0	27			27
Autres immobilisations en cours	3	78	-79		2
Douane sur immobilisation en cours	277	-39	-10		228
Autres matériels d'exploitation en cours	46	0			46
MATÉRIELS EN COURS	10 017	12 881	-9 714	0	13 184
Avances, acomptes Logiciels	156	-156	0		0
Avances sur bâtiments	15	-15	0		0
Avances & acomptes sur ouvrages, infrastructures	9	-9			0
Avances sur matériel d'exploitation	3 071	-2 933	-138		0
Avances & Acomptes sur matériel, mobilier de bureau et logement	0	0			0
Avances sur matériel de transport	0	0			0
Avances & acomptes sur autres immobilisations	0	0	0	0	0
AVANCES ET ACPTE/IMMO	3 251	-3 113	-138	0	0

TABLEAU N°2 : VARIATION DES AMMORTISSEMENTS AU 31/12/2003 (en millions de f cfa)

LIBELLES	Solde au 31/12/02	Augmentation	Reprise	Diminution/ Cession	Solde au 31/12/03
Amortissement recherche développement	46	9			55
Amortissement recherche développement	74	26			100
Amortissements logiciels	3 125	1 373			4 498
TOTAL 281	3 245	1 408			4 653
Amortissement travaux de mise en valeur	126	9			135
TOTAL 282	126	9			135
Amortissements bât. administratif et commercial	7 092	667			7 759
Amortissement logement personnel	1 229	36			1 265
Amortissement agencement, installation bureau	3 427	225			3 652
Amortissement pistes et routes	65	4			69
Amortissement autres ouvrages d'infrastructure	80	46			126
Amortissement autres agencements, amén. instal.	778	308			1 086
TOTAL 283	12 671	1 286	0	0	13 957
Amortissement matériel de commutation Sonatel	32 712	4 238			36 950
Amortissement matériel de commutation public	394	180			574
Amortissement matériel de transmission	52 551	8 317		0	60 868
Amortissement matériel lignes et réseaux public	56 107	10 679		0	66 786
Amortissement matériel lignes et réseau sonatel	2 227	104			2 331
Amortissement matériel d'énergie	10 053	1 402		0	11 455
Amortissements autres matériels d'exploitation	3 688	105		0	3 793
TOTAL 2841	157 732	0	0		182 757
Amortissement mobilier de bureau	1 186	109			1 295
Amortissement mobilier logement	29	2			31
Amortissement matériel de bureau	1 519	160			1 679
Amortissement matériel de logement	12	0			12
Amortissement matériel informatique technique	4 536	972		0	5 508
Amortissement matériel informatique de bureau	1 749	451		0	2 200
TOTAL 2844	9 301	1 694	0	0	10 725
Amortissement véhicules légers	4 880	705		331	5 254
Amortissements véhicules lourds	0	0			0
Amortissements cyclomoteurs	109	15		0	124
TOTAL 2845	4 989	720		331	5 378
Amortissement aménagement, agencement instal.					
TOTAL 2847					
Amortissement appareils	772	144			916
Amortissement autres immobilisations diverses	1 086	171			1 257
TOTAL 2848	1 858	315			2 173
TOTAL GENERAL	189 652	30 457		331	21 778

TABLEAU N° 3 : PLUS-VALUE ET MOINS-VALUES DE CESSION (en millions de f cfa)

	Montant brut A	Amortissements pratiqués B	Valeur comptable nette C = A - B	Prix de cession D	+ Value ou - Value = D - C
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0	
Immobilisations corporelles	355	328	27	63	36
Immobilisations Financières	4 497	0	4 497	4 789	292
TOTAL	4 852	328	4 524	4 852	328

TABLEAU N° 4 : PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en millions de f cfa)

NATURE	A	B			C			D = A+B+C
	Provisions à l'ouverture de l'exercice	AUGMENTATIONS : DOTATIONS			DIMINUTIONS : REPRISES			Provisions à la clôture de l'exercice
		d'exploitation	financière	hors activités ordinaires	d'exploitation	financière	hors activités ordinaires	
1 - Provisions réglementées	11 014	0		0	5 949		0	5 065
2 - Provisions financières pour risques et charges	0 7 853							0
		0		0	199	0	0	7 654
3 - Provisions pour dépréciation des immobilisations	1 100 0	8		0		0		1 108 0
TOTAL I	19 967	8	0	0	6 148	0	0	13 827
4 - Dépréciations des stocks	1 058	68		0	0		0	1 126
5 - Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	24 857	0		0	592	0	0	24 265
6 - Dépréciations et risques provisionnés (Trésorerie)	1 850	0	0		0	626		1 224
TOTAL II	27 765	68	0	0	592	0	0	26 615
TOTAL (I) + (II)	47 732	76	0	0	6 740	0	0	40 442

TABLEAU N° 5 BIENS PRIS EN CREDIT-BAIL ET CONTRATS ASSIMILES

NEANT

TABLEAU N° 6 : ECHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (en millions de f cfa)

	Montant brut	ANALYSE PAR ECHEANCES				AUTRES ANALYSES		
		à 1 an au plus		à plus d'1an et à 2 ans au plus	à plus de 2 ans	Montants en devises	Montants envers les entreprises liées	Montants représentés par effets
			dont échus					
CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE (I)	5 773	1 607	0	1 607	2 558	0	0	0
Prêts (1)	5 773	1 607	0	1 607	2 558	0	0	0
Créances rattachées à des particip.	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	119 598	119 598	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs	1 232	1 232	0	0	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	54 011	54 011	0	0	0	0	0	0
Personnel	1 426	1 426	0	0	0	0	0	0
Sécurité sociale et autres organis.	0	0	0	0	0	0	0	0
Etat	5 744	5 744	0	0	0	0	0	0
Organismes internationaux	11	11	0	0	0	0	0	0
Associés et groupe	9 849	9 849	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	46 570	46 570	0	0	0	0	0	0
Créances H.A.O.	727	727	0	0	0	0	0	0
Charges constatées d'avance 28	28	0	0	0	0	0	0	
TOTAL (I)+ (II)	125 371	121 205	0	1 607	2 558	0	0	0

TABLEAU N° 7: ECHÉANCES DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE [en millions de f cfa]

	Montant brut	ANALYSE PAR ECHÉANCES				AUTRES ANALYSES		
		à 1 an au plus		à plus d'1 an et à 2 ans au plus	à plus de 2 ans	Montants en devises	Montants envers les entreprises liées	Montants représentés par effets
			dont échus					
DETTE FINANCIÈRE ET RESSOURCES ASSIMILÉES								
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires (1)	12 394	394	0	12 000	0	0	0	0
Emp. et dettes des établissements	4 021	573	0	118	3 330	0	0	0
Autres dettes financières (1) (2)	14 566	1 093	0	0	13 473	0	0	0
TOTAL (I)	30 981	2 060	0	12 118	16 803	0	0	0
Dettes de crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
dettes de crédit-bail mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes sur contrats assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL (II)	0	0	0	0	0	0	0	0
DETTES DU PASSIF CIRCULANT								
Fournisseurs et comptes rattachés	7 350	7 350	0	0	0	0	0	0
Clients	32	32	0	0	0	0	0	0
Personnel	7 838	7 838	0	0	0	0	0	0
Sécurité sociale et organismes soci.	282	282	0	0	0	0	0	0
Etat	26 193	26 193	0	0	0	0	0	0
Organismes internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Associés et groupe	799	799	0	0	0	0	0	0
Créditeurs divers	40 673	40 673	0	0	0	0	0	0
Dettes H.A.O.	5 443	5 443	0	0	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL (III)	88 610	88 610	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I + II + III)	119 591	90 670	0	12 118	16 803	0	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice / Emprunts remboursés en cours d'exercice (2) Total des dettes envers les associés (personnes physiques)

Tableau n° 8 : CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE L'EXERCICE (en millions de f cfa)

NATURE	N° DE COMPTE	MONTANT
Eau	60 51	75
Electricité	6052	1 514
Autres énergies	6053	0
Fournitures d'entretien non stockables	6054	2
Fournitures de bureau non stockables	6055	0
Petit matériel et outillage	6056	73
Transport pour le compte de tiers	613	0
Transport du personnel	614	170
Entretien, réparation des biens immobiliers	6241	321
Entretien, réparation des biens mobiliers	6242	149
Publicité, publication, relations publiques	627	325
Frais de télécommunications	628	30 708
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	632	3 874

2005-2006

TABEAU N° 9 : REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

EXERCICES CONCERNES NATURE DES INDICATIONS	2003	2002	2001	2000	1999
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (2)					
Capital social	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Actions ordinaires	10	10	10	10	10
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P.) sans droit de vote	0	0	0	0	0
Actions nouvelles à émettre	0	0	0	0	0
par convention d'obligations	0	0	0	0	0
par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (3)					
Chiffres d'affaires hors taxes	156 363	146 770	139 767	116 189	95 142
Résultat des activités ordinaires (R.A.O.) hors dot. et reprises	88 996	75 822	86 994	70 800	63 746
Participation des travailleurs aux bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur le résultat	18 235	12 646	13 643	11 008	10 771
Résultat net (4)	40 016	38 119	42 297	35 260	36 700
RESULTATS PAR ACTION					
Résultat distribué (5)	33 600	29 650	29 000	29 000	28 450
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)	3 360	2 965	2 900	2 900	2 854
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE					
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	1 386	1 412	1 417	1 385	1 334
Effectif moyen de personnel extérieur	3	3	2	2	3
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	18 259	14 685	13 860	14 072	11 160
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8) sécurité	1 599	1 491	1 632	1 110	1 214
Personnel extérieur facturé à l'entreprise (9)	275	366	496	550	151

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée

(2) Indication en cas de libération partielle du capital du montant du capital non appelé

(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat.

(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses

(5) L'exercice N correspond au dividende proposé du dernier exercice

(6) Personnel propre

(7) Total des comptes 661, 662, 663

(8) Total des comptes 664, 668

(9) Compte 667

TABLEAU 10 : PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2003

AFFECTATIONS	MONTANTS	ORIGINES	MONTANT (1)
Réserve légale	0	Report à nouveau antérieur (pertes)	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	Report à nouveau (bénéficiaire)	
Autres réserves (disponibles)	6 416	Résultat net de l'exercice	40 016
Dividendes (2)	33 600	Prélèvement sur les réserves (3)	
Autres affectations			
Report à nouveau			
TOTAL (A)	40 016	Contrôle : Total A = Total B	40 016

1) Les montants négatifs sont à porter entre parenthèses ou précédés d'un signe (-)

2) S'il existe plusieurs catégories d'ayants droit aux dividendes, indiquer le montant pour chacune d'elles.

3) indiquer les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TABLEAU N° 11 : EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTÉRIEUR (en millions de f cfa)

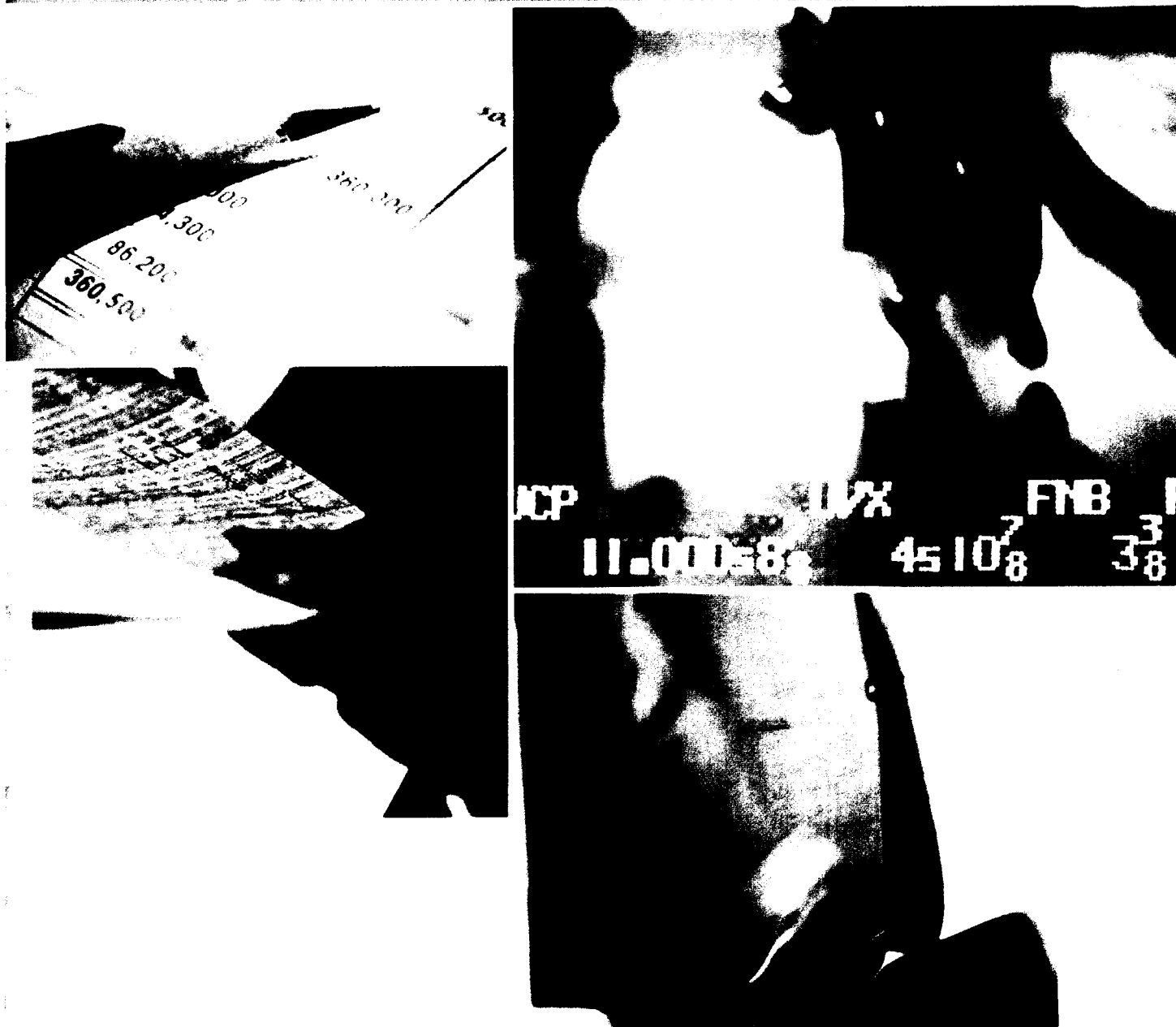
	NATIONAUX		AUTRES ETATS DE L'UEMOA		HORS UEMOA		TOTAL	Nationaux		Autres Etats de l'UEMOA		HORS UEMOA		Total
	M	F	M	F	M	F		M	F	M	F	M	F	
Personnel Salarié														
1 - Cadres supérieurs	261	75			3	0	339	3 577	1 028			41	0	4 646
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	301	115					416	4 126	1 576					5 702
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	306	158					464	4 194	2 166					6 360
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	155	15					170	2 124	206					2 330
TOTAL (1)	1 023	363	0	0	3	0	1 389	14 022	4 975	0	0	41	0	19 038
PERMANENTS SAISONNIERS														

	NATIONAUX		AUTRES ETATS DE L'UEMOA		HORS UEMOA		TOTAL	Facturation à l'entreprise	
	M	F	M	F	M	F		M	F
Personnel Salarié									
1 - Cadres supérieurs									
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens									
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés								276	0
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis									
TOTAL (2)								276	0
PERMANENTS SAISONNIERS									
TOTAL (1+2)	1 023	363	0	0	3	0	1 389		

M = Masculin

F = Féminin

Rapport des Commissaires aux Comptes



GROUPE SONATEL

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal), SONATEL MOBILES et IKATEL,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I - Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de SONATEL, SONATEL MOBILES et IKATEL pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2003. Ces états financiers consolidés ont été établis par la direction de la SONATEL et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés SONATEL, SONATEL MOBILES et IKATEL au 31 décembre 2003, de leurs résultats et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II - Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés du groupe SONATEL.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA
AUDIT INTERNATIONAL



Sadia FATY
Associé

Le 28 avril 2004

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG



Makha SY
Associé

SONATEL S.A.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES Etats financiers SONATEL S.A. - Exercice clos le 31 decembre 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés Société Nationale des Télécommunications du Sénégal, (SONATEL),
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I - Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de SONATEL, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2003. Ces états financiers consolidés ont été établis par la direction de la SONATEL et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent a mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers annexés aux pages 4 à 49 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la SONATEL au 31 décembre 2003, de ces résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II - Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA
AUDIT INTERNATIONAL

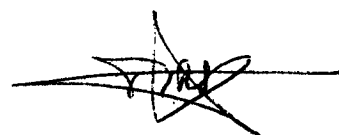


Sadia FATY
Associé

Le 28 avril 2004

RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG



Makha SY
Associé

SONATEL S.A.

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers SONATEL S.A. - Exercice clos le 31 decembre 2003

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions nouvelles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-être fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice.

Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, visées à l'article 438 de cet acte et approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

LES CONVENTIONS REGLEMENTEES DE LA SONATEL S.A. - Exercice 2003

Administrateur concerné

- Monsieur pierre GODINIAUX

Nature et objet

Une convention de coopération technique a été signée le 21 juillet 1997 entre la SONATEL et la Société France Câbles Radio (FCR). Cette dernière apporte à la SONATEL son savoir-faire et fournit les prestations suivantes :

- assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois (3) cadres expatriés,
- assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques,
- mise à disposition d'outils de gestion techniques et commercial.

Modalités

En contrepartie des prestations reçues, la SONATEL verse à la société France Câbles Radio (FCR) une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 20% de la croissance du résultat des activités ordinaires et plafonnée à 1,5% du chiffre d'affaires annuel. Comme l'exercice précédent, la base de calcul de la redevance comprend les activités de téléphone fixe (SONATEL SA) et de téléphone mobile (SONATEL MOBILES).

Les prestations d'assistance ponctuelle et la fourniture d'outils de gestion sont facturées à la SONATEL par FCR. Les frais relatifs au personnel expatrié sont pris en charge dans leur intégralité par la SONATEL.

Notes

La convention a pris effet à partir du 21 juillet 1997. Les redevances dues au titre de l'exercice 2003 s'élèvent à FCFA 2.857 millions et se répartissent comme suit :

• redevance annuelle forfaitaire	1.811
• Assistance technique ponctuelle	829
• Charges relatives aux expatriés	217
	2.857

2 . CONVENTION DE CONCESSION

Administrateur concerné

- Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Nature et objet

Une convention de concession entre l'Etat du Sénégal et la SONATEL a été signée le 1er octobre 1985 et réactualisée le 21 juillet 1997.

Modalités

Par cette convention, l'Etat du Sénégal accorde à la SONATEL la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de vingt (20) ans, renouvelable tous les (5) ans.

3. CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC IKATEL

Administrateurs concernés

- Monsieur Pierre GODINIAUX,
- Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE,
- Monsieur Michel SOUAL.

Nature et objet

Il s'agit d'une convention de coopération technique signée en août 2002 entre la SONATEL et IKATEL dans les domaines suivants :

- transfert de savoir-faire de SONATEL au profit d'IKATEL
- prestations d'assistance à titre permanent par la SONATEL dans les domaines de la gestion opérationnelle, de l'assistance technique, de l'ingénierie et de la formation ;
- prestations d'assistance ponctuelle à la demande d'IKATEL pour des études ponctuelles et spécifiques ;
- fourniture par la SONATEL à la demande d'IKATEL d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités et effets

En contrepartie des prestations fournies, IKATEL versera une redevance s'élevant à 3% du chiffre d'affaires pour le transfert de savoir.

Au titre des prestations d'assistance à titre permanent, IKATEL supportera intégralement les coûts du personnel expatrié mis à sa disposition par la SONATEL.

Les prestations d'assistance ponctuelle seront facturées par la SONATEL à IKATEL en fonction de leur nature, de leur durée et de la qualification des experts sélectionnés.

Concernant les outils de gestion, la rémunération de la SONATEL s'effectuera par le versement de montants forfaitaires, établis en fonction de la nature des fournitures.

Au titre de l'exercice 2003, seules les prestations d'assistance à titre permanent ont été facturées par la SONATEL pour un montant de FCFA 519 millions.

4. CONVENTION DE COOPERATION AVEC SONATEL MOBILES

Administrateurs concernés

- Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE,
- Monsieur Michel SOUAL,
- Monsieur Pierre GODINIAUX.

Nature et objet

Il s'agit d'une convention de coopération technique entre la SONATEL et la SONATEL MOBILES qui prévoit notamment :

- une assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de personnel,
- une assistance technique ponctuelle pour la réalisation de missions spécifiques,
- la mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités et effets

En contrepartie des prestations reçues, la SONATEL MOBILES verse à la SONATEL une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 5% du chiffre d'affaires annuel.

Au titre de l'exercice 2003, une redevance d'un montant total de FCFA 3.038 millions hors taxes a été facturée à la SONATEL MOBILES.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA
AUDIT INTERNATIONAL

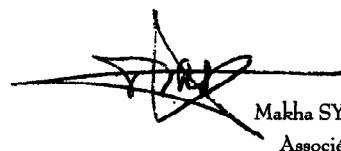


Sadia FATY
Associé

Le 28 avril 2004

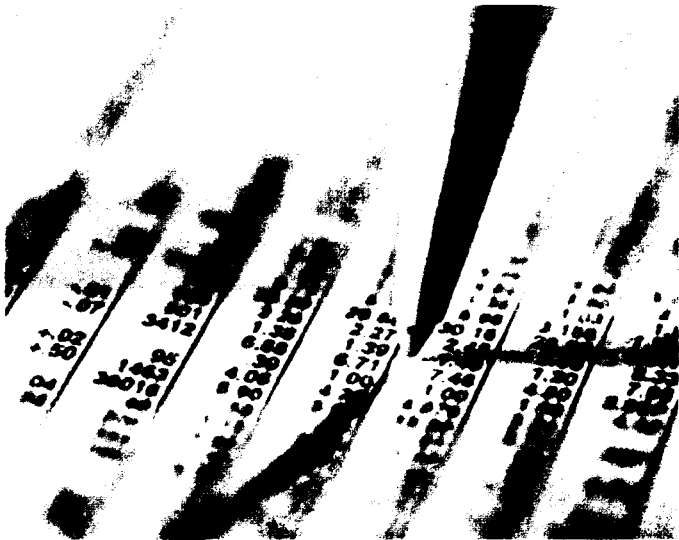
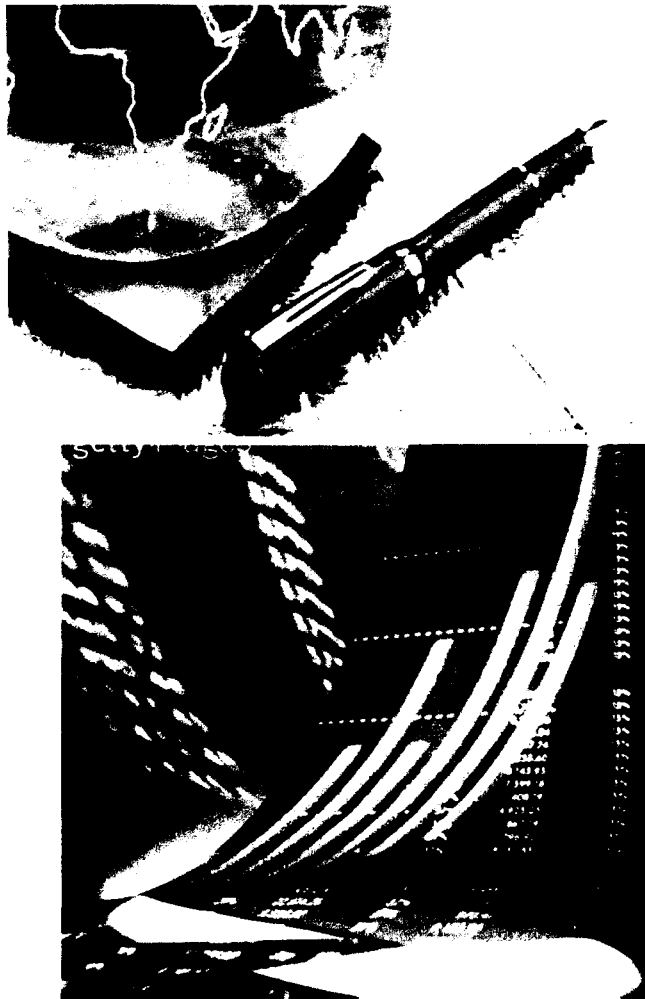
RACINE

MEMBRE D'ERNST & YOUNG



Makha SY
Associé

Projets de Résolutions



PROJETS DE RESOLUTIONS

PROJET DE RESOLUTION N°1 : EXAMEN ET APPROBATION DES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003 ET QUITUS AUX ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2003 et sur les comptes dudit exercice ;
- du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice.

Approuve les comptes et les états financiers de SONATEL SA (Compte de résultat, Bilan, Tableau financier des Ressources et Emplois et annexes) de l'exercice 2003 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du rapport spécial des Commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 Décembre 2003.

PROJET DE RESOLUTION N°2 : Affectation du Résultat de l'exercice 2003.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 Décembre 2003, s'élevant à la somme de 40.016.485.649 F CFA ainsi qu'il suit :

Premier dividende	=	3 000 000 000
Dividende complémentaire	=	37 016 485 649

TOTAL	
(égal au bénéfice à affecter)	= 40 016 485 649

L'Assemblée Générale fixe en conséquence à 300 (Trois Cent) francs CFA le premier dividende brut est à 4.100 F CFA le dividende complémentaire brut revenant à chaque action.

Le total desdits dividendes bruts s'élève donc à 4.400 FCFA par action.

Après déduction de la retenue à la source de 10% au titre de l'IRVM, le dividende net de 3.960 F CFA sera mis en paiement à compter du 09 juillet 2004 à Dakar.

Pour pouvoir distribuer les dividendes dans les proportions ci-dessus définies, il sera ainsi puisé dans les réserves distribuables la somme de 3.983.514.351 F CFA.

PROJET DE RESOLUTION N° 3 : Affectation partielle en Réserve Spéciale de la PROM au 31 décembre 2002.

L'Assemblée Générale après avoir constaté un montant des investissements concernés de 17.228.561.385 FCFA durant l'exercice 2003, décide d'affecter la provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel au 31 décembre 2002, à concurrence de la quote-part d'outillage et matériel renouvelé en 2002, soit la somme de 3.529.493.819 F CFA n réserve spéciale pour renouvellement d'immobilisations.

PROJET DE RESOLUTION N° 4 : Renouvellement de mandats d'administrateur.

L'Assemblée Générale constate que les mandats de Messieurs Mamadou BOYE, Abdou Aziz SOW, Pape Momar NIANH et Ibrahima SAR, administrateurs arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Elle décide de renouveler leurs mandats pour une durée de trois (3) ans qui expirera à l'issue de

l'assemblée générale qui statuera en 2007 sur les comptes de l'exercice 2006.

Messieurs Mamadou BOYE, Abdou Aziz SOW, Pape Momar NIANG et Ibrahima SAR déclarent accepter le renouvellement de leurs mandats et précisent qu'ils ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptibles de leur empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

PROJET DE RESOLUTION N° 5 : Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

L'Assemblée Générale constate que les mandats du Cabinet Racine SA, du Cabinet GARECGO, commissaires aux comptes titulaires, et du Cabinet CEA (devenu Cabinet KPMG) et du Cabinet Mayoro Wade, commissaires aux comptes suppléants, arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Elle décide de renouveler leurs mandats pour une durée six (6) exercices sociaux.

Messieurs SY, FATY, DIAGNE et WADE représentant lesdits Cabinets déclarent accepter le renouvellement de leurs mandats et précisent qu'ils ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptibles de leur empêcher d'exercer les fonctions de commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

PROJET DE RESOLUTION N° 6 : Indemnités de fonction des administrateurs.

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction une somme annuelle fixe de 25 000 000 F CFA qui sera répartie par le Conseil d'Administration.

PROJET DE RESOLUTION N°7 : Approbation de conventions réglementées

Après avoir entendu la lecture u rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 438 et suivnts de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du groupement d'Intérêt Economique, l'Assemblée Générale approuve les conventions conclues entre la SONATEL et la Sonatel Mobiles et entre la Sonatel et Ikatel telles qu'elles résultent dudit rapport.

PROJET DE RESOLUTION N°8 : Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, copies ou extraits des présents projets de résolutions à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.



